MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

Centre d'Information, de Documentation et d'Etudes du Plan

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

Joint Library
Washington D.C.

Cameroon

DEUXIEME PLAN

QUINQUENNAL

DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

1966 / 1971

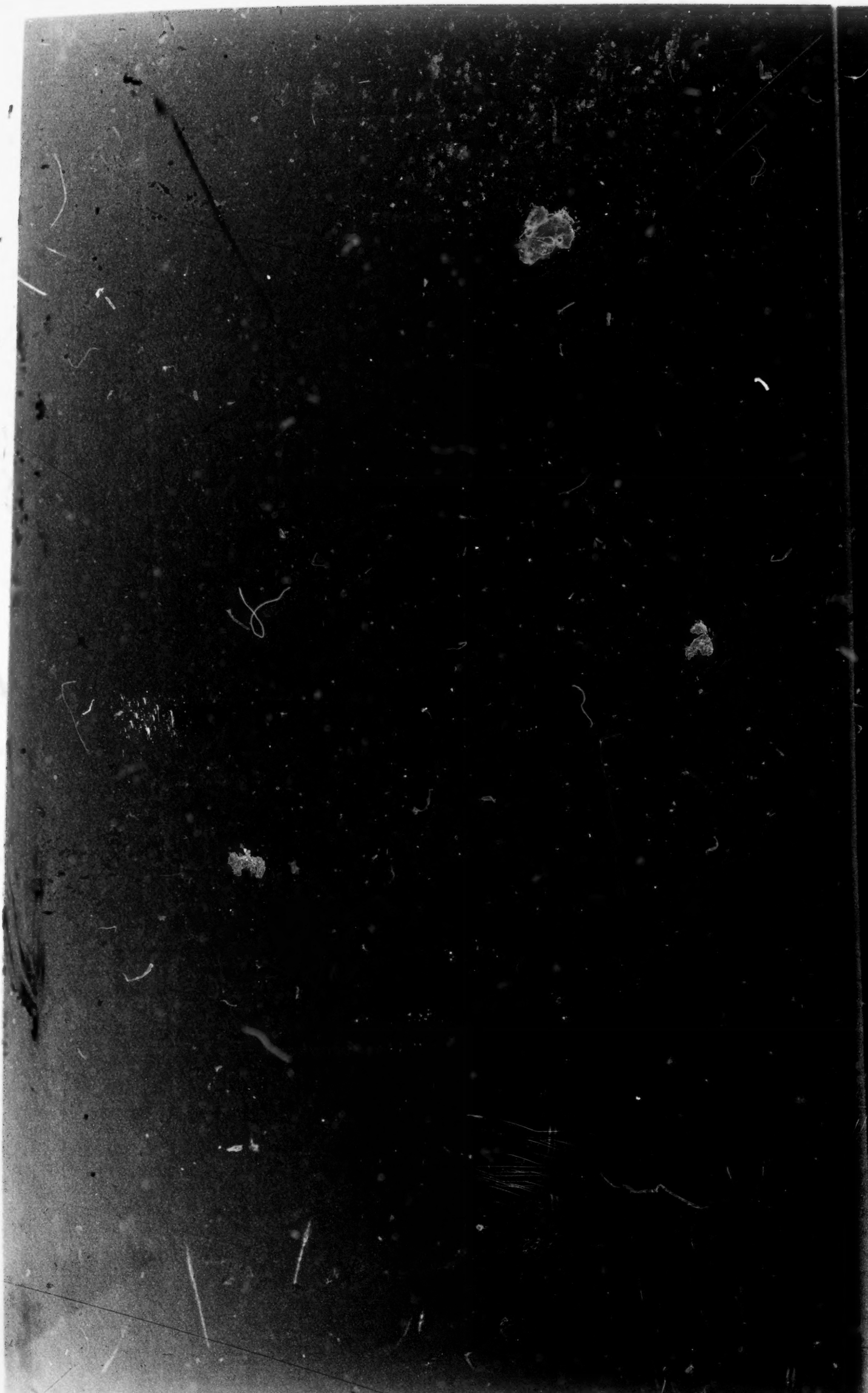
PRINCIPAUX PROJETS

105744

SOMMAIRE

- Orientations du 2ème Plan
- Etudes et Recherches Générales
- Agriculture
  1) Produits
     . Café Robusta
     . Café Arabica
     . Cacao
     . Thé
     . Riz
     . Palmier à huile
     . Canne à sucre
     . Banane
     . Coton
     . Caoutchouc
     . Tabac
     . Exploitation forestière
  2) Tableaux d'investissements
- Elevage
- Pêche
- Mines - Industries - Batiments T.P. - Artisanat
- Energie
- Urbanisme et Habitat
- Transports et Communications
     . Routes et Ponts
     . Chemin de Fer
     . Ports et Voies navigables
     . Aéronautique civile
     . Postes et Télécommunications
     . Récapitulation des investissements
- Enseignement et Formation
- Santé Publique et Affaires Sociales.

INTERNATIONAL MONETARY FUND
Joint Library
Washington, D.C. 20431
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT



ORIENTATIONS DU 2ème PLAN

Le Gouvernement du Cameroun se propose d'abord de créer un climat favorable au développement, savoir : le maintien de la paix intérieure, la consolidation de l'unité nationale, l'adaptation de l'administration aux tâches de développement.

L'orientation du 2ème Plan concerne donc davantage la préparation de la croissance qu'une amélioration trop rapide de la situation actuelle qui ne pourrait ensuite se poursuivre à un rythme satisfaisant.

1) La solution de cinq problèmes majeurs conditionne le développement harmonieux du pays :

- un meilleur équilibre dans la répartition de la population sur le sol national.
- l'accélération du rythme des investissements productifs pour atteindre une situation de décollage
- l'amélioration des structures d'encadrement du monde rural
- l'orientation de l'enseignement en fonction des besoins de l'économie
- la réduction des disparités régionales.

2) Certaines orientations plus précises ont été définies par les commissions de planification.

-Une place importante, a été faite aux investissements d'infrastructure et aux investissements productifs à long terme.

Cette situation répond à l'absolue nécessité de parfaire rapidement l'intégration des 2 Etats Fédérés et des régions Nord et Sud du Cameroun Oriental. Le prolongement du Transcamerounais jusqu'à Ngaoundéré, la transformation de l'axe routier du Nord en voie à grande circulation, l'établissement de liaisons modernes entre les Etats Fédérés, pèsent certes lourdement sur le Plan, mais ce choix était inéluctable.

En ce qui concerne le secteur rural (85 % de la population) la poursuite de la croissance au cours de la décennie suivante exige la réalisation pendant le deuxième Plan d'investissements productifs à moyen ou à long terme (plantations arbustines, études de projets d'aménagement, ou d'infrastructure lourde...). L'action sera menée sur plusieurs fronts la scolarisation de masse et la formation d'animateurs ruraux, la lutte contre les endémies, l'aménagement du régime foncier pour permettre la diffusion du crédit agricole et les opérations de mise en valeur à long terme, l'amélioration de la productivité et de la commercialisation des produits agricoles.

L'industrialisation a pour triple objectif : la diversification de l'économie, la résorption du sous-emploi urbain et l'amélioration de la structure des échanges intérieurs.

En matière de logement et d'urbanisme, l'accent sera mis sur l'aménagement de quelques centres régionaux. Des Plans d'urbanisme seront établis pour toutes les agglomérations dont l'expansion est prévue dans un avenir proche. Des logements économiques seront construits dans les principales villes, l'aide de l'Etat étant réservée aux réalisations les plus modestes.

.../...

L'amélioration rapide et sensible des disparités régiona
est apparue impossible sous peine de compromettre la croissance
d'ensemble. On s'est donc orienté vers des études, des expérimenta
une adaptation des méthodes de scolarisation susceptibles d'accélé
dans l'avenir les progrès des régions attardées.

Enfin la formation des hommes s'est vue réserver une pla
importante malgré les charges récurrentes considérables que ces
programmes comportent. Mais l'accent a été mis sur la qualité de
formation plutôt que sur l'accroissement des effectifs.

GENERALITES

A) Le montant total des investissements prévus au cours du 2ème Plan s'é ve à 165 milliards de F CFA environ, soit une moyenne annuelle de 33 milliards F CFA durant la période 1966/71 pour la Fédération.

1) Répartition sectorielle

- Les crédits envisagés pour la production représentent 45,6 % du total, dont :

. Agriculture	13,6 %
. Industrie de transformation non agricole et artisanat	12,5 %
. Energie	3,8 %
. Forêts	3,6 %
. Industries agricoles	3,0 %

- Les crédits envisagés pour l'infrastructure et les transports représentent 35,1 % du total dont :

. Chemins de fer	11,2 %
. Routes	10,0 %
. Transports automobiles	9,8 %

- Les autres secteurs concernent :

. Etudes générales	1,4 %
. Enseignement	4,8 %
. Habitat et Urbanisme	7,0 %
. Santé	2,5 %
. Formation professionnelle	1,2 %
. Sports	0,3 %
. Equipement administratif	1,6 %
. Information	0,6 %

2) Répartition entre secteur public et secteur privé : les investissemen dans les Sociétés d'économie mixte ont été classés dans les investisse- ments publics lorsque les capitaux publics sont majoritaires et les investissements des organismes publics ou semi-publics étrangers dans les capitaux privés.

	Montant en millions F CFA			Pourcentage	
	Invest. publics	Invest. privés	Total	Invest. publics	Invest. privés
tudes générales	2 283		2 283	100	0
roduction rurale	14 870	14 474	32 344	46	54
roduction industrielle	3 835	35 579	39 414	10	90
ommerce et Tourisme	962	2 704	3 666	26	74
nfrastructure	36 719	2 050	41 769	95	5
ransports automobiles	148	16 032	16 180	1	99
nseignement et Formation	7 665	2 727	10 392	74	26
anté Publique	3 700	350	4 050	91	9
rbanisme et Habitat	7 878	3 700	11 578	68	32
quipement Administratif	3 500		3 500	100	0
T O T A L	81 560	77 616	165 176	51	49

3) Répartition régionale

- Littoral	29,1 milliards Frs CFA
- Est	4,5 milliards Frs CFA
- Nord	17,9 milliards Frs CFA
- Centre Sud	20,2 milliards Frs CFA
- Ouest	11,2 milliards Frs CFA
- Cam. Occid.	19,5 milliards Frs CFA
- Non distribué	62,7 milliards Frs CFA
soit au total	165,1 milliards Frs CFA

B) Le financement des investissements totaux fera intervenir les ressources locales pour 26,9 %, l'aide extérieure publique pour 37,1 % et les fonds privés pour 36,0 %

	Montant en M.F CFA	Pourcentages Inv. totaux	Inv. publics	Inv. privés
I - Ressources locales	44 493	26,9	35.1	18,3
Etat	19 890	12,0	23,5	
Communes	1 962	1,2	2,3	
Org. publics et semi-publics	7 888	4,8	9,3	
Crédit public local	6 986	4,2		
Inv. Trvail	7 767	4,7		
II - Aide Extérieure Publique	61 251	37,1	64,9	8,0
Sub. au secteur public	31 068	18,8	36,8	-
Sub. au secteur privé	937	0,6	-	1,2
Prêts au secteur public	23 752	14,4	28,1	
Prêts au secteur privé	5 494	3,3		6,8
III - Fonds privés	59 432	36,0		73,7
TOTAL	165 176	100	100	100

C) Répartition annuelle

1966/67	28,7 milliards F CFA
1967/68	33,1 milliards F CFA
1968/69	33,8 milliards F CFA
1969/70	34,2 milliards F CFA
1970/71	35,3 milliards F CFA
soit	165,1 milliards F CFA.

ETUDES ET RECHERCHES GENERALES : ORIENTATIONS

La mise en route d'un vaste programme d'études et de recherches en 1960 a permis d'asseoir le 2è Plan sur des bases plus solides que le 1er.

Le programme prévu au 2è Plan a pour objet de compléter ou de mettre à jour les renseignements déjà acquis dans certains domaines et d'aborder de nouveaux sujets de recherches ou d'enquêtes.

La priorité sera donnée le plus souvent aux recherches appliquées dont les résultats obtenus soient directement exploitables compris dans et pour le contexte donné par interprétation des données de la recherche fondamentale.

Les conventions de Coopération conclues avec les organismes de recherche étrangers repondent au souci de participer aux travaux de recherche fondamentale sur une base inter-états tout en consacrant à la conduite des recherches appliquées la plupart des disponibilités locales affectées à la recherche.

Ces organismes de recherche étrangers auront pour interlocuteur permanent camerounais l'ORSTOM chargé d'orienter, contrôler et susciter la recherche sur toute l'étendue de la République Fédérale.

En matière d'études et d'enquêtes statistiques les orientations recommandées sont les suivantes : achèvement de la couverture systématique du pays par enquêtes lourdes, création d'antennes régionales et sectorielles de la Statistique, actualisation des résultats des enquêtes lourdes par enquêtes périodiques légères, amélioration des statistiques administratives, renforcement des moyens d'exploitation par installation en 1963 à Yaoundé d'un ordinateur à grande capacité (3e génération) et par mise en place à Douala de l'ordinateur IBM-1401 actuellement utilisé à Yaoundé.

.../

ETUDES GENERALES - PRINCIPALES OPERATIONS

a) HYDROGEOLOGIE :

- Etude des massifs montagneux du Nord Ouest, de quatre bassins sédimentaires des grés horizontaux et des flats de la Zone du Nord de la Plaine tchadienne.
- Coût et tranches annuelles
  200 millions dont : 100 millions en 1966/67
  100 millions en 1967/68
- Financement: F.A.D
- Observation : Ce programme qui porte sur un total de 280 millions n'a pu démarrer qu'à la fin de 1965.

---

b) DEMOGRAPHIE :

- Recensement démographique général
- Année : 1968/69
- Coût : 250 millions
- Financement : Etat.

---

c) ETUDES SUR LE BASSIN DU TCHAD :

Ces études financées pour la plus grande partie par le Fonds spécial des Nations Unies comportent trois projets intéressant les pays riverains du Lac Tchad :

1°) Synthèse hydrologique du bassin du Lac Tchad (UNESCO) = 476 000 dollars
2°) Etude hydro-agricole du bassin Tchadien (FAO) = environ 2 800 000 dollars
3°) Etude sur l'écrêtement des crues du Logone (OMM) = environ 1 200 000 dollars.

- Coût et tranches annuelles pour la partie concernant le Cameroun.
  360 millions dont 125 millions en 1966/67
  125 millions en 1967/68
  110 millions en 1968/69
- Financement : Fonds Spécial des Nations Unies avec contributions de contre-partie du Cameroun.

/...

RECAPITULATIONS DES INVESTISSEMENTS "ETUDES GENERALES"

-=-=-=-=-=-=-

REPARTITION ANNUELLE

(en millions frs)

Sous-Secteurs	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	Total
Cartographie	57	32	39	40	32	200
Pédologie	22	25	25	25	25	122
Hydrologie	38	43	40	38	29	188
Hydrogéologie (a)	100	100	30	45	50	325
Démographie (b)	15		250			265
Etudes agro et socio économiques	67	150				
Etudes géographiques et régionales (c)	133	140	125	10	8	416
Etudes diverses	100	125	125	100	100	550
TOTAL	532	615	634	258	244	2 283

SOURCES DE FINANCEMENT

	Financement Public		TOTAL
	ETAT	Subventions extérieures	
Cartographie		200	200
Pédologie		122	122
Hydrologie	15	173	188
Hydrogéologie (a)		325	325
Démographie (b)	250	15	265
Enquêtes socio-économiques		217	217
Etudes géographiques et régionales(c)	86	330	416
Etudes diverses	300	250	550
TOTAL	651	1 632	2 283

CAFE ROBUSTA

OBJECTIFS :

- Produire un café de qualité avec des rendements/hectare suffisamment élevés pour permettre une rémunération satisfaisante des producteurs tout en pratiquant des prix de marché compétitifs :
- Abandon progressif de la pratique des cultures mixtes
- Exécution des traitements phyto-sanitaires aux époques convenables et selon des méthodes rationnelles.
- Utilisation rationnelle des engrais.
- Mise en place de structures coopératives efficaces (comme celles de l'arabica)
- Groupement des nouvelles plantations dans les zones écologiques les plus favorables.

MOYENS :

- Investissements de 2 990 M. CFA (dont 1 052 en travail, 404 sur fonds privés, 661 sur crédit public local, 207 par l'Etat, 42 par les communes et 24 sur aide extérieure) en vue de :
- Rénover la caféière
- Réorganiser les coopératives et promouvoir dans la région Est, une ZAPI (zone à développement prioritaire intégré).
- Développer l'encadrement
- Intensifier la lutte phyto-sanitaire
- Améliorer les pistes de collecte
- Etendre la capacité de stockage
- Poursuivre et intensifier la recherche

SITUATION ATTENDUE EN 1971.

- Production de 64 000 T. sur 112 000 ha en rapport (et 18 000 en replantation) soit une progression de près de 70 %
- Amélioration de la répartition entre cultures pures (17 %) cultures recevant traitements et engrais convenables (40%), cultures recevant un minimum de traitement (35%) et cultures extensives (8%).

CAFE ARABICA

OBJECTIFS :

- Augmentation des rendements et non des surfaces.
- Action de vulgarisation pour amener les planteurs à dissoci les caféiers des cultures vivrières.
- Application de la pratique de la fumure et de la lutte phyt sanitaire sur les 2/3 des cultures de café arabica.

MOYENS :

Investissements de 1 625 M. CFA (dont 881 en travail, 324 su crédit public local, 281 sur fonds privés, 121 par l'Etat et 18 p les Communes) en vue de :

- Développer l'encadrement
- Intensifier la lutte phyto-sanitaire
- Améliorer les pistes de collecte
- Etendre la capacité de stockage
- Renover la caféière
- Poursuivre et intensifier la recherche.

SITUATION ATTENDUE EN 1971 :

- Production de 200 000 T. sur 49 000 ha en rapport et 11 000 en replantation (dont 68 % au Cameroun Oriental), soit une progre sion de 40 %.
- Amélioration de la répartition entre cultures pures (14 % au lieu de 5 %), cultures associées recevant fumure et traitement (65 % au lieu de 33 %), cultures extensives (21 % au lieu de 62

ACAO

OBJECTIFS :

- Régénération de la cacaoyère par la mise en oeuvre d'un vas programme de champs semenciers de façon à assurer une relève total avant l'an 2 000 des plantations issues de semences illégitimes.

- Replantation de 60 000 ha de cacaoyers, remplaçant 50 000 h ayant plus de 35 ans et 10 000 ha très attaqués par les capsides.

- Traitement de la presque totalité de la cacaoyère contre les pasides.

- Traitement contre la pourriture brune sur 100 000 ha soit 70 000 ha de plus qu'en 1963/64.

MOYENS :

- Aménager 85 champs semenciers (1ha chacun) s'ajoutant aux 1 existants.

- Maintenir la production de 500 000 boutures par an jusqu'en 1973.

- Planter 4.040 ha dont 2 250 à partir de boutures dont 1790 à partir de semences.

- Planter 56 000 ha à partir de semences illégitimes.

- Intensifier la lutte phyto-sanitaire

- Poursuivre et développer la recherche (sélection végétative Essais d'engrais).

L'action de réorganisation de la cacaoyère se situera dans le cadre des comités villageois, des coopératives ou des zones d'action prioritaire intégrée.

Les ZAPI seront des organismes jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

INVESTISSEMENTS :

Coût total du programme : 2 017 millions F. CFA

Investissements retenus au 2e Plan	1 744	"	"
dont - Etat	404	"	"
- Collectivités locales et organismes publics	219	"	"
- Crédit public local	526	"	"
- Investissement travail	323	"	"
- Fonds privés extér.	223	"	"
- Aide extérieure	49	"	"

Echéancier	1966/67	67/68	68/69	69/70	70/71	Total
	236	299	323	398	488	1 744

RESULTATS ATTENDUS :

Production totale escompté : 130 000 tonnes en 1970/71.

T H E.-

OBJECTIFS.

-4500 ha de plantation dont 810 plantés durant le deuxièm
plan (660 ha dans la région de DSCHANG.

MOYENS.

Les Investissements prévus se montent à 2.390 millions de
F CFA.

Les recherches porteront sur :
- Les essais intervariétaux des clones utilisés actuellemen
et des clones qui seront importés compte tenu de leurs p
performances dans les écologies analogues à celle du Cam

- Etude de la biologie des parasites du théier et mise au p
des moyens de lutte.

. Etude de fertilisation.
. date et mode de plantation.
- multiplication végétative.

SITUATION ATTENDUE EN 1971.

980 Tonnes provenant uniquement des plantations actuelles.

/P.I.Z

OBJECTIFS :

- Augmenter la production du riz pour satisfaire l'augmentation prévue de la consommation (3,5 kg/per capita en 70/71 contre 2,7 kg en 1963/64). L'effort principal portera au cours du 2° Plan sur le secteur spécialisé dans la modernisation de la rizicultre (SEMRY). Des actions moins importantes sont retenues pour le Centre-Sud et le Cameroun Occidental (Plaine de NDOP) :

- Extension des surfaces cultivées.

- Augmentation des rendements

- Equipement des cultivateurs.

MOYENS :

- Création de nouveaux périmètres d'intervention pour porter les surfaces cultivées de 5 000 ha à 10 200 ha.
- Contrôle de l'homogénéité des semences et recherche des variétés les mieux adaptées.
- Meilleure maîtrise de l'eau.

INVESTISSEMENTS :

	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	TOTAL
Semry	200	201	193	174	142	910
Centre-Sud	12	5	10	10	13	50
Plaine de NDOP		20				20
	212	226	203	184	155	980

RESULTATS ATTENDUS :

La production totale escomptée en 1970/71 est de 34 000 tonnes dont 15 000 tonnes pour le SEMRY.

PALMIER A HUILE

SITUATION ACTUELLE(1963/64)

- Existent : 21.700 ha de plantations dont les 3/4 au Cam
Occidental et 60 millions d'arbres en palmeraies naturelles dont
3/4 au Cameroun Oriental.

- Production :

49 000 T. d'huile de palme (pulpe) dont 14.000 d'huile in
trielle (plantations) et 35 000 d'huile artisanale (palmeraies na
relles).

27 000 T de palmiste (amande) dont 5 000 (plantations) et
22 000 (autres)

23 000 T de fruits de palme

2 120 000 hectolitres de vin de palme (sève) valant 2 735 m
lions CFA.

- La préparation artisanale de l'huile exige beaucoup de
d'oeuvre pour un revenu faible. D'où régression de cette producti
familiale et de l'exploitation du palmier comme produit de cueil

- La zone d'écologie optimum correspond à une pluviométri
périeure à 2 mètres/an et à une altitude inférieure à 500 m.

OBJECTIFS :

- Régionaliser la production en fonction de la zone écolo
optimale.

- Promouvoir un très vaste programme de plantations (18 7
avant 1971 et 22 700 ha après 1971) sous forme de complexes agro
industriels.

- Envisager des plantations villageoises rationnelles pou
zones très excentriques avec traitement dans des usines coopérat

- Améliorer la préparation et la distribution du vin de p

MOYENS :

Investissements de 4.723 millions CFA (dont 4.302 sur prê
publics extérieurs, 300 sur fonds privés et 121 de l'Etat et des
ganismes publics) en vue de :

- Replanter 4 700 ha au Cameroun Occidental (dont 2 000 h
teur privé)

- Planter 14 000 ha dont 9 000 au Cameroun Occidental (90
secteur privé) et 5 000 au Cameroun Oriental (Sociétés d'Economi
Mixte) sur Edéa, Dibombari, La Dibamba, Lokoundjé et Eséka.

- Faire fournir des semences sélectionnées par l'IRHO (d'
importées de Côte d'Ivoire et du Dahomey, puis produites sur la
ba et par la CDC)

- Aménager 3 blocs expérimentaux (30 ha) pour les plantat
villageoises excentriques.

- Poursuivre et intensifier la recherche.

RESULTATS ATTENDUS EN 1971.

Production de :

69 500 T d'huile de palme dont 29 000 d'huile industriell
(+ 15 000) et 40 500 d'huile artisanale (+ 5 500)

27 000 T. de palmiste : production stationnaire mais répa
modifiée entre palmistes industriels (7 350) et artisanaux(19 65

28 000 T. de fruits de palme (+ 5 000)

2 870 000 hectolitres de vin de palme (+ 750 000)valant
3 731 M. CFA.

LA CANNE A SUCRE

OBJECTIFS :

L'objectif est d'atteindre une production de 16 000 tonnes de sucre en 1970/71 pour faire face à l'accroissement de la consommation, grâce à la mise en culture de plus de 2.000 hectares.

Une société d'économie mixte, la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), est en cours d'installation à 150 km de Yaoundé sur la route de Nanga-Eboko.

INVESTISSEMENTS :

Coût total : 360 millions (Fonds privés)

dont : 250 millions en 1966/67

110 millions en 1967/68

BANANE

OBJECTIFS :

- Limiter à 20 % environ la croissance de la production d tinée à l'exportation soit 140 000 T de régimes en 1970/71.
- Exporter la babane en mains coupées et non plus en régi pour s'aligner sur les autres pays exportateurs, soit 130 000 mains coupées en 1970/71.
- Prévoir une augmentation de 12 000 T de la consommatio intérieure.

Production totale prévue en 1970/71 : 190 000 T.

MOYENS :

Investissements de 836 m. CFA (dont 327 en travail, 126 crédit public local, 30 de l'Etat, 229 sur subventions extér et 124 sur fonds privés.

- Reconversion de 4 000 de plantations villageoises en h
- Reconversion de 1 200 ha de plantations industrielles à convertir
- Aménagement des pistes de collecte
- Edification d'ateliers de découpage et d'emballage
- Construction d'entrepôts réfrigérés
- Poursuite de la recherche (notamment conditionnement et transport).

RESULTATS ATTENDUS :

Existence de 14 000 ha plantés en Gros Michel au lieu d 25 000 en 1964 et de 6 700 ha plantés en poyo.

Production totale escomptée : en 1970/71 : 190 000 T.

REPARTITION ANNUELLE DU FINANCEMENT

1966/67	67/68	68/69	69/70	70/71	Total
215	206	136	135	144	836

(COTON

Objectifs

Au cours du second plan, il est prévu d'augmenter la production de coton graine de près de 2/3. Cette augmentation sera surée par un accroissement de surface de 50 % et une élevation du rendement de 11 %.

MOYENS :

- Respect du calendrier cultural notamment pour l semis (date et densité)
- Culture attelée pour les labours et les façons tretien.
- Traitement des semences - Utilisation de la fur et des traitements insecticides.
- Poursuite des travaux de recherche pour l'obten de variétés plus productives.

Investissements de 601 millions F.CFA.

donc :

Aide extérieure (subventions)	132 m.
Ressources locales (crédit)	61 m.
Fonds privés	288 m.
Investissements - Travail	120 m.

Résultats attendus :

Les prévisions pour 1970/71 sont les suivantes :

Surfaces : 107.000 ha

Production : 75.000 tonnes - Rendement moyen 700 kg/ha

10.00 ha recevront la fumure et les traitements in ticides recommandés et constitueront les de cultures intensives dont le rendement escompté est de 1 200 kg/ha.

CAOUTCHOUC.-

-:-:-:-:-

OBJECTIFS.-

- CDC : Replantation 1110 ha et création de 1650 ha de plant nouvelles.

- SAFACAM : renouvellement des plantations au rythme de 2 an.

- Création de deux complexes agro-industriels de 4000 Ha l'un dans le Centre-Sud et l'autre dans l'Est où les co écologiques semblent meilleures que dans le Littoral et Cameroun Occidental.

- Création d'une station de l'IRCA à Ekona au Cameroun Oc

MOYENS.-

Investissements CDC: 795 Millions

SAFACAM : 320 Millions.

Unités agro-industrielles : 2 Milliards dont 102 millions du deuxième Plan.

Les recherches porteront sur :

- Le choix des clones à planter
- La biologie des parasites de l'hévéa et les methodes d traitement phyto-sanitaire
- Les méthodes de saignée et de préparation du produit
- La politique des engrais basée sur les techniques de l foliaire.

SITUATION ATTENDUE EN 19[illegible]

Cameroun occidental	11370 tonnes.
Cameroun oriental	5630 tonnes.

T A B A C.

OBJECTIFS.-

- Extension des cultures dans les départements Bamoun, Mifi, Bamboutos, Menoua.
- Amélioration de la qualité par la mise en place d'une installation moderne de traitement.
- Recherche d'une compétitivité de prix sur les marchés internationaux.

MOYENS.-

Tabac de Cape : Investissements 150 Millions F CFA.
Tabac de Coupe: Investissements privés 170 Millions F CFA.
Investissements travail 100 Millions F CFA.

RESULTATS ATTENDUS EN 1971.

a) Tabac de Cape 1500 tonnes à l'exportation
b) Tabac de Coupe 1200 tonnes de production (dont 900 tonnes à l'exportation) dans les départements suivant :

	Tonnages en tonnes.	Valeur Milliers de F CFA
Bamoun	75	4125
Mifi	525	28875
Bamboutos	350	19250
Menoua	250	13750
TOTAL	1200	66000

L'EXPORTATION FORESTIERE.-

OBJECTIFS.

- Favoriser au maximum l'exp[illegible]ntiende la forêt.
- Valoriser la production.
- Compenser l'appauvrissement dû à l'exploitation par des [illegible]
  intensifs de sylviculture.
- Création d'importants peuplements artificiels
  (5000 ha au cours du 2ème plan).

MOYENS.

Les Investissements prévus au deuxième plan s'élèvent à 5[illegible]
Millions de F CFA repartis en :

a) Financement privé.

Renouvellement du matériel	2500 Millions.
Nouvelles exploitations	1000 Millions.
Création de routes et pistes	1400 Millions.

b) Financement public.

Recherches et Inventaires	355 Millions.
Enrichissement et reboisement	710 millio[illegible]
Conservation des sols	25 Millio[illegible]

SITUATION ATTENDUE EN 1971.

La production devrait atteindre	700 000 m3 [illegible]
dont l'exportation et	300 000 m3
transformation locale.	400 000 m3

TABLEAU I - INVESTISSEMENTS - REPARTITION ANNUELLE

	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	Total
1/Mils et sorghos	100	100	100	100	100	500
2/Maïs	160	160	160	160	160	800
3/Riz						
- Semry	200	201	193	174	142	910
- Centre Sud	12	5	10	10	13	50
- Plaine de Ndop		20				20
4/Canne à sucre industrielle	250	100				360
TOTAL	722	596	463	444	415	2 640

TABLEAU I bis - INVESTISSEMENTS - REPARTITION REGIONALE

	Nord	Est	Centre Sud	Littoral	Ouest	Cameroun Occidental	Total
Mils et sorghos	500						500
Maïs	20	120	280	15	160	205	800
Riz	910		50			20	980
Canne à sucre			360				360
TOTAL	1 430	120	690	15	160	225	2 640

TABLEAU I ter - FINANCEMENT

	Financement public delmutif					Crédit public	Financement privé		
	Ressources locales		Aide extérieure	Ressour-ces locales	Aide extérieure	en monnaie		en travail	
	Etat et Sp. public	Communes ou semi Org.pub.	Subvention	Prêts	Ressour-ces locales	Fonds privés	Aide extérieure publique		TOTAL
Mils et sorghos							500		500
Maïs							800		800
Riz	192	100	600	32		6	60		980
Canne à sucre						360			360
T O T A L	192	100	600	32		366	1 360		2 640

	Total général	Total 2e plan	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71
CACAO							
Création de jardins grainiers	40	40		6	2	17	15
Rénovation de la cacaoyère	805	711	76	83	150	183	219
Matériel phytosanitaire	272	272	35	51	56	62	68
Développement Z.A.P.I.	900	721	125	159	115	136	186
CAFE ARABICA							
Rénovation de la caféière	1 886	1 406	80	210	294	370	452
Hangars stockage	58	58	11	11	12	12	12
Pistes de collecte	36	36	4	8	8	8	8
Matériel phytosanitaire	93	93	6	13	18	25	31
Encadrement	32	32	8	5	8	5	6
CAFE ROBUSTA							
Rénovation caféière et Z.A.P.I.	2 300	1 756	164	302	373	413	504
Hangars stockage	177	177	10	38	43	43	43
Pistes de collecte	84	84	10	18	18	19	19
Matériel phytosanitaire	303	303	28	42	62	76	95
Encadrement	70	70	16	13	8	8	25
THE							
Plantations C.D.C.	632	213	4	20	43	64	82
Nouvelle plantation TADU	250	120			30	45	45
Nouvelle plantation Dschang	250	120			30	45	45
Plantations villageoises Bulu	150	60		6	12	12	30
Champs semenciers	27	27		11	6	6	4
Etudes	25	25	25				
TOTAL	8 390	6 324	502	996	1 288	1 549	1 889

TABLEAU II bis - Répartition régionale

	Nord	Est	Centre-Sud	Littoral	Ouest	Cam. Occ.	Total
Cacao		109	1 522			113	1 744
Café arabica					1 181	444	1 625
Café robusta		334		906	844	306	2 390
Thé					149	416	565
TOTAL		443	1 522	906	2 174	1 279	6 324

TABLEAU II ter - Financement

	Financement public définitif					Crédit public		Financement privé			
	Ressources locales			Aide extérieure		Ressources locales	Aide extérieure	En monnaie		En travail	TOTAL
	Etat	Communes et SAP	Org. pub. et semi-public	Subventions	Prêts			Fonds privés	Aide ex-publique		
Cacao	404	68	151	49		526		223		323	1 744
Café arabica	121	18				324		281		881	1 625
Café robusta	207	42		24		661		404		1 052	2 390
Thé	52			25	402	86					565
TOTAL	784	128	151	98	402	1 597		908		2 256	6 324

TABLEAU III LVESTISSEMENTS
REPARTITION ANNUELLE

	Total	Total 2e Plan	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71
chides							
lture attelée	100	100	20		20	40	20
tériel décorticage	60	60	60				
os	72	72	18		18	18	18
vers	56	56	13	11	10	11	11
lmier à huile							
maines CDC	3 743	2 007	222	345	377	475	588
ciété Privée Cam. Occidental	500	300	27	14	73	87	99
mplexes Edéa Dibombari	1 183	786	20	159	163	220	224
D.A. Cameroun Occidental	188	100			47	24	29
uveau complexe La Dibamba	1 183	787	20	160	163	221	223
" " Lokoundjé	1 183	342			42	137	163
uveaux complexes	2 366	358				83	275
meroun Occidental							
lmeraies expérimentales	18	18	1	12	2	2	1
udes	25	25	25				
cotier	24	24	1	6	7	5	5
TOTAL	10 701	5 035	427	707	922	1 323	1 656

TABLEAU III bis Répartition Régionale

	Nord	Est	Centre Sud	Littoral	Ouest	Cam. Occid.	Total
achides	252	36					288
lmier à huile			360	1 573		2 790	4723
ocotier			17			7	24
Total	252	36	377	1 573		2 797	5035

TABLEAU III ter Financement

	Financement public définitif					Crédit public		Financement privé			
	Ressources locales			Aide extér.		Ressources locales	Aide extérieure	En monnaie: Fonds privés	En monnaie: Aide extér. pub.	En travail	TOTAL
	Etat	Communes et SAP	Org. pub. ou semi-publics	Subventions	Prêts						
achides	10			182		40		30		26	238
lmier à huile	58		63		4 302			300			4723
ocotier	10					12				2	24
TOTAL	78		63	182	4 302	52		330		28	5035

Tableau IV Investissement - Répartition annuelle

	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	Total
BANANE						
Reconversion de 4 000 hectares en plantations villageoises y compris les pistes de collecte jusqu'au hangar	85	106	86	85	94	456
Reconversion en Poyo de 1 200 ha de plantations industrielles Gros Michel	20	20				40
Cadastrage		30				30
Assistance technique	20	20	20	20	20	100
Hangars emballage	90	30	30	30	30	210
ANANAS						
Complexe agro-industriel (a)	43	25	18	14	5	105
Cultures coopératives	16	50	25	19	10	120
AVOCAT						
Création de 90 ha de plantations industrielles	19	26	7	2	1	55
NOIX DE CAJOU						
Création d'un champ semencier	1	4				5
Développement cultures paysannes			10	30	30	70
Plantations de démonstration			10			10
FRUITS DIVERS						
Création de pépinières et études	10	20	10			40
Développement des vergers			10	16	20	46
	304	331	226	216	210	1 287

(a) ne comprend que les frais d'établissement des cultures

Tableau IV bis - Répartition Régionale

	Nord	Est	Centre Sud	Littoral	Ouest	Cameroun Occid.	Total
Banane				466		370	836
Ananas				225			225
Avocat				27	28		55
Noix de cajou						85	85
Fruits divers	19		29		19	19	86
	19		29	718	47	474	1287

Tableau IV ter - Financement

	Financement public définitif					Crédit public		Financement privé			
	Ressources locales					Aide extér.		En monnaie			
	Etat	Communes et SAP	Org.pub et semi publics	Subventions	Prêts	Ressources locales	Aide extér.	Fonds privés	Aide extér. public.	En travail	Total
Banane	30			229		126		124		327	836
Ananas	45					102		71		7	225
Avocat								55			55
Noix de cajou	50									35	85
Fruits divers	50					20		8		8	86
	175			229		248		258		377	1 287

TABLEAU V - Investissements - Répartition annue

	Total général	Total 2e Plan	1966/67	1967/68	68/69	1969/70
COTON						
Développement culture attelée	279	279	55	56	56	56
Développement traitements phyto sanitaires	12	12	7	3	1	1
Equipement administratif	19	19	19			
Extension parc matériel	86	86	72		2	2
Extension surfaces cultivées	120	120	24	24	24	24
Silos	80	80	30	30		20
Récupération hardis	5	5	1	1	1	1
FIBRES SACHERIES	250	250			50	100
CAOUTCHOUC						
Programme C.D.C.	1 015	795	162	183	180	138
Plantations privées (Littoral)	700	320	64	64	64	64
Complexe nouveau (Est)	1 000	51	15			16
Complexe nouveau (Centre-Sud)	1 000	51	15			16
POIVRE						
Programme C.D.C.	51	45	1	9	11	12
Pétits planteurs	44	44	8	9	9	9
TABAC DE CAPE	150	150	30	30	30	30
TABAC DE COUPE	270	270	142	32	32	32
QUINQUINA	250	136	27	25	28	27
	5 331	2 713	672	466	488	548

Tableau VI- RECAPITULATION GENERALE DES INVESTISSEMENTS : Programmation [illegible]

REPARTITION ANNUELLE

	TOTAL Général	TOTAL 2e Plan	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71
Céréales	2 640	2 640	722	596	463	444	415
Plantes stimulantes	8 390	6 324	602	996	1 288	1 549	1 889
Plantes oléagineuses	10 701	5 035	427	707	922	1 323	1 656
Fruits	1 750	1 287	304	331	226	216	210
Tubercules	780	780	156	156	156	156	156
Légumes	443	443	87	87	87	87	95
Plantes diverses	5 081	2 713	672	466	488	548	539
TOTAL	29 785	19 222	2 970	3 334	3 630	4 323	4 960

Tableau VI bis - REPARTITION REGIONALE

	Nord	Est	Centre Sud	Littoral	Ouest	Cameroun Occidental	Non réparti	TOTAL
Céréales	1 430	120	690	15	160	225		2 640
Plantes stimulantes		443	1 522	906	2 174	1 279		6 324
Plantes oléagineuses	252	36	377	1 573		2 797		5 035
Fruits	19		29	718	47	474		1 287
Tubercules	40	35	220	170	145	170		780
Légumes	148				225	70		443
Plantes diverses	601	201	70	338	384	869	250	2 713
TOTAL	2 490	835	2 908	3 720	3 135	5 884	250	19 222

Tableau VI ter - FINANCEMENT

	Financement public définitif					Crédit Public		Financement privé			TOTAL
	Ressources locales			Aide extérieure		Ressources locales	Aide extérieure	en monnaie		en travail	
	Etat	Communes et BAP	Org. pub. ou semi publics	Subventions	Prêts			Fonds privés	Aide extérieure publique		
Céréales	182		100		600	32		366		1 360	2 640
Plantes stimulantes	784	128	151	98	402	1 597		908		2 256	6 324
Plantes oléagineuses	78		63	182	4 302	52		330		28	5 035
Fruits	155	20		229		248		258		377	1 287
Tubercules										780	780
Légumes	79					47		5		312	443
Plantes diverses	148		346	132	566	61		1 094		366	2 713
T O T A L	1 426	148	660	641	5 870	2 037		2 961		5 479	19 222

Elevage.

OBJECTIFS.-

- Augmentation de la production de viande.
- Extension de l'emploi de la fumure animale
- Vulgarisation de la traction animale
- Création de noyaux d'élevage dans les régions jusqu'ici essentiellement agricoles.

MOYENS.

Le montant des investissements prévus sera de 1910 millions de francs CFA repartis en :

Infrastructure sanitaire	448 millions
Protection sanitaire	120 millions
Amélioration de la production	447 millions
Nutrition animale	150 millions
Commercialisation des produits	745 millions

RESULTATS ATTENDUS EN 1971.

	PROD (tonnes)	Commercialisation tonnes	Valeur à la production millions frs	Valeur finale millions fr
Bovin	38 000	35600	2945	5385
OVINS-CAPRINS	17 500	3000	2430	2644
Porcins	88 90	1890	970	1080
Volailles	51 90	850	1375	1395
TOTAL.	50680	41340	7720	10504

Les résultats seront obtenus grâce à
- l'accroissement des effectifs
- l'amélioration du taux d'exploitation annuel
- l'accroissement du poids des carcasses.

PECHE.-

OBJECTIFS.

- Ravitaille 1,5 Millions de personnes avec le produit de la maritime.
- Exportation de 400 tonnes de poisson fumé en 1971.
- Pour la pisciculture, la remise en état de la station de pis ture de Foumban, la création d'une station principale à Dsc (Cameroun Occidental), la lutte contre les bilharioses, la c de 15 nouveaux postes secondaires d'alevinage, la création de Savane de lac Collinaires gérés par les Communes.

- pour la pêche continentale, la création d'une brigade des p pour la région Nord.

MOYENS.

Investissement Pêche Maritime :1976 Millions repartis en.

Etudes	30
Infrastructure	27
Programme expérimental.	
- pêche artisanale	30
- pêche au chalut	51
- pêche industrielle	50
. Ostriculture	2
Equipement de la pêche artisanale	174
Equipement de la pêche industrielle	1190
Chaîne du froid	384
Fumage	18
Ostriculture	20

L'équipement portera sur la mise en service de 3 chalutiers co à grand rayon d'action, de 5 Chalutiers et de 3 navires spéci la pêche à la sardinelle.

En ce qui concerne la pêche artisanale, on envisage l sation de 100 pirogues au Cameroun Oriental et 140 pirogues Occidental.

La pêche continentale et la pisciculture font l'objet Millions F CFA d'Investissements dont 20 millions pour la restr pisciculture de Bamenda et 30 millions pour la création des Ce d'alevinage.

SITUATION ATTENDUE EN 1971.

pêche Maritime.	Cameroun Oriental	Cameroun Occidental
Poisson blanc	17480 T	3745 T
Crustacé	1595 T	103 T
Poisson Pelagique	6650 T	1000 T
Coquillage	-	225 T

La Valeur Totale de la production attendue : 2800 Millio

Pêche Continentale: La production de poissons en provenance eaux continentales sera de l'ordre de 70 000 tonnes en 1971.

[illegible] les industries agricoles [illegible]

MINES - INDUSTRIES - BATIMENTS T.P. - ARTISANAT

A partir des éléments favorables au développement industriel du pays : ses ressources hydro-électriques, son infrastructure, sa main-d'oeuvre ; artisanat urbain déjà développé, il a été retenu de donner au secteur secondaire une importance croissante dans l'économie du pays faisant passer sa part dans la production intérieure brute de 14,6 % en 1963/64 à 18,8 % en 1970/71. Les investissements totaux réalisés dans ce secteur devant représenter environ 40 milliards (1), la production passerait de 50 milliards en 63/64 à 105 en 70/71.

Ces objectifs doivent être atteints :

- Dans le cadre de l'Economie libérale Planifiée
- Dans le cadre des engagements pris vis à vis des partenaires de l'U.D.E.A.C.
- Avec le souci du développement équilibré des régions.
- Avec le souci de la valorisation toujours plus poussée des produits agricoles locaux.
- En maintenant un équilibre entre les industries "rentables" et celles pour la bonne marche desquelles une aide publique est très utile.

Parmi les options retenues pour atteindre ces objectifs figurent :

- Une Coopération étroite entre les pouvoirs publics et le secteur privé.
- L'Amélioration des structures permettant l'accueil des capitaux étrangers, leur protection, et la mobilisation de l'épargne locale.
- La recherche et l'application de mesures d'encouragement aux investissements, complémentaires de celles existantes.
- La préférence donnée aux produits de fabrication locale (pour les marchés administratifs en particulier).
- La formation de la main d'oeuvre locale pour lui permettre d'accéder à des niveaux d'emplois plus en plus élevés.
- La structuration de l'artisanat et la promotion de chefs d'entreprises Camerounais.

La plus grande partie des investissements prévus (75 % du Total) étant d'origine privée, les objectifs retenus et les mesures envisagées pour les atteindre ont principalement un caractère "indicatif" et d'incitation".

- PRINCIPALES OPERATIONS -

MINES - RECHERCHES MINIERES ET PETROLIERES

- Recherche des gîtes primaires d'or dans l'Est
  - . 242 millions F. CFA, sur 5 ans
  - . sur Fonds propres, aucune source de Financement extérieure n'ayant encore pris en considération les demandes formulées.
- Recherches Minières diverses (Roches basiques, Carbonatites, substances non métalliques...)
  - . 110 millions F. CFA sur 5 ans
- Recherche de Calcaire dans la Région de Douala.
  - . Phase préliminaire 5 millions F.CFA sur fonds propres 67/68.
- Recherches pétrolières (les permis actuellement concédés couvrent 23 400 km2 dont 8 600 off shore).

---

(1) Y compris l'Energie, les Industries Agricoles et les Investissements de développement

. Minimum 1 520 millions F.CFA pour les 4 premières ann. du Plan. Financement privé par les 3 sociétés pétroli. concessionnaires

- Le programme des recherches minières est susceptible d'être modifié suivant les conclusions du "Plan Minéral" en cours d'élaboration, q. seront connues début 1968

INDUSTRIES AGRICOLES

- Décorticage du Café, au Cameroun Occidental, dans Régions Ouest et

. 300 millions F.CFA, sur 5 ans (125 sur ressources loc. 120 par coopératives existantes, 55 par aide extérie.
. Objectifs 70/71 . Arabica : 20 000 T. Robusta : 64 0. au lieu de 14 300 T et 38 000 T. en 63/64.

- Huile de Palme

. Voir Plan Palmier des 2 Etats Fédérés
. Estimation pour les Investissements Industriels Huile. 624 millions F.CFA pour le 2e Plan, sur un total de. 1240 pour l'ensemble du Plan Palmier par Autofinancem. CDC, apports publics et aide extérieure.
. Objectif 70/71 : 25 000T. d'huile "Industrielle"(5 0. en 1963/1964.)

- Traitement du Thé

. Extension des installations de Tôle (CDC), construct. d'une usine à TOMBEL (CDC), les investissements indu. triels relatifs au Plan Thé pour ESSOESONG (CDC 51 % Occ.) et pour le Cam. Or. interviendront au cours de.
. 166 millions F.CFA pour le 2e Plan sur un total de 2 par prêts sur aide extérieure.
. Objectif 70/71 : 960 t. (330 T. en 63/64).

- Egrenage du Coton

. Construction de deux usines d'Egrenage de 1 000 T/ (Maroua et Yoko).
. 150 millions F.CFA 67/68, 68/69, 69/70 -Financement par CFDT et aide extérieure.
. Objectifs 70/71 : 75 000 T. de coton graine (45 000 en 63/64)

- Traitement de Latex

. Aménagement des installations de traitement et de stockage de la CDC
. 130 millions F.CFA sur 5 ans par prêts sur aide extérieure.
. Objectifs 70/71 pour la Fédération : 17 000 T. (9 130 T. en 1963/1964).

- Décorticage du Riz

. Construction d'une rizerie à YAGOUA de 8 000T/an de Paddy. (Voir opération SEMRY).
. 110 millions F.CFA - Années 67/68 et 68/69 par prêts sur Aide Extérieure.
. Objectifs 1970/71 pour la Fédération : 12 000T. de décortiqué en usine (3 000 T. en 1963/64).

../

- Fabrication de beurre de cacao.

. Terminaison et mise en service en 67/68 de l'usine de Yaoundé.(Capacité 8 000T/an de Fèves) aménagement des installations de Douala (Cap. 20 000 T./an de Fèves).

. 500 millions F.CFA dont 400 en 66/67 et 67/68. sur Fonds privés.

. Objectifs 1970/71 : Traitement de 25 000 T. de Fèves (10 900 T. de Beurre et 12 000 T. de Masso) au lieu de 13 000 T de fèves traitées en 1963/64.

- Fabrication du Sucre

. Mise en service de la Sucrerie de MBANJOCK, en fin 1967. Capacité 16 000 T/an (1ère phase)..

. Investissements industriels seuls (1ère phase) : 1 360 millions F.CFA - Terminés en 67/68.

- Conserves, Tranches, Jus d'Ananas.

. Etude et realisation d'une unité de fabrication de 5 000 T/an de Fruits dans le Mungo, le Nkam ou autre region a determiner après essais.

. 100 millions F.CFA 1969/70 - Economie Mixte. Participat. minotaire de l'Etat

. Objectifs 1970/71 : Traitement 4 200 t. de fruits donnan 1 700 T de tranches, 1 300 T de jus

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

- MATERIAUX DE CONSTRUCTION

- Construction d'une Cimenterie à Figuil, capacité 45 000 T/an

. 930 millions F.CFA - 67/68, 68/69 - Economie Mixte, participation minotaire Etats Cameroun et Tchad, Aide publique extérieure pour 1/3.

- Construction d'une unité Broyage de Clinker à Douala capacité 100 000 T/an.

. 445 millions F.CFA - 68/69, 69/70, 70/71 - Economie Mix participation minotaire Etat, Aide extérieure publique.

. Objectifs 70/71 de fabrication de ciment pour l'ensemble Nord et Sud 135 000 T.

- INDUSTRIES ALIMENTAIRES

- Terminaison et entrée en production en 66/67 d'une Chocolaterie - Confiserie à Douala - capacité 1 500 T/an

. 200 millions F.CFA - Fonds privés

. Objectifs 70/71 : 1 500 T.

- Terminaison et entrée en production en 67/68 d'une Minoterie à Douala Capacité 22 000 T/an.

. 375 millions F.CFA Economie Mixte, majorité Privée

- Etude et réalisation d'une unité de Café Soluble de 600 T/an.

. 400 millions F.CFA Economie Mixte, majorité privée

. Objectifs 70/71 : 500 T

.../

BOISSONS ET TABACS

- Bière - Contruction d'une Brasserie à Yaoundé en 67/68 et 68/69 (150 000 H.L./an), à Garoua en 67/68 et 68/69 (30 000 H.L./an) extension des installations de Douala (de 400 000 à 700 000 H.L. en cinq ans.

. 600 millions F.CFA sur Fonds Privés
. Objectifs 70/71 : 700 000 H.L. au lieu de 350 000 en 6

- Boissons Gazeuses.

Extension des Installations de Douala, sur 5 ans de 100 à 150 000 H.L./an.
Fin des Installations de Garoua en 66/67 pour 50 000 H.L.
Création d'installations à Bafoussam (50 000 H.L /an en 68/69) et à OMBE (50 000 H.L./an en 66/67 et 67/68)

. 330 millions F.CFA sur Fonds Privés
. Objectifs 70/71 : 180 000 H.L. au lieu de 20 000 H.L. 63/64

- Tabacs

Modernisation des Installations de Yaoundé (400 millions F.CFA en 5 ans sur Fonds Privés

- BOIS

. Scieries

. Extension des installations existantes dans le Centre Sud et le Littoral (capacité supplementaire 15 000 m3, implantations d'unités nouvelles dans le Centre Sud (25 000 m3/an), l'Est (10 000 m3/an) et au Cameroun Occidental (2 000 m3/an)
. 827 millions F.CFA sur 5 ans, fonds privés
. Objectifs 70/71 : 117 000 m3 au lieu de 68 000 en 63/

- Bois déroulés et contreplaqués

. Terminaison et entrée en production de l'usine de contreplaqué de Mbalmayo en 66/67 (30 000 m3/an), extension des installations de déroulage de Dimako dans l'Est (de 18 000 à 45 000 m3/an en 67/68), construction de nouvelles installations de sciage et déroulage (30 000 m3/an) à Kribi en région de Guéyuma, qui entreront en production au cours du 3è Plan, et au Cameroun Occidental.
. 975 millions F.CFA sur fonds privés, participation minoritaire de l'Etat pour les créations.
. Objectifs 1970/71 : 100 000 m3/an de déroulés, contreplaqués et lattés au lieu de 25 000 m3 de déroulés en 1963/64.

- TEXTILES, HABILLEMENT

. Extension des entreprises de Confection - 150 millions F.CFA privés sur 5 ans - Objectifs 70/71 . 1 000 T au lieu de 500 en 63/64.
. Extension des installations de fabrication de Chaussures à Douala - 320 millions F.CFA, privés, sur 4 ans -
. Objectifs 70/71 4 250 000 paires au lieu de 2 300 000 63/64.
. Réalisation de la 2ème phase du Complexe Textile. Capacités portées à 2 000 T d'écrus à Garoua et 2 800 T à Douala (18 000 000 mètres au lieu de 8 500 000 dans la première phase. - 920 millions F.CFA.

.../

. Démarrage en 1967/68 de la fabrication de Couvertures à Douala. Capacité 650 T/an - 173 millions F.CFA privés. Production prévue en 1970/71 : 650 T.
. Etude et Réalisation d'une Sucherie Capacité environ 3 000 T, fibre et localisation à déterminer - 400 millions F.CFA - Economie Mixte -

- Aluminium

. Modernisation des installations Alucam à Edéa 500 millions F.CFA sur 5 ans par Auto-financement.
. Terminaison et entrée en production en 67/68 du LAMINOIR d'Edéa. Capacité 10 000 T/an - 940 millions F.CFA - Economie Mixte, Aide Extérieure (300) par prêt BEI - Objectifs 70/71 : 9 000 T.
. Participation Etat à syndicat des Bauxites (début des études préliminaires à l'exploitation du Gisement de Minim Martap (35 millions F.CFA)

- Industries Mécaniques et Electriques

. Extension des entreprises existantes, fabriquant des clous, grillages, charpentes métalliques, meubles métalliquant, Bicyclettes, cyclomoteurs, Remorques à main, pièces de carrons, cuvillage agricole divers articles émaillés, et effectuant les réparations de machines, véhicules, matériel électrique.

. Etudes et créations d'entreprise pour la fabrication ou montage de véhicules Auto et accessoires, climatiseurs, refrigérateurs, emballages métalliques, Bouchons Couronne quincaillerie, fers à béton etc...
. Ensemble 1 022 millions F.CFA, privés, sur 5 ans.
. Objectifs de production 1970/71 : 10 400 millions F.CFA au lieu de 5 400 millions en 1963/64.

- Industries chimiques

. Huileries. Extension de 1968 à 1970 de l'huilerie de Palmistes à Douala (capacité passant de 7 600 T/an en 1963/64 à 10 800 en 70/71), contruction en 1970 et 71 à Maroua d'une huilerie de Coton (capacité 1 800 T d'huile) avec Raffinerie

Nouvelles installations à Douala et Eséka portant la capacité totale des huileries d'archide de 1 000 T en 63/64 à 4 200 T en 1970/71

Augmentation de la proportion d'huile raffinée
. Ensemble 900 millions sur 5 ans

- Savon Extension des installations existantes de Douala (et Eseka pour porter la capacité de 7 500 T en 1963/64 à 19 000 en 1970.
. 125 millions F.CFA privés, de 1968 à 1971
. Objectifs 1970/71 12 600 T. au lieu de 6 330 en 1963/64

- Deux unités de traitements des ordures ménagères en 70/71 à Yaoundé (capacité 33 000T/an de compost) et à Douala (capacité 55 000T/an de compost)
. 170 millions F.CFA sur Fonds Publics et Aide extérieure

- Fabrication d'Engrais à Douala de capacité 60 à 70 000 T/an (majori de sulfate d'Ammoniac avec fabrication d'Acide sulfurique de 60 à 70
. 1 200 millions F.CFA - Economie Mixte et Aide Extérieur
. Objectifs 1970/71 : 66 000 T.

.../

- INDUSTRIES DIVERSES

- ONDULATION CARTON ET CONFECTION D'EMBALLAGES à [illegible] pour 4 500 [illegible]
Caisses Carton. 100 millions F.CFA de 67 à 69 sur [illegible] rivés

- VERRERIE de verre creux à Douala; de Capacité 6 000 [illegible] - 200 mill
d'investissements prévus de 67 à 69 - Economie Mixte [illegible] jet à u
de 13 000 T représentant 760 millions d'investissements

- ETUDES

L'ensemble des études dans le secteur des indus[illegible]
tion et Agricoles représente 346 millions F.CFA repartis sur [illegible]
à financer sur fonds propres pour la plus grande part.

- BATIMENTS ET TP La production et les investissements dans ce secteu
difficiles à estimer et à prévoir. Toutefois il a été retenu que l
tion passerait de 10,8 milliards en 1963/64 à 21 milliards, par ac
tissements privés répartis sur les 5 ans de 3,5 milliards y compri
tissements de renouvellement.

- ARTISANAT

- Extension du Centre de Tissage de Garoua
- Création de 6 centres "Pilote" (soit 1 par région Administra
De Formation et Assistance aux Artisans.
- Creation au début du 3è Plan à Douala, d'un Centre d'Assist
formation des cadres de petites industries (CAFPI)

. Ensemble pour l'Artisanat 11[illegible] millions F.CFA sur
fonds propres et aide extérieure.

INVESTISSEMENTS
(neufs et de Renouvellement)
secteur
"ENERGIE, MINES, INDUSTRIES, BATIMENTS TP, ARTISANAT"
Repartition annuelle
(en millions F.CFA)

Sous-secteur	Cout 2ème Plan		Répartition annuelle			
			I	II	III	IV
3.2. Energie	16	6 780	70	780	1 390	1 [illegible]
3.3. Mines et recherches	5	2 062	629	591	474	3[illegible]
3.4. Industries agricoles	13	5 056	1538	1117	472	8[illegible]
3.5. Industries de transformat.	51	20 106	3168	3478	1 537	4 [illegible]
3.6. Industries bâtiment T.P.	14	5 500	900	1020	1 [illegible]	1 2[illegible]
3.7. Artisanat	1	410	75	95	[illegible]	7[illegible]
T O T A L		39 414	6380	7281	8 068	[illegible]
%	100		16 %	18 %	21 %	25 [illegible]

.../

HYPOTHESES DE FINANCEMENT
"SECTEUR ENERGIE, MINES, INDUSTRIES, BATIMENTS TP, ARTISANAT"

en millions de F.CFA

Sous/Secteur	Financement public définitif						Financement privé				TOTAL GENERAL
	Ressources locales			Aide extérieure			En monnaie				
	Etat	Communes et SAP	Org. pub. et semi publics.	Subventions	Prêts	TOTAL	Fonds privés	Crédit public local	Aide extér. publiq.	TOTAL	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
3.2. Energie - Eau	372	-	-	108	1 050	1 530	2 750	-	2 000	4 750	6 280
3.3. Mines - Recherches	12	-	-	248	-	260	1 643	10	149	1 802	2 062
3.4. Industries agricoles	145	-	191	-	647	983	2 608	250	1 215	4 073	5 056
3.5. Industries de transformat	155	-	722	85	-	962	16 454	560	2 130	19 144	20 106
3.6. Industries du bâtiments et T.P.	-	-	-	-	-	-	5 500	-	-	5 500	5 500
3.7. Artisanat	40	-	-	60	-	100	75	235		310	410
TOTAL	724	-	913	501	1 697	3 935	29 030	1055	5 494	35 579	39 414

ENERGIE

-:-:-

L'énergie est un facteur déterminant pour permettre et stimuler eloppement industriel du pays. L'objectif du 2e Plan est en conséde répondre aux besoins croissants du pays en énergie électrique et t, de fournir à bas prix en quantité suffisante l'énergie nécessaire eloppement des nouvelles industries.

Pour répondre à ces exigences, quatre problèmes sont à résoudre en té :

Au Cameroun Oriental :

- faire face à la rapide progression des consommations à Douala et Yaounde et assurer en même temps une alimentation satisfaisante de l'usine d'Alucam à Edéa en période d'étiage
- augmenter les moyens de production dans la région Ouest
- étudier la possibilité d'aménagement des sites pour l'alimentation du Nord dans des conditions plus favorables qu'actuellement.

Au Cameroun Occidental

- augmenter les moyens de production de la Région.

Les principales opérations à réaliser dans ce secteur sont :

Régularisation SANAGA - MBAKAOU

- Construction d'un barrage réservoir d'environ 1,8 milliard de MBAKAOU en amont des chutes du Djerem (Affluent de la SANAGA), en vue gulariser le cours de la SANAGA et d'assurer à Edéa une puissance de 125.000 kw.

- Installation de deux groupes supplémentaires de 20.000 kw à EDEA

- Construction d'une ligne de transport de 90 kw, longue de 180 kw, nt EDEA à YAOUNDE.

REGION OUEST

Etude de divers sites pour permettre l'aménagement de l'un d'eux
- chutes d'Akom sur le Nkam
- chutes de Choumi (entre Bafoussam et Dschang)
- chute de Foumbot sur le Noun

REGION NORD

Etudes concernant l'aménagement du site de Lagdo sur la Bénoué.

Cameroun Occidental

Etude concernant l'amenagement hydroélectrique d'un site ron 5 000 kw) dans le Sud pour l'alimentation des villes de Buéa - ria - Tiko - Bota.

Investissements

Les investissements correspondant à ces réalisations se répartnt comme suit au cours des 5 prochaines années.

.../...

Investissements 1966/67 - 1970/71
(millions de F.CFA)

Nature de l'opération	Coût Total	Coût 2e Plan	Répartition annuelle I	II	III	IV	V
Régularisation SANAGA-MBA-KSOU							
Equipement Edéa III	4 650	4650		700	1 300	1 300	1 350
Ligne Edéa - Yaoundé							
Etude							
Aménagement site CentreSud et Littoral	80	80	30	50			
Etude chutes Songloulou	100	100			30	30	40
Développement moyens production Région Ouest		600		30		150	420
Avant projet Lagdo (Nord)	50	50				50	
Développement moyens de production sud du Cameroun Occidental		800	40		60	300	400
TOTAL		6280	70	780	1390	1830	2210

ableaux I à III)

I - ELECTRIFICATION

1°/ DOUALA

Il est nécessaire de prévoir un renforcement important des installations existantes : centrale diesel, transformation, réseau de distribution, installations d'éclairage public.

Coût total	:	670 millions
2ème Plan	:	670 millions
66/67	:	267 millions
67/68	:	102 millions
68/69	:	77 millions
69/70	:	155 millions
70/71	:	69 millions

2°/ YAOUNDE

La centrale de Mfou doit être renforcée, une large extension du réseau de distribution et des installations d'éclairage public est nécessaire

Coût total	:	465 millions
2ème Plan	:	465 millions
66/67	:	75 millions
67/68	:	120 millions
68/69	:	160 millions
69/70	:	65 millions
70/71	:	45 millions

3°/ NGAOUNDERE

Construction d'une centrale thermique et amorce du réseau de distribution

Coût total	:	153 millions
2ème Plan	:	153 millions
68/69	:	120 millions
69/70	:	10 millions
70/71	:	23 millions

4°/ RECAPITULATION :

Coût total	:	1 288 millions
2ème Plan	:	1 288 millions
66/67	:	342 millions
67/68	:	222 millions
68/69	:	357 millions
69/70	:	230 millions
70/71	:	137 millions

II - ADDUCTION D'EAU

1°/ Adduction d'eau de Yaoundé

Coût total	:	1 880 millions
2ème Plan	:	1 200 millions
66/67	:	240 millions
67/68	:	
68/69	:	300 millions
69/70	:	300 millions
70/71	:	360 millions

.../

2°/ Adduction d'eau de Douala

renforcement des installations actuelles

Coût total	:	300 millions
2ème Plan	:	300 millions
66/67	:	100 millions
67/68	:	200 millions

3°/ Adduction d'eau de Nkongmondo

adduction à partir de la Vina

Coût total	:	250 millions
2ème Plan	:	250 millions
67/68	:	100 millions
68/69	:	150 millions

4°/ Récapitulation :

Coût total	:	2 430 millions
2ème Plan	:	1 750 millions
66/67	:	300 millions
67/68	:	300 millions
68/69	:	450 millions
69/70	:	300 millions
70/71	:	300 millions

TABLEAU I - INVESTISSEMENTS "URBANISME ET HABITAT"

NATURE DES OPERATIONS	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2èPlan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
I - PLANS D'URBANISME	300	300	60	60	60	60	60
II - HABITAT	6 900	6 900	1 100	1 125	1 375	1 600	1 700
III - ELECTRIFICATION							
Douala	670	670	267	102	77	155	69
Yaoundé	465	465	75	120	160	65	45
Ngaoundéré	153	153	-	-	120	10	23
Centres secondaires	690	690	181	120	123	124	142
TOTAL III	1 978	1 978	523	342	480	354	279
IV - ADDUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU							
Yaoundé	1 880	1 200	240	-	300	300	360
Douala	300	300	100	200	-	-	-
Ngaoundéré	250	250	-	100	150	-	-
Centres secondaires	650	650	80	80	160	160	170
TOTAL IV	3 080	2 400	420	380	610	460	530
TOTAL GENERAL	12 258	11 578	2 103	1 907	2 525	2 474	2 569

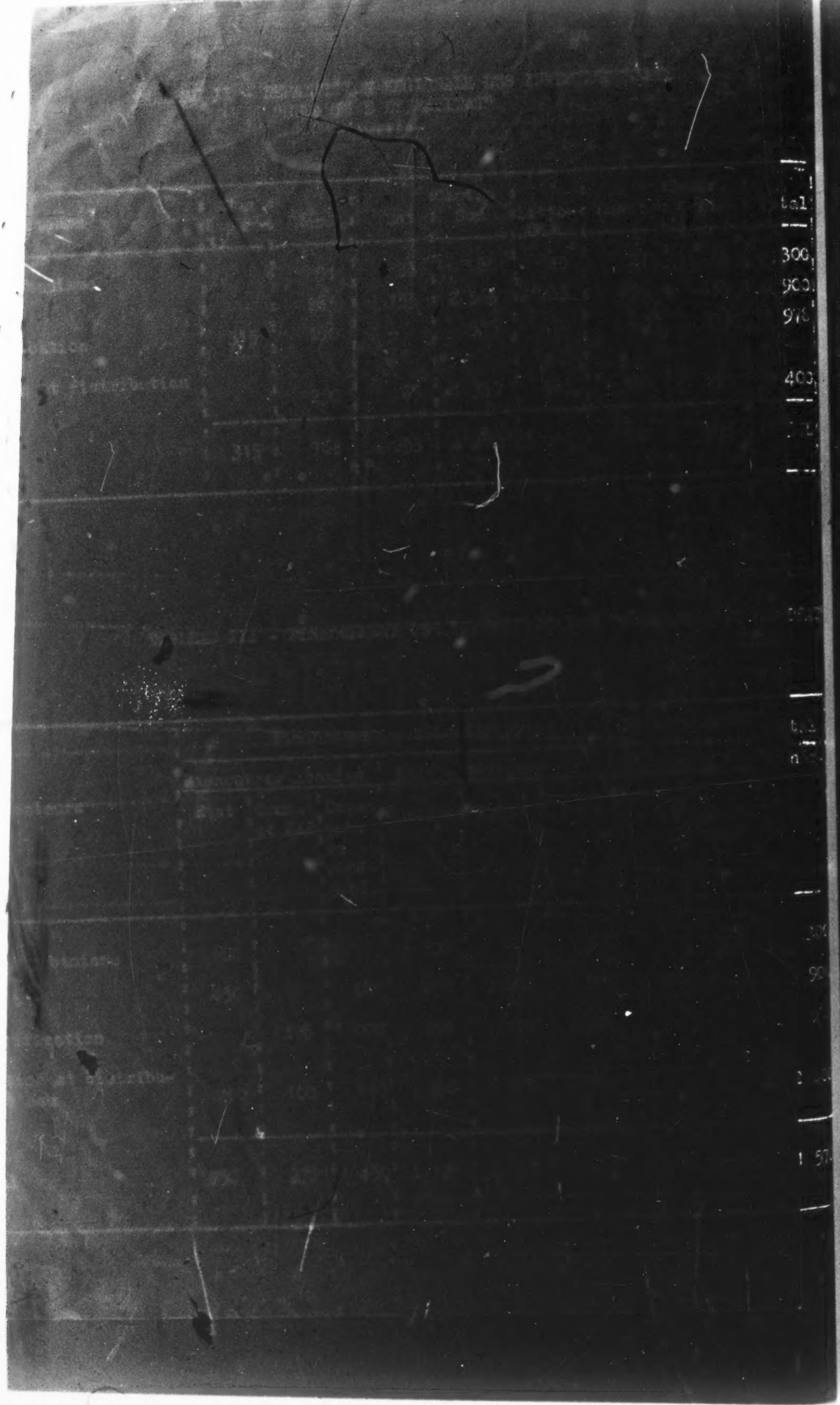
TABLEAU II - REPARTITION REGIONALE DES INVESTISSEMENTS "URBANISME ET HABITAT"

Sous-secteurs	Non Repart.	Nord	Est	Centre Sud	Littoral	Ouest	Camer. Occid.	Tot
Plans d'Ubanisme		51	33	80	40	27	69	3
Habitat		285	155	2 565	2 785	655	455	6 9
Electrification	315	180	-	515	670	83	215	1 9
Adduction et distribution d'eau		250	65	1 330	365	195	195	2 4
Total	315	766	253	4 490	3 860	960	934	11

TABLEAU III - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS "URBANISME ET HABIT

Sous-Secteurs	Financement public définitif						Financem. privé		Tot Gén
	Ressources locales			Aide extérieure			En monnaie		
	Etat	Comm. et SAP	Organ. pub. et semi-publ.	Subvent.	Prêts	Total	Fonds privés	Crédit public local	
Plans d'urbanisme	100			200		300			3
Habitat	650		300	250	2 000	3 200	1 100	2 600	9
Electrification		178	1 000	200	600	1 978			1
Adduction et distribution d'eau	200	100	150	450	1 500	2 400			2
Total	950	278	1 450	1 100	4 100	7 878	1 100	2 600	11 5

...



TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le développement économique et politique d'un pays demande une activation des échanges. Par leur dynamisme, les transports et communications sont des facteurs essentiels dans tout système intégré en permettant :

- par le développement des échanges, le passage d'une économie formée vers une économie ouverte, d'où création de commerces intérieurs et extérieurs,
- à l'intérieur de l'Etat, la mobilité des hommes et des idées d'où intégration des diverses régions et naissance du concept national,
- par les contacts internationaux, l'arrivée du pays sur la scène mondiale.

Les transports et communications présentent quelques soient leurs spécialisations des traits communs :

- infrastructure très onéreuse,
- besoin d'un effectif nombreux et spécialisé de travailleurs,
- entretien constant des infrastructures.

A ce titre, ils constituent une lourde charge pour la collectivité, et dans les pays en voie de développement dont l'équipement est en cours ils sont gros consommateurs de crédits d'investissement, généralement d'origine publique. Leur rentabilité économique qui est certaine ne peut s'apprécier qu'à long terme car, dans la majorité des cas, la réalisation de leurs infrastructures doit précéder les réalisations des autres secteurs d'activité.

L'amélioration du réseau de communications doit être activement poursuivi au cours du deuxième plan et des plans suivants, afin :

- d'assurer des communications permanentes et sûres entre la côte, la capitale et les centres des diverses régions du pays, condition nécessaire d'une véritable intégration nationale,
- de faciliter les échanges intérieurs dont le développement est un des objectifs essentiels de la politique économique,
- de permettre un développement des échanges avec l'extérieur,
- d'ouvrir aux pays voisins ne disposant pas du littoral maritime des voies d'accès économiques vers la mer.

Les objectifs à long terme seront orientés dans les directions suivantes :

- prolongement du Transcamerounais vers le Tchad à partir de Ngaoundéré et vers la République Centrafricaine à partir de Mbalmayo,
- réalisation d'axes routiers lourds reliant Ngaoundéré à Garoua et Port Lamy ; Yaoundé aux régions Sud et Nord du Cameroun Occidental par Douala - Victoria et par Bafoussam - Bamenda - Mamfé ; Yaoundé au Gabon par Ebolowa ; Victoria à la région de Bamenda,
- maillage du réseau routier primaire pour permettre la desserte de toutes les régions du pays
- aménagement des terrains d'aviation situés sur les lignes inter-états de façon à les rendre accessibles aux avions bi-réacteurs,
- aménagement et extension du complexe portuaire Douala - Tiko - Victoria,
- réalisation d'un réseau de liaisons téléphoniques en système V.H.F.

.../

ROUTES ET PONTS

I - GRANDS AXES (Tableaux I - III - IV)

1°/ NGAOUNDERE - PORT FOURNEAU

- Ngaoundéré - Garoua : Amélioration du tracé actuel et réalisation route bitumée à grandes caractéristiques (288 km)

Coût total	:	2 930 millions
2ème plan	:	1 800 millions
68/69	:	400 millions
69/70	:	600 millions
70/71	:	800 millions.

- Pont sur la Bénoué à Garoua : réalisation d'un ouvrage franchissant la Bénoué à l'entrée de Garoua et des digues d'accès (longueur : 1 [illegible] m)

Coût total	:	400 millions
2ème plan	:	400 millions
66/67	:	150 millions
67/68	:	250 millions

- Garoua - Mora : achèvement et bitumage sur la section Garoua - [illegible] et sur la section Salak - Maroua reliant l'aérodrome de la ville à [illegible]

Coût total	:	900 millions
2ème plan	:	230 millions
70/71	:	230 millions

- Salak - Mora : construction d'une route définitive à chaussée améliorée à grandes caractéristiques (9[illegible] km)

Coût total	:	580 millions
2ème plan	:	580 millions
69/70	:	240 millions
70/71	:	340 millions

- Mora - Kaza : construction d'une route définitive à chaussée améliorée (64 km)

Coût total	:	620 millions
2ème plan	:	620 millions
66/67	:	200 millions
68/69	:	300 millions
69/70	:	120 millions

- Kaza - Maltam : réalisation des terrassements et de la fondation de la route définitive (107 km)

Coût total	:	1 790 millions
2ème plan	:	1 310 millions
66/67	:	200 millions
67/68	:	400 millions
68/69	:	400 millions
69/70	:	310 millions

- Récapitulation :

Coût total	:	7 310 millions
2ème Plan	:	1 940 millions
66/67	:	350 millions
67/68	:	850 millions
68/69	:	1 100 millions
69/70	:	1 [illegible] millions
70/71	:	1 [illegible] millions

2°/ [illegible]

- [illegible] : études

Coût total	:	30 millions
[illegible]	:	30 millions
67/68	:	30 millions

- [illegible] : études

[illegible]	:	115 millions
[illegible]	:	115 millions
66/67	:	40 millions
67/68	:	75 millions

- [illegible] : études

Coût total	:	30 millions
2ème Plan	:	30 millions
67/68	:	30 millions

- [illegible] : amélioration du tracé actuel pour réaliser une [illegible] principale et trois [illegible] (52 km)

Coût total	:	285 millions
2ème plan	:	285 millions
70/71	:	285 millions

- [illegible]

Coût total	:	460 millions
2ème plan	:	460 millions
66/67	:	70 millions
67/68	:	190 millions
68/69	:	-
69/70	:	-
70/71	:	285 millions

[illegible] - [illegible]

[illegible]mélioration du tracé actuel et bitumage de la chaussée (82 km)

.../

- Baïoussam - Mbouda : (30 km)

Coût total	:	390 millions
2ème plan	:	390 millions
69/70	:	390 millions

- Mbouda - Bamenda : (52 km)

Coût total	:	810 millions
2ème plan	:	810 millions
68/69	:	400 millions
69/70	:	410 millions

- Récapitulation :

Coût total	:	1 200 millions
2ème plan	:	1 200 millions
66/67	:	-
67/68	:	-
68/69	:	400 millions
69/70	:	800 millions
70/71	:	-

4°) YAOUNDE - DOUALA - TIKO - VICTORIA - BUEA (390 km)

- Yaoundé - Edéa : Améliorations locales du tracé, renforcement de chaussée en sols sélectionnés (184 km)

Coût total	:	700 millions
2ème plan	:	700 millions
70/71	:	700 millions

- Edéa - Douala : Renforcement partiel du bitumage (94 km)

Coût total	:	180 millions
2ème plan	:	180 millions
66/67	:	40 millions
67/68	:	100 millions
68/69	:	40 millions

- Pont rail - route sur la Sanaga : réalisation d'un pont mixte de mètres sur le bras mort

Coût total	:	960 millions
2ème plan	:	570 millions
66/67	:	20 millions
67/68	:	250 millions
68/69	:	300 millions

...

- Douala - Tiko : achèvement des travaux en cours pour la réalisation d'une route principale avec revêtement [illegible] moderne (60 km)

Coût total	:	920 millions
2ème plan	:	620 millions
66/67	:	420 millions
67/68	:	200 millions

- Tiko - Victoria - Buéa : amélioration du tracé, bitumage sur les sections non revêtues, renforcement partiel des revêtements existants (52 km)

Coût total	:	500 millions
2ème plan	:	500 millions
68/69	:	100 millions
69/70	:	400 millions

- Récapitulation :

Coût total	:	3 260 millions
2ème plan	:	2 570 millions
66/67	:	420 millions
67/68	:	550 millions
68/69	:	410 millions
69/70	:	400 millions
70/71	:	700 millions

5°/ KUMBA - MAMFE (145 km)

Amélioration du tracé et élargissement de la plateforme. Réalisation d'une chaussée en sols sélectionnés pouvant être entretenue mécaniquement.

Coût total	:	2 160 millions
2ème plan	:	1 130 millions
66/67	:	230 millions
67/68	:	400 millions
68/69	:	400 millions
69/70	:	100 millions

6°/ KUMBA - BOLIFAMBA (62 km)

Améliorations locales du tracé et réfection complète de la chaussée bitumée

Coût total	:	870 millions
2ème plan	:	870 millions
66/67	:	70 millions
67/68	:	400 millions
68/69	:	400 millions

.../

II - ROUTES D'INTERET ECONOMIQUE (Tableaux II - III - IV)

1°/ ROUTES AFFLUENTES ET ACCES AUX GARES DU TRANSCAMEROUNAIS

- Bélabo - Bouam : achèvement des travaux en cours pour la réalisation de la route affluente à l'extrémité du premier tronçon du Transcamerounais (47 km)

Coût total	:	350 millions
2ème plan	:	150 millions
66/67	:	150 millions

- Accès urbains à la nouvelle gare de voyageurs de Yaoundé : construction du passage supérieur Sud, réalisation et bitumage des accès et des parkings, éclairage

Coût total	:	115 millions
2ème plan	:	115 millions
66/67	:	115 millions

- Routes affluentes et accès aux gares du premier tronçon : les études et la réalisation de ces routes dont le programme reste à définir ont été inscrites à titre de provision

Coût total	:	300 millions
2ème plan	:	30 millions
66/67	:	50 millions
67/68	:	150 millions
68/69	:	100 millions

- Récapitulation :

Coût total	:	765 millions
2ème plan	:	565 millions
66/67	:	315 millions
67/68	:	150 millions
68/69	:	100 millions

2°/ BERTOUA - BATOURI (90 km)

Améliorations locales du tracé, rechargement de la chaussée pour obtenir une route secondaire permettant des liaisons rapides

Coût total	:	600 millions
2ème plan	:	200 millions
70/71	:	200 millions

3°/ YABASSI - BAFANG (103 km)

Achèvement des travaux en cours d'ouverture d'une route secondaire permanente permettant la mise en valeur de la région. Travaux exécutés par le génie militaire

Coût total	:	700 millions
2ème plan	:	600 millions
66/67	:	300 millions
67/68	:	300 millions

4°/ BAFOUSSAM - FOUMBAN (76 km)

Amélioration du tracé et bitumage de la chaussée

Coût total	:	520 millions
2ème plan	:	520 millions
69/70	:	120 millions
70/71	:	400 millions

5°/ Récapitulation :

Coût total	:	2 585 millions
2ème plan	:	1 885 millions
66/67	:	615 millions
67/68	:	450 millions
68/69	:	100 millions
69/70	:	120 millions
70/71	:	600 millions

Voit tableau V pour le financement des investissements

Tableau n° X

Investissements Grands Axes

Nature des opérations	Km (1)	Coût		Répartition annuelle					(Tra ges sup au 1.7
		Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	
Report du 1er Plan (ou opérations financées)									
- Pont sur la Bénoué	-	400	400	150	250	-	-	-	-
- Mora-Waza	64	620	620		200	300	120	-	-
- Waza-Maltam	107	1790	1310	200	400	400	310	-	-
- Ponts sur la Sanaga	-	960	570	20	250	300	-	-	-
- Douala-Tiko	60(30)	920	620	420	200	-	-	-	-
- Kumba-Mamfe	145(120)	2160	1130	230	400	400	100	-	-
- Kumba-Bolifamba	62	870	870	70	400	400	-	-	-
Total		7720	5520	1090	2100	1800	530	-	A
Opérations nouvelles									
- Ngaoundéré-Garoua	288(250)	2930	1800	-	-	400	600	800	-
- Garoua-Maroua	199(27)	990	230	-	-	-	-	230	-
- Maroua-Mora	60	580	500	-	-	-	240	340	-
- Ydé-Evodoula(etudes)	-	30	30	-	30	-	-	-	-
- Kikot-Ndikiniméki (études)	-	115	115	40	75	-	-	-	-
- Ndikiniméki-Bafoussam(études)	-	30	30	30	-	-	-	-	-
- Bangangté-Bafoussam	52(39)	285	285	-	-	-	-	285	-
- Bafoussam-Mbouda	30	390	390	-	-	-	390	-	-
- Mbouda-Bamenda	52	810	810	-	-	400	410	-	-
- Yaoundé-Edéa	184(170)	700	700	-	-	-	-	700	-
- Edéa-Douala	94(30)	180	180	40	100	40	-	-	-
- Tiko-Victoria - Buéa	52	500	500	-	-	100	400	-	-
Total		7540	5650	110	205	940	2040	2355	A
Total pour Grands Axes		15260	11170	1200	2305	2740	2570	2355	10

(1) Les kilométrages indiqués entre parenthèses correspondent aux sections intéressées par les travaux prévus.

Tableau n° II

Investissements Routes d'intérêt économique

	Km	Coût	Répartition annuelle					Charges suppl. au 1/7/71
		Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	
Report du 1er Plan (en opérations financières)									
- Bélabo-Deram	47	350	150	150	-	-	-	-	-
- Accès à la gare de Yaoundé	-	115	115	115	-	-	-	-	-
- Accès aux gares du 1er tronçon	-	300	300	50	150	100	-	-	-
- Yabassi-Yabéka	103	700	600	300	300	-	-	-	-
Total		1465	1165	615	450	100	-	-	15
Opérations nouvelles									
- Bertoua-Batouri	90	600	200	-	-	-	-	200	-
- Pont sur la Kadéi	-	110	110	-	-	-	10	100	-
- Lena-Kalfou	56(30)	70	70	30	40	-	-	-	-
- Kalfou-Yagoua - Tchad (Laidé)	56	30	30	-	-	-	30	-	-
- Deschang-Bafoussam-Foumban	50(19)	310	60	-	-	-	-	60	-
	76(24)	520	520	-	-	-	120	400	-
Total		1640	990	30	40		160	760	
Total pour routes d'intérêt économique		3105	2155	645	490	100	160	760	15

Tableau n° III

Récapitulation des investissements

-***-

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle					Cha sup 1/7
	Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	
Grands Axes	15 250	11 170	1 200	2 305	2 740	2 570	2355	1
Routes d'intérêt écono.	5 105	2 155	645	490	100	160	760	
Routes de liaison et pistes	4 740	2 220	400	480	390	400	550	
Equipement des services	1 000	1 000	930	70				
	24 105	16 545	3 175	3 345	3230	3 130	3665	

Tableau N° IV

Répartition régionale des investissements

-****-

Sous-Secteurs	Non répart.	Nord	Est	C.S.	Litt.	Ouest	Cam Occ.	To
Grands Axes	-	4 940	-	720	1 [illegible]20	1030	3460	11
Routes d'intérêt économique de	-	120	520	335	600	1 500	-	
Routes liaison et pistes de collecte	-	400	530	470	200	320	300	
Equipement des services	960	-	15	-	-	-	25	
	960	5 460	1 065	1525	1820	1930	3785	16

Tableau n° V

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS
Routes et Ponts

-****-

Sous/Secteurs	Financement public définitif						Financement privé				TOTAL GENERAL
	Ressources locales			Aide extérieure			en monnaie			en travail	
	Etat (2)	Comm. et Sap (3)	Org. pub. et semi-publics (4)	Subvention (5)	Prêts (6)	TOTAL (7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Grands Axes	3 140			3 700	4 330	11 170					11 170
Routes d'intérêt écono.	610			1 545		2 155					2 155
Routes de liaison et pistes	720	500				1 220				1 000	2 220
Equipement	720 (a)			280		1 000					1 000
	5 190	500		5 525	4 330	15 545				1 000	16 545

(a) dont 580 millions de "crédits fournisseurs"

CHEMIN DE FER (tableau VI,VII,VII)

I - OFFICE DU CHEMIN DE FER TRANSCAMEROUNAIS

1°/ - Achèvement du premier tronçon Yaoundé-Bélabo (296 Km) infrastructure de la voie, bâtiments, gares, télécommunications

Coût total	:	7 897 millions
2ème Plan	:	4 070 millions
66/67	:	2 500 millions
67/68	:	1 570 millions

2°/ - Réalisation du deuxième tronçon Bélabo-Ngaoundéré (335 km) les études sont terminées. Infrastructure de la voie, bâtiments gares, télécommunications

Coût total	:	9 147 millions
2ème Plan	:	8 647 millions
67/68	:	1 500 millions
68/69	:	2 500 millions
69/70	:	2 500 millions
70/71	:	2 147 millions

3°/ - Récapitulation :

Coût total	:	17 044 millions
2ème Plan	:	12 717 millions
66/67	:	2 500 millions
67/68	:	3 070 millions
68/69	:	2 500 millions
69/70	:	2 500 millions
70/71	:	2 147 millions

II - REGIE DES CHEMINS DE FER DU CAMEROUN

1°/ - Ediki-Kumba (15 km) troisième lot de l'embranchement Mbo Kumba

Coût total	:	430 millions
2ème Plan	:	430 millions
66/67	:	200 millions
67/68	:	230 millions

2°/ - Remplacement de la voie sur la ligne Douala-Yaoundé : du PK 151 à Yaoundé

Coût total	:	852 millions
2ème Plan	:	394 millions
66/67	:	80 millions
67/68	:	80 millions
68/69	:	80 millions
69/70	:	80 millions
70/71	:	74 millions

3°/ - Récapitulation

Coût total	:	1 282 millions
2ème Plan	:	824 millions
66/67	:	280 millions
67/68	:	310 millions
68/69	:	80 millions
69/70	:	80 millions
70/71	:	74 millions

Tableau n° VII
Récapitulation des investissements
"chemin de fer"

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
Transcamerounais							
1er tronçon : infrastruct.	7 897	4 07[illegible]	2 500	1 570			
2e tronçon : infrastruct.	9 147	8 647		1 500	2 500	2 500	2 147
matériel	1 000	604		240		361	
Total Transcameroun.	18 044	13 318	2 500	3 310	2 500	2 861	2 147
Régifercam							
Mbiki-Kumba : Infrastruct.	430	430	200	230			
matériel	150	150		150			
Réseau actuel infrast.	852	394	80	80	80	80	74
matériel	1 730	1 730	300	400	430	300	300
Ateliers équipem.	355	355	55	75	75	75	75
Wagons marchandises Ydé	840	840		240	600		
Renouvellement et divers	660	660	180	120	120	120	120
Total Régifercam	5 017	4 559	815	1 295	1 305	575	569
Etudes (ensemble)	742	562	62	100	100	150	150
Total des investissements.	23 803	18 439	3 377	4 705	3 905	3 586	2 86

Tableau n° VIII
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS
Chemin de fer

Sous/secteurs	Financement public définitif					Total
	Ressources locales		Aide extér.			
	Etat	Comm. et SAP	Org.p. et semi publics	Subventions	Prêts	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Transcamerounais						
1er tronçon (réliquat)				2 700	1 370	4 070
2e tronçon	648			5 000	3 600	9 248
Régifercam			2 494	840	1 225	4 559
Etudes	312		40	210		562
	960		2 534	8 750	6 195	18 439

Tableau n° VI

Investicsements Chemin de fer infrastructure

-•••••-

Nature des opérations	km	Coût Total	Coût 2°Plan	Répartition annuelle 66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
Transcamsrounais								
Report du 1er Plan								
1er tronçon Ydé-Bélabo								
-infrastructure			3 620					
-installations fixes		(1)	450					
total	296	7 897	4 070	2 500	1 570			
Opérations nouvelles								
2è tronçon Bélabo-Ngaoundéré								
-infrastructure			8 022					
-installations fixes			625					
Total	335	9 147	8 647 (2)		1 500	2 500	2 500	2 147
Total infrast. Transc.	631	17 044	12 717	2 500	3 070	2 500	2 500	2 147
Régiferoam								
Report 1er Plan								
3è lot Mbanga-Kumba								
-infrastructure			387					
-installations fixes			43					
total	15	430	430	200	230			
Opérations nouvelles								
Remplacement voie ligne rinc. 1° étape		294	294					
2° étape		558	100					
Total	50	852	394	80	80	80	80	
Amén.et équip. des ateliers de la Régie		355	355	55	75	75	75	
Nouvelle gare et dépôt de Yaoundé								
-installations			465					
-Accès			375					
Total		840	840		240	600		
Total infrast.Régifero.		2 477	2 019	835	625	755	155	

(1) Non compris les routes afférentes (voir sous-secteur Routes et Ponts)
(2) Le reliquat de 500 millions est destiné à régler l'achèvement des travaux du 3è Plan.

.../

[illegible] NAVIGABLES (Tableau IX - 2)

1°/ Construction d'un quai d'accostage "balisage-dragage" à Tonabéri :

Ce quai doit permettre l'accostage des navires de servitude du por

Coût total	: 200 millions
2ème Plan	: 200 millions
68/69	: 100 millions
69/70	: 100 millions

2°/ Construction de trois magasins dans l'enceinte du port de Douala :

Surface couverte, 10.400 m2

Coût total	: 230 millions
2ème Plan	: 230 millions
68/69	: 50 millions
69/70	: 70 millions
70/71	: 110 millions.

3°/ Aménagement et équipement de la deuxième zone du parc à bois du port de Douala :

Coût total	: 150 millions
2ème Plan	: 150 millions
66/67	: 75 millions
67/68	: 75 millions

4°/ Extension du port de pêche de Douala : construction d'un quai de 100 mètres environ :

Coût total	: 170 millions
2ème Plan	: 170 millions
66/67	: 5 millions
67/68	: 7 millions
68/69	: 13 millions
69/70	: 65 millions
70/71	: 80 millions

5°/ Récapitulation :

Coût total	: 750 millions
2ème Plan	: 750 millions
66/67	: 80 millions
67/68	: 82 millions
68/69	: 163 millions
69/70	: 235 millions
70/71	: 190 millions

Tableau IX

Investissements Port de Douala

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
Report du 1er Plan							
- Achèvement superstructure des 4 postes Sud	530	80	50	30			
- Achèvement amélioration de la 1ère zone du parc à bois	145	80	30	15	5	10	20
Opérations nouvelles							
- Aménagement et équipement de la 2èzone du parc à bois	150	150	75	75			
- Construction d'un poste pétrolier	70	70	5	40	25		
- Construction d'un quai "Vraquier-Cargo"	200	200			100	100	
- Construction 3 magasins	230	230			50	70	110
- Aménagement terres pleins	60	60		10	20	15	15
- Electricité et téléphone	20	20	3	3	4	4	6
- Reconstruction du quai "Flotille"	50	50		5	15	10	20
- Etude zone industrielle Bonaberi	10	10		10			
- Port de pêche	170	170	5	7	13	65	80
Total pour Port Douala	1 636	1 120	168	195	232	270	351

Tableau n° X

Récapitulation des investissements

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2èPlan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
Port de Douala	1636	1120	168	195	232	270	351
Ports secondaires	440	180	64	36	40	10	30
Ensemble des ports	160	160	5	15	25	25	90
Etude Douala-Victoria	160	160		40	50	60	10
	2396	1620	237	261	347	365	481

AERONAUTIQUE CIVILE (Tableaux XI - XII - XIII)

1°/ Aéroport de DOUALA

- Construction de deux hangars, l'un pour le frêt, l'autre pour les approvisionnement de l'Asecna.

- Réalisation d'un nouveau bloc technique permettant l'extension des lignes faisant escale à Douala.

- Montage d'un nouveau centre d'émission.

- Extension des parkings.

Coût total :	1 145 millions
2ème plan :	345 millions
66/67 :	195 millions
69/70 :	150 millions

2°/ - Aéroport de YAOUNDE

- Construction d'une aérogare moderne.

- Allongement de 300 mètres de la piste actuelle, modification de son profil en long, renforcement en béton bitumineux permettant l'atterrissage des caravelles.

- Amélioration des sécurités radio et incendie et des installations électriques.

Coût total :	1 000 millions
2ème plan :	1 000 millions
66/67 :	200 millions
67/68 :	570 millions
68/69 :	230 millions

3°/ - Aéroport de GAROUA

- Allongement de 150 mètres de la piste actuelle, renforcement en béton bitumineux permettant l'atterrissage des caravelles.

- Amélioration des sécurités radio et incendie et des installations électriques.

Coût total :	630 millions
2ème plan :	630 millions
66/67 :	75 millions
67/68 :	405 millions
68/69 :	150 millions

4°/ - Récapitulation

Coût total :	2 775 millions
2ème plan :	1 975 millions
66/67 :	470 millions
67/68 :	975 millions
68/69 :	380 millions
69/70 :	150 millions
70/71 :	-

Tableau n° XI

Investissements

"Aéronautique Civile"

-o-o-o-o-o-

	Coût		Répartition annuelle					Charg. suppl. en 1.7.11
	Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	
DOUALA								
Aérogare	300	PM						
Hangars à fret et approvisionnement	80	80	80					
Bloc technique	150	150				150		
Parking, taxiways	500	100	100					
Voirie d'accès et divers	115	15	15					
Total	1 145	345	195			150		
YAOUNDE								
Aérogare	200	200	100	100				
Allong. et recharg. piste (y compris exproprietions)	500	500	100	400				
Aides radio	150	150			150			
Incendie, électricité divers	150	150		70	80			
Total	1 000	1 000	200	570	230			
GAROUA								
Allong. et recharg. piste	350	350	75	275				
Aides radio	150	150		70	80			
Incendie, électricité, divers	130	130		60	70			
Total	630	630	75	405	150			
AUTRES AERODROMES								
Ngaoundéré	50	50	50					
Maroua	50	50	50					
Kiko	32	32		32				
Kamfé	13	13			13			
Kali	22	22			22			
Koulondou	19	19	19					
Bagoua	6	6	6					
Fort Foureau	40	40				40		
Mokadouma	10	10	10					
Total	242	242	135	32	35	40		
TOTAL GENERAL	3 117	2 217	605	1 007	415	190		90

.../

Tableau n° XII

Répartition régionale des investissements

Nature des opérations	Non réparti	Nord	Est	C. Sud	Litt.	Ouest	Occid.	Total
Aéroport de Douala					345			345
" de Yaoundé				1 000				1 000
" de Garoua		630						630
Autres aéroports		146	29				67	242
Total		776	29	1 000	345		67	2 217

Tableau n° XIII

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

"Aéronautique Civile"

-o-o-o-o-o-

Sous/Secteurs (1)	Financement public définitif						
	Ressources locales			Aide extérieure		TOTAL
	Etat (2)	Communes et SAP (3)	Org. pub et semi publics (4)	Subventions (5)	Prêts (6)	(7)
Aéroport de Douala				265	80	345
" de Yaoundé	150			650	200	1 000
" de Garoua	130			500		630
Autres aéroports	100			142		242
Total	380			1 557	280	2 217

.../

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

(Tableaux XIV- XV- XVI- XVII- XVIII).

1°/ Télécommunications intérieures

- Aménagement et extension du réseau de Douala

Coût total	:	230 millions
2ème Plan	:	230 millions
66/67	:	100 millions
67/68	:	130 millions

- Liaison V.H.F. entre DOUALA, le pays Bamiléké et Bamenda, Centraux automatiques à Bafoussam, Nkongsamba, Bamenda et Manfé

Coût total	:	368 millions
2ème Plan	:	368 millions
67/68	:	168 millions
68/69	:	200 millions

- Liaison V.H.F. entre YAOUNDE, Ngaoundéré et Garoua

Coût total	:	462 millions
2ème Plan	:	200 millions
70/71		200 millions

- Liaison micronde de 120 voies pouvant être portées à 600 voies entre Yaoundé, Douala, Edéa.

Coût total	:	296 millions
2ème Plan	:	296 millions
68/69	:	100 millions
69/70	:	196 millions

- Installation d'un central définitif avec commutation automatique à Yaoundé permettant l'extension de 3.000 à 10.000 lignes

Coût total	:	223 millions
2ème Plan	:	223 millions
69/70	:	140 millions
70/71	:	83 millions

- Récapitulation

Coût total	:	1579 millions
2ème Plan	:	1317 millions
66/67	:	100 millions
67/68	:	298 millions
68/69	:	300 millions
69/70	:	336 millions
70/71	:	283 millions

2°/ Télécommunications internationales.

Leur développement est assuré par la Compagnie France-Câbles dont le programme prévoit des investissements s'élevant à 1 050 millions.-

Coût total	:	1050 millions
2ème Plan	:	1050 millions
66/67	:	80 millions
67/68	:	90 millions
68/69	:	130 millions
69/70	:	350 millions
70/71	:	400 millions

Tableau XIV Equipement postal

Nature des Opérations	Coût		Répartition annuelle					Crédits supplémentaires
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	1/1/66 - 30/6/70
Opérations nouvelles								
- Etablis. postaux à Douala: Colis postaux	100	100				50	50	
Centre contrôle d'articles d'argent	30	30				30		
- Centre des Colis Postaux à Yaoundé	45	45			45			
- Construction et aménagement de bureaux de poste	94	94	20	20	20		34	
- Achat de matériel pour les grands centres	12	12	12					
TOTAUX	281	281	32	20	65	80	84	10

Tableau XV - Investissements "Télécommunications intérieures"

Nature des Opérations	Coût		Répartition annuelle					Crédits supplémentaires
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	1/1/66 - 30/6/70
Report du Ier Plan								
- Extension du central de Yaoundé	58	50	40		10			
- Transfert du central R6 à Douala	20	20	20					
Totaux	78	70	60		10			
Opérations nouvelles								
- Aménagement et extension du réseau de Douala	230	230	100	130				
- Liaison VHF et cent. au Pays bamiléké (1e étape) et pays Bamenda	368	368		100	200			
- Liaison Yaoundé Ngaoundéré Garoua	462	200					200	
- Extension moyenne Yaoundé Douala-Buéa	296	296			100	196		
- Central autom. définitif de Yaoundé	223	223				140	83	
- Liaison radio avec l'Est	80	80					80	
Totaux	1659	1397	100	298	300	336	363	
Totaux pour télécom. int.	1737	1467	160	298	310	336	363	60

Tableau XVI

Récapitulation des Investissements

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle					Charg. sup.
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	1/7/71
Equipement postal								
Opérations nouvelles	281	281	32	20	65	80	84	10
Télécommunications inter.								
Report du 1er Plan	78	70	60		10			
Opérations nouvelles	1659	1397	100	298	300	350	363	60
Télécommunications intern.								
Programme Fraser-Cable	1050	1050	80	90	130	350	400	
Totaux pour les P. et T.	3068	2798	272	408	505	766	847	70

Tableau XVII

Répartition régionale des investissements

Nature des opérations	Nom rép.	Nord	Est	S.O.	Litt.	Ouest	Occ.	Total
Equipement postal								
Limbé. Bâtiment à Douala					130			130
Centre Sol. à post. de Yaoundé				45				45
Construction de bâtiments		4	8	37	10	5	30	94
Ateliers P. T. pour cantons	12							12
Télécommunications intérieures								
Extension central Yaoundé				50				50
Immeuble à Douala					20			20
Réseau câble de Douala					230			230
Réseau local et centraux Bafoussam						318		318
Bamenda							50	50
Liaison Yaoundé-Bafoussam		200						200
Liaison Yaoundé-Bamenda			80					80
Division micronde Yaoundé-Douala-Edéa				135	135		26	296
Nouveau central de Yaoundé				223				223
Télécom. internationales	1050							1050
	1062	204	88	490	525	323	106	2798

Tableau XVII - Financement des investissements
"Postes et télécommunications"

Sous / Secteurs	Financement public définitif						Financement privé	Total général
	Trésor	Collectivités locales et établissements publics		Aide extérieure			Numéraire	
	Etat	Communes, Org. Déc. et SAE	Org. déc. et semi publics	Conventions	Prêts	Total	Fonds privés	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
Equipement postal	250	21				231		281
Télécommunications intérieures	347		200	120	800	1467		1 467
Télécommunications extérieures							1 050	1 050
	607	21	200	120	800	1748	1 050	2 798

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
RÉPARTITION ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

Sous/Secteurs	Coût		Répartition annuelle					Charges cap. au 1/7/71
	Total	2èPlan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71	
sport automobiles	16 180	16 180	2 750	2 975	3 175	3 465	3 815	PM
tes et Ponts	24 105	16 545	3 175	3 345	3 230	3 130	3 665	280
min de Fer	23 803	18 439	3 377	4 705	3 905	3 586	2 866	PM
rts	2 396	1 620	237	281	347	365	390	PM
onautique Civile	3 117	2 217	605	1 007	415	190		90
drologie	150	150	30	20	20	38	42	10
tes et Télécom.	3 068	2 798	272	408	505	766	847	70
Totaux	72 819	57 949	10 446	12 741	11 597	11 540	11 625	450

Répartition régionale des investissements

Sous/Secteurs	Non réparti	Nord	Est	Centre Sud	Littoral	Ouest	Occident	TOTAL
sports automobiles	15 880			178	122	0		16 180
tes et ponts	960	5 460	1 065	1 525	1 820	1 930	3 765	16 545
min de Fer	18 009						430	18 439
rts	1 450			170				1 620
onautique Civile		776	29	1 000	345		67	2 217
drologie	150							150
tes et Télécom.	1 062	204	88	490	525	323	106	2 798
Totaux	37 511	6 440	1 182	3 363	2 812	2 253	4 388	57 949

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

	Financement public définitif						Financement privé			
	Ressources locales		Aide extérieure				En monnaie			
s/Secteurs	Etat	Com. et Sap	Org. pub. et semi publics	Subventions	Prêts	TOTAL	Fonds privés		En travail	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
automobiles	74	74				148	16 032			
et Ponts	5190	500		5525	4330	15545				1000
de Fer	960		2534	8750	6195	18439				
			1620			1620				
autique Civ.	380			1557	280	2217				
ologie	80			70		150				
et Tél.	607	21	200	120	800	1748	1050			
Totaux	7291	595	4354	16022	11605	39867	17082			1000

ENSEIGNEMENT ET FORMATION

(Tableaux I à IX)

Depuis l'indépendance, on a assisté à une poussée scolaire extrêmem forte. Face à cette montée brutale et continue des effectifs, l'enseignemen public et privé souffre d'une pénurie générale de locaux, d'équipement et d'enseignants qualifiés qui s'aggrave chaque année.

Souvent trop académique, trop abstrait il n'a pas toujours fait preuve d'un souci suffisant de préparation des jeunes à la vie active.

Il importe de rétablir la situation et le plan s'attachera à recher cher davantage la qualité que la quantité. Cette politique se manifestera :

- par une meilleure adaptation de l'enseignement et de la formation aux besoins de l'économie,
- par une intégration étroite entre l'enseignement général et la fo tion professionnelle,
- par la priorité qui sera donnée à la formation des enseignants et à leur encadrement,
- par une collaboration plus étroite entre le secteur public et le secteur privé,
- par un agencement du programme qui s'attachera à résoudre le problème du bilinguisme,
- par la limitation des bourses à l'étranger à l'étude des disciplines non enseignées au Cameroun et aux stages de perfectionnement,
- par la création d'un bureau pédagogique national et le renforcement des services de la planification de l'Education.

I - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

- limitation de la durée effective de l'enseignement à huit ans,
- amélioration du niveau moyen des maîtres,
- réduction de l'écart de scolarisation entre les régions,
- introduction du travail manuel, agricole ou artisanal dans les écoles,
- expérimentation d'une formation post primaire à orientation rurale (Centres d'Education Rurale).

Construction de 530 logements et 638 classes au Cameroun Oriental

Ce projet est financé par le F.E.D. à concurrence de 1 510 millions (convention n° 154/F/CA du 18/12/1962 - projet n° 11.22.208).

Coût total	:	1 695 millions
2ème plan	:	948 millions
66/67	:	761 millions
67/68	:	187 millions.

II - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

- généralisation du concours d'entrée en sixième,
- harmonisation des cycles entre le Cameroun Oriental et le Cameroun Occidental,
- mise en place de trois paliers d'orientation en fin de 5e, de 3e et de la classe terminale,
- intensification de l'enseignement de l'Anglais au Cameroun Oriental et du Français au Cameroun Occidental,
- le taux de passage du primaire au secondaire avoisinera 15 % au Camer Oriental, il passera de 7,6 % à 10 % au Cameroun Occidental.

1°/ Lycée de BAFOUSSAM

Ce projet est financé en majeure partie par le FAC (Conventions n° 17/C 65 et 36/C/66)

Coût total	:	350 millions
2ème plan	:	350 millions
66/67	:	150 millions
67/68	:	200 millions

2°/ Lycée de KUMBA

Ce projet est financé en majeure partie par le FAC (conventions n° 17/C 65 et 8/C/66)

Coût total	:	300 millions
2ème plan	:	300 millions
66/67	:	100 millions
67/68	:	100 millions
68/69	:	100 millions

3°/ Collège LIEBERMANN

L'extension de ce collège de Douala est financée par le FAD (convention n° 211/F/CA du 28/1/1964 - projet n° 11.22.211)

Coût total	:	180 millions
2ème plan	:	180 millions
66/67	:	80 millions
67/68	:	100 millions

4°/ Récapitulation :

Coût total	:	830 millions
2ème plan	:	830 millions
66/67	:	330 millions
67/68	:	400 millions
68/69	:	100 millions
69/70	:	-
70/71	:	-

.../

III - ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

- structuration de l'enseignement technique court et de l'enseignement technique long en liaison avec l'enseignement secondaire; tendance au recrutement à la sortie du cycle l'observation, en fin de 5è,

- souplesse dans les programmes qui doivent adapter les préparations à l'évolution de l'offre d'emploi,

- régularisation des flux d'effectifs et amélioration des rendements.

IV - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- construction des bâtiments de l'Université,

- compléter et élargir l'enseignement dispensé dans les trois facultés de Droit, de Lettres et de Sciences par la création de nouveaux certificats en fonction des besoins en cadres supérieurs,

- création d'une Ecole Fédérale Supérieure de Commerce et d'une Ecole Fédérale Supérieure Technique,

- réforme de la capacité en droit,

- développement de l'enseigment bilingue,

- études en vue de la création d'une Faculté de médecine et de pharmaci

- intensification des activités de l'Institut de Promotion Sociale et d Développement Appliquée.

1°/ Université de Yaoundé

Coût total:	731 millions
2ème plan :	731 millions
66/67 :	85 millions
67/68 :	150 millions
68/69 :	175 millions
69/70 :	70 millions
70/71 :	251 millions

2°/ Ecole Fédérale Supérieure de Commerce

Coût total:	200 millions
2ème plan :	200 millions
67/68 :	100 millions
68/69 :	100 millions

3°/ Ecole Fédérale Supérieure Technique

Coût total:	200 millions
2ème plan :	200 millions
67/68 :	100 millions
68/69 :	100 millions

4°/ Récapitulation

Coût total:	1 131 millions
2ème plan :	1 131 millions
66/67 :	85 millions
67/68 :	350 millions
68/69 :	375 millions
69/70 :	70 millions
70/71 :	251 millions

..../

V - FORMATION PROFESSIONNELLE

- augmentation du nombre des établissements de formation professionnelle,

- élargissement de l'éventail des spécialités auxquelles sont préparés les élèves,

- intégration de la formation professionnelle dans le système général d'éducation et accroissement de sa rentabilité,

- l'effort principal portera sur les formations rurale, pédagogique et sanitaire,

1°/ Ecole pratique d'agriculture de BENGUELLA

Coût Total	:	117 millions
2ème plan	:	117 millions
66/67	:	40 millions
67/68	:	77 millions

2°/ Ecole d'agriculture de [illegible]

Coût Total	:	200 millions
2ème plan	:	200 millions
69/70	:	100 millions
70/71	:	100 millions

3°/ Récapitulation

Coût Total	:	317 millions
2ème plan	:	317 millions
66/67	:	40 millions
67/68	:	77 millions
68/69	:	-
69/70	:	100 millions
70/71	:	100 millions

VI - JEUNESSE - SPORTS - [illegible]

L'éducation populaire doit être intensifiée. Appuyée sur l'alphabétisation et l'animation rurale, elle doit ouvrir les esprits, transformer les mentalités et faire participer activement les masses à la réalisation des objectifs du plan.

Le domaine socio-éducatif soutiendra les efforts entrepris dans l'enseignement, la formation professionnelle et l'éducation populaire.

Une attention particulière sera portée à l'encadrement de la Jeunesse.

Tableau n° I Investissements ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Nature des Operations	Coût		Répartition annuelle				
	Coût	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
A/ Opérations financées Construction sur FED de 550 logements et 638 classes au Cameroun Oriental	1 695	948	761	187			
B/ Opérations nouvelles							
a) Cameroun Oriental							
1. Construction classes et logements enseignemnt public	1 371	1 371	61	205	305	390	410
2. Inspections	60	60	7	11	11	13	18
3. Centres éducation rurale	42	42			12	12	18
4. Ecoles privées	409	409	81	82	82	82	82
b) Cameroun Occidental							
1. Construction, amélioration, équipement des classes	450	450	38	69	104	103	136
2. Encadrement	48	48			7	17	24
3. "Government domestic science centers"	20	20				10	10
TOTAL	4 095	3 348	948	554	521	627	698

Tableau II - Investissements Enseignement Secondaire

Nature des opérations	Coûts		Répartition annnelle				
	Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/
A/ Opérations financées							
1.Lycée de Bafoussam(FAC)	350	350	150	200			
2.Lycée de Buéa (FAC)	300	300	100	100	100		
3.Collège Liberman	180	180	80	100			
4.Collège Mazenod	85	85	85				
TOTAL A	915	915	415	400	100		
B/ Opérations nouvelles							
1. Création nouveaux établissements publics	200	200			45	60	
2. Agrandissement, amélioration établissements publics	167	167	5	20	47	75	
3. Etablissements privés: Cameroun Oriental	495	495	50	50	195	100	
4. Etablissements des missions Cameroun Oc.	132	132	15	20	20	47	
TOTAL B	994	994	70	90	307	282	
TOTAL A et B	1 909	1 909	485	490	407	282	

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
A/ Opérations financées	0	0					
B/ Opérations nouvelles							
1. Etablissements nouveaux publics	377	377		80	116	121	60
2. Améliorations ou extensions établissements publics	475	475		142	148	155	30
3. Inspections	23	23				9	14
4. Enseignement privé	425	425	70	65	80	95	115
TOTAL	1 300	1 300	70	287	344	380	219

ANNEXE IV - Investissements ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Nature des Opérations	Coût Total	Coût 2e PTM	Répartition annuelle 66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
A/ Opérations financées -							
Restaurant Universitaire (FAC)	65	65	65				
B/ Opérations nouvelles							
1. Université de Yaoundé	731	731	85	150	175	70	251
2. Ecole Fédérale Supérieure de Commerce	200	200		100	100		
3. Ecole Fédérale Supérieure Technique	200	200		100	100		
4. Ecole Fédérale Supérieure d'Agriculture	50	50			25	25	
5. Faculté de médecine et de pharmacie	100	100	10	10	10	30	40
6. Bureau pédagogique National	45	45	25	20			
7. Etudes et contrôle de la planification	20	20	10	10			
T O T A L	1 411	1 411	195	390	410	125	291

TABLEAU V - Investissements FORMATION PROFESSIONNELLE

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
A/ Opérations financées							
1. Formation rurale -Ecole pratique Agriculture de Bingaella	117	117	40	77			
2. Formation Administ.-Ecole Statistique Yaoundé	61	61	21	40			
Total A	178	178	61	117			
B/ Opérations nouvelles							
1. Formation rurale							
Ecole d'Agriculture de Wum	200	200				100	100
Création de 30 CFR	100	100	20	20	20	20	20
Ecole spécialisée de la Faune Garoua	70	70					70
Ecole d'Economie Familiale rurale de Dschang	65	65			65		
Section Agricole et Coopérative de Bambui	69	69		22	47		
Autres opérations	263	263	20	105	98	15	25
2. Formation pédagogique							
2 Ecoles Normales au Cameroun Oriental	90	90	45	45			
21 classes pédagogiques,4centres Perfec.Oriental	213	213	110	25	51	18	
Cameroun Occidental	271	271	60	81	35	45	50
Institut National des Sports	100	100					100
Autres opérations	25	25	25				
3. Format. Sanitaire et sociale							
Ecole infirmières de Bamenda	74	74	44	30			
Ecole infirmières de Garoua	50	50		20	30		
Autres opérations	31	31	11	20			
4. Formation administrative et commerciale	72	72	26	13	13	20	
5. Formation industrielle	41	41	31			10	
6. Formation diverse	35	35					35
Total B	1 776	1 776	388	381	359	228	400
Total A et B	1 954	1 954	459	498	359	228	400

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	66/67	67 68	68/69	69/70	70/71
A/ Opérations financées	0	0					
B/ Opérations nouvelles							
1. Bureaux et logements Inspecteurs	40	40	8	8	8	8	8
2. Stades	325	325		75	75	155	90
3. Equipement culturel	90	90			60	10	20
4. Education populaire	15	15		15			
Total	470	470	8	28	143	173	118

TABLEAU VII - INVESTISSEMENTS ENSEIGNEMENT ET FORMATION (en millions)

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
A/ Opérations financées							
Primaire	1 695	948	761	187			
Secondaire	915	915	415	400	100		
Supérieur	65	65	65				
Format. professionnelle	178	178	61	117			
Total A	2 853	2 106	1 302	704	100		
B/ Opérations nouvelles							
Primaire	2 400	2 400	187	367	521	627	698
Secondaire	994	994	70	90	307	282	245
Technique	1 300	1 300	70	287	344	380	219
Supérieur	1 346	1 346	130	390	410	125	291
Formation professionnelle	1 776	1 776	398	381	359	238	400
Jeunesse - Sports-EDUCATION POPULAIRE	470	470	8	28	143	173	118
Total B	8 286	8 286	863	1 543	2 084	1 825	1 971
TOTAL A et B	11 139	10 392	2 165	2 247	2 184	1 825	1 971

TABLEAU VIII- REPARTITION REGIONALE DES INVESTISSEMENTS ENSEIGNEMENT ET FORMATION (en millions)

Sous - Secteur	Nord	Est	Centre Sud	Littoral	Ouest	Cameroun Occident.	Non réparti	TOTAL
Primaire	625	302	765	248	490	518	400	3 348
Secondaire	117	35	210	240	365	532	410	1 909
Technique	304	164	192	154	116	330	40	1 300
Supérieur							1 411	1 411
Formation professionnelle	340	98	369	152	205	690	100	1 954
Jeunesse - Sports - Education populaire	21	20	207	156	21	30	15	470
T O T A L	1 407	619	1 743	950	1 197	2 100	2 376	10 392

TABLEAU IX - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ENSEIGNEMENT ET FORMATION (en millions)

Sous - Secteur	Financement public définitif						Financement privé				TOTAL GENERAL
	Ressources locales			Aide extérieure			en monnaie				
	Etat	Communes et S A P	Org. publics et semi pub.	Subventions	Prêts	TOTAL	Fonds privés	Crédit public local	Aide extérieure publique	en travail	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Primaire Oriental	495	267		990		1 752	205			873	2 830
Primaire Occidental	318					318				200	518
Secondaire	245	37		735		1 017	252		640		1 909
Technique	143			732		875	255		170		1 300
Supérieur	340			1 071		1 411					1 411
Formation professionnelle	561			1 261		1 822			127		1 954
Jeunesse - Sports - Education Populaire	125	50		15	280	470					470
T O T A L	2 227	354		4 804	280	7 665	717		937	1 073	10 392

SANTE PUBLIQUE ET AFFAIRES SOCIALES

(TABLEAUX I à VI)

I - SANTE PUBLIQUE

1°/ La situation actuelle :

On compte au Cameroun 1 médecin pour 26 000 habitants, 1 infirmier breveté ou du niveau supérieur pour 4 700 habitants. Si on ne considère que le seul personnel de la Santé Publique les rapports tombent à 1 médecin pour 40 000 habitants, 1 infirmier pour 5 700 habitants.

Une analyse plus détaillée fait apparaître :

- un déséquilibre des affectations du personnel au profit de la médecine curative au détriment de la médecine préventive qui n'emploie que 11 % des médecins et 5,8 % des agents qualifiés de la Santé Publique,
- une trop forte concentration du personnel dans les grandes villes : il y a 49,6 % des médecins et 29 % des agents qualifiés de la Santé Publique à Douala et Yaoundé qui ne comptent que 5,9 % de la population totale du Cameroun,
- une inégale répartition du personnel de la Santé Publique entre les régions : 1 médecin pour 19 608 habitants et 1 agent qualifié pour 3 096 habitants dans le Centre Sud contre 1 médecin pour 83 611 habitants et 1 agent qualifié pour 19 295 habitants dans le Nord.
- une qualification insuffisante du personnel para-médical dont 17,3 % seulement possède la formation requise dans les services de la Santé Publique,
- un fort pourcentage d'expatriés : 66,3 % des médecins, 15,5 % des agents qualifiés,
- une disparité dans l'équipement des différentes régions : 1 lit pour 370 habitants dans le Centre-Sud, 1 lit pour 1 758 habitants dans le Nord.
- un équipement des formations sanitaires souvent insuffisant,
- un fonctionnement des dispensaires ruraux difficile. Ils manquent de personnel qualifié, d'équipement, de médicaments,
- une mauvaise répartition des crédits du budget de la Santé Publique déjà insuffisant ; les dépenses de personnel sont trop élevées, la part laissée à la médecine préventive trop faible, celle qui est affectée aux zones rurales insuffisante.

2°/ Perspectives à long terme :

Couverture sanitaire totale de la population (soins, préventions, éducation) qui se traduira par :

- l'éradication ou un début d'éradication des endémies les plus répandues,
- la réduction des maladies liées à l'eau et au péril fécal,
- l'élévation du niveau général de santé et de l'espérance de vie qui devra atteindre 50 à 55 ans en 1980/81.

Pour atteindre ces objectifs, l'action du Service de Santé suivra les principes suivants :

- mobilisation des populations pour qu'elles participent activement à l'effort d'élévation du niveau sanitaire,
- amélioration du rendement de l'infrastructure sanitaire grâce à un personnel suffisant en nombre et en qualification, un équipement adéquat, un budget assurant un fonctionnement correct,

- priorité à la médecine préventive,
- harmonisation des structures dans les 2 Etats fédérés,
- renforcement de l'infrastructure sanitaire dans les régions sous équipées pour atteindre la densité de 1 dispensaire pour 3 000 à 10 000 habitants suivant les zones en 1980/81 et agrandissement et modernisation des formations hospitalières.

3°/ Objectif 1970/71 (2e Plan)

En fonction de ces orientations générales, on s'attachera durant le 2e Plan :

- à développer en priorité la médecine préventive et de masse. La réalisation de cet objectif sera facilitée par application du décret n° 65/DF/238 du 4 juin 1965 qui prévoit l'intégration de la médecine rurale et de la médecine préventive,
- à former le personnel nouveau et à recycler celui qui est en service (réforme du Centre d'Ayos, création d'écoles d'infirmiers à Bamenda et Garoua),
- à mieux exploiter l'infrastructure sanitaire existante par une utilisation rationnelle du personnel et une amélioration des conditions de fonctionnement. En particulier, la gestion des dispensaires communaux sera prise en main par le Commissariat à la Santé Publique, les communes assureront leur financement sous forme de contribution forfaitaire,
- à étendre l'infrastructure sanitaire en tenant compte des déséquilibres actuels,
- à poursuivre la réorganisation des services et à mettre en place peu à peu des structures identiques sur tout le territoire national,
- à faire participer la population aux efforts déployés par les pouvoirs publics (investissement humain, participation aux frais de fonctionnement, prise de conscience de la nécessité et de la possibilité d'élever le niveau de santé),
- à une augmentation du budget de fonctionnement et une meilleure répartition des crédits.

Si ces objectifs sont réalisés, la Santé Publique devra disposer en 1970/71 de 1 médecin pour 25 000 habitants et de 1 agent qualifié pour 3 659 habitants.

II - AFFAIRES SOCIALES

Objectifs 1970/71 :

- réalisation par étapes d'un régime général de sécurité sociale au Cameroun,
- améliorer le fonctionnement et l'efficacité de l'équipement existant plutôt que créer des équipements nouveaux. En conséquence, il faudra :
  a) former du personnel qualifié (éducateurs, assistants sociaux) à Bétamba,
  b) réorienter l'activité des centres sociaux qui auront pour tâche prioritaire d'assurer au travail des services sanitaires toute l'efficacité possible.

TABLEAU I - REPARTITION ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS "HOPITAUX REGIONAUX" (en millions)

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
1. Opérations financées (programme FED)							
Transformation hôpital GAROUA en hôpital régional	p.m.	72	50	22			
2. Opérations nouvelles							
GAROUA : aménagement hôpital régional	36	36					36
BAFOUSSAM : transformation hôpital en hôpital régional	59	59					59
DOUALA : aménagement hôpital régional	77	77					77
YAOUNDE : aménagement hôpital régional	61	61				20	41
T O T A L	p.m.	305	50	22		20	213

TABLEAU II - RÉPARTITION ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS "HOPITAUX" DU 2ème PLAN
(en millions)

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
1. Opérations financées (programme FED)							
Aménagement de 11 hôpitaux départementaux Construction de 7 hôpitaux départementaux	P.M.	1 641	684	784	173		
2. Opérations nouvelles							
Aménagement de 20 hôpitaux départementaux	224	224	45	6	9	53	101
TOTAL	P.M.	1 865	729	790	182	63	101

TABLEAU III - REPARTITION ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS "MEDECINE PREVENTIVE ET RURALE"

(en millions)

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
I. Opérations financées (programme FED)							
Construction 21 Centres de Santé Développés	P.M.	162	120	42			
2. Opérations nouvelles							
Construction de 14 Centres Départementaux de Médecine Préventive	211	211	33	36	41	68	33
Aménagement de 15 Centres Départementaux de Médecine Préventive							
Construction de 4 PMI	48	48	10			18	20
Construction de 55 Centres de Santé Développés	418	418	30	12	144	143	89
Aménagement de 22 Centres de Santé Développés							
Construction de 54 Centres de Santé Elémentaires	237	237	25	4	56	108	44
Aménagement de 7 Centres de Santé Elémentaires							
Construction 2 logements de médecins	12	12			12		
TOTAL	P.M.	1 088	218	94	253	337	186

Tableau IV - Répartition des investissements par régions administratives

"SANTE ET AFFAIRES SOCIALES" (en millions)

Nature des opérations	Non réparti	Nord	Est	Centre - Sud	Littoral	Ouest	Cameroun Occidental	TOTA
1. Opérations financées (programme FED)								
I-Hôpital régional GAROUA		72						72
II-Hôpitaux départementaux		259		131		556	695	1 641
III-Médecine preventive et rurale		162						162
IV-Pharmacie régionale VICTORIA							67	67
TOTAL programme FED	-	493	-	131	-	556	762	1942
2. Opérations nouvelles								
I-Hôpitaux régionaux		36		61	77	59		233
II-Hôpitaux départementaux		83	29	72	32	8		224
III-Médecine préventive et Rurale		231	156	181	77	132	149	926
IV-Pharmacie Centrale DOUALA	190							190
V-Institu Pasteur	23	25						48
VI-Achat véhicules	200							200
VII-Service d'Education Sanitaire	2							2
VIII- Centres Sociaux		2	5	8	3	8	6	35
TOTAL Opérations nouvelles	415	380	190	322	189	207	155	1 858
TOTAL Secteur Public	415	873	190	453	189	763	917	3 800
Investissements secteur privé	250							250
TOTAL GENERAL	665	873	190	453	189	763	917	4 050

Tableau V - Répartition annuelle des investissements

"SANTE ET AFFAIRES SOCIALES" (en millions)

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	66/67	67/68	68/69	69/70	70/71
1. Opérations financées (programme FED)							
I-Hôpital régional GAROUA		72	50	22			
II-Hôpitaux départementaux		1 641	684	784	173		
III- Médecine préventive et Rurale		162	120	42			
IV- Pharmacie régionale VICTORIA		67	17	40	10		
TOTAL opérations financées	2 271	1 942	871	888	183	-	-
2. Opérations nouvelles							
I- Hôpitaux régionaux	233	233				20	213
II-Hôpitaux départementaux	224	224	45	6	9	63	101
III-Médecine Preventive et Rurale	926	926	98	52	253	337	186
IV-Pharmacie Centrale DOUALA	190	190	60	130			
V- Institut Pasteur	48	48			23	23	2
VI- Achat véhicules	200	200	35	40	40	40	45
VII-Service d'Education Sanitaire	2	2	2				
VIII- Centres Sociaux	35	35				3	32
TOTAL OPERATIONS NOUVELLES	1 858	1 858	240	228	325	486	579
TOTAL OPERATIONS SECTEUR PUBLIC	4 129	3 800	1 111	1 116	508	486	579
Investissements secteur privé	250	250	50	50	50	50	50
TOTAL GENERAL	4 379	4 050	1 161	1 166	558	536	629

Tableau VI - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS - "SANTE ET AFFAIRES SOCIALES" (en millions)

Sous-Secteur	Financement public définitif						Financement privé				
	Ressources locales			Aides extérieures			En monnaie			En travail	
	Etat	Communes et Sup.	Org. Pub. et semi-publics	Subventions	Prêts	TOTAL	Fonds privés				TOTAL Général
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
I-Hôpitaux régionaux	103			202		305					305
II-Hôpitaux départementaux	119			1 746		1 865					1 865
III-Médecine Préventive et rurale	436	200		352		988				100	1 088
IV-Pharmacies d'approvisionnement	190			67		257					257
V-Institut Pasteur	23			25		48					48
VI-Achat de véhicules	200					200					200
VII-Education Sanitaire	2					2					2
VIII-Centres Sociaux	20	15				35					35
Investissements secteur privé							250				250
T O T A L	1 093	215		2 392		3 700	250			100	4 050

This volume is not available yet. The microfiche numbers in the title are reserved for this book. These fiches will be sent to all subscribers as soon as the volume has become available.

- Réseau d'infrastructure routière, ferroviaire, portuaire, permettant déjà la circulaire des biens et des personnes dans des conditions satisfaisantes, à des tarifs, toutefois, susceptibles d'amélioration, et appelé à un développement rapide par suite d'importantes réalisations prévues :
  axes routiers lourds, Transcamerounais, complexe portuaire,
- Main d'oeuvre nombreuse et capable de s'adapter à un rythme de production industriel satisfaisant après une indispensable période de formation appropriée,
- Artisanat urbain déjà développé bien que peu organisé, dont les effectifs et la valeur de la production sont difficiles à appréhender,
- Existence d'un secteur privé dynamique exerçant ses activités dans de multiples branches d'industries,
- Structures administratives existantes pour encourager les entreprises à caractère industriel, par des prises de participation (Société Nationale d'Investissement) et l'octroi de crédits (Banque Camerounaise de Développement).

Certains autres facteurs, par contre, peuvent être considérés comme limitant le développement industriel, la plupart étant communs aux pays encore peu industrialisés :

- Coût élevé des investissements en raison de l'éloignement, de l'infrastructure industrielle locale limitée, des sujétions d'entretien, d'approvisionnement, de formation du personnel,
- Marchés limités offerts aux fabrications locales, d'où dimension insuffisante des usines,
- Taux d'intérêt généralement élevés,
- Ressources minières connues peu abondantes à l'exception de la bauxite.

(...)

3.12.2 - A l'extérieur :

Depuis la création de l'UDEAC, le développement industriel des différents partenaires est conditionné par les mesures prises ou à prendre dans le cadre de l'harmonisation des plans de développement, des tarifs douaniers, des codes d'investissements ainsi que par le réseau de plus en plus complexe d'accords bilatéraux.

Dans le cadre plus large de la région des pays d'Afrique Centrale l'importance des équipements industriels des pays voisins et leurs potentialités sont susceptibles d'être déterminantes pour l'implantation de nouvelles unités importantes.

Les accords bilatéraux et internationaux, les conditions évolutives du marché mondial, soumis parfois au "dumping" pratiqué par certains grands pays industrialisés, orientent en qualité et en quantité les productions locales destinées à l'exportation aussi bien qu'au marché intérieur.

La réalisation même de certaines opérations est conditionnée par les structures de commercialisations existantes, par le marché des capitaux étrangers et par l'aide extérieure disponible.

3.13. - Politique d'industrialisation :

Le développement industriel soumis aux actions interdépendantes des différents facteurs évoqués ci-dessus est générateur de richesses s'il s'inscrit dans le cadre d'une politique d'industrialisation réaliste qui définit les orientations et ses limites.

3.13.1 - Généralités :

Cette politique s'inscrit elle même dans le cadre de l'économie générale c'est-à-dire d'une économie "libérale planifiée" conditionnée par un certain nombre d'options et définissant les orientations générales :

- instauration d'une coopération féconde et dynamique entre le secteur privé et les pouvoirs publics,

(...)

- accueil des capitaux étrangers et encouragement aux investissements privés dans la mesure où ils contribuent au développement de l'économie,
- préférence donnée aux produits de fabrication locale sur ceux importés de qualités et prix comparables,
- orientation des marchés administratifs vers les produits locaux,
- développement harmonieux des régions.

3.13.2. - Production :

- substitution dans la mesure du possible des produits finis importés par des produits fabriqués sur place et de préférence à partir de matières premières locales,
- diversification des productions pour accroître le volume des échanges intérieurs et compléter l'infrastructure industrielle du pays,
- tendre vers l'élaboration de plus en plus poussée des productions locales, pour permettre en particulier une valorisation croissante des produits agricoles,
- préparer par des études appropriées, les possibilités de mise en valeur des richesses naturelles connues, non encore exploitées.

3.13.3. - Promotion sociale :

Le développement industriel doit tendre :

- à assurer du travail au plus grand nombre,
- à permettre l'accès aux postes de maîtrise, de responsabilité technique et générale aux cadres nationaux de plus en plus qualifiés, ayant reçu de préférence une formation technique polyvalente,
- à la promotion des chefs d'entreprises camerounais dont certains pourraient être issus des centres de formation mentionnés à propos de l'Artisanat.

(...)

3.13.4 - Facteurs de production :

Dans le cadre de l'aménagement du Territoire, il est prévu d'harmoniser les réalisations d'infrastructure avec les impératifs du développement industriel en vue d'améliorer la production d'énergie, et les transports, de faciliter l'installation des investisseurs dans les zones industrielles prévues aux plans directeurs des grands centres urbains.

3.13.5. - Structures :

Dans un premier temps, il est prévu d'utiliser les structures existantes. Actuellement la Direction du Plan dépendant du Ministère des Affaires Economiques et du Plan, est chargée de l'instruction des dossiers des projets soumis à l'agrément du Code des Investissements, de l'accueil et de la prospection éventuelle des Investisseurs. Un Comité interministériel présidé par le Ministre des Affaires Economiques et du Plan examine les dossiers qui sont ensuite présentés à la Commission des Investissements chargée de donner un avis sur la demande déposée.

La Société Nationale d'Investissement appelée le plus souvent à prendre une participation minoritaire dans les nouvelles affaires contribue à l'étude des dossiers et participe aux diverses délibérations. Les représentants du secteur privé, et en particulier de la Chambre de Commerce et d'Industrie, sont également associés aux délibérations de la Commission des Investissements.

3.14. - Objectifs et moyens d'industrialisation :

Les objectifs ont été retenus avec un souci de réalisme en tenant compte des ressources locales, du volume et de l'évolution des marchés, du seuil technique des unités prévues, de leur intérêt économique, etc...

Le fait que les opérations retenues seront pour la plus grande partie des investissements privés sur lesquels la puissance publique ne peut avoir qu'une action d'incitation, souligne le caractère in-

(...)

dicatif des objectifs et des hypothèses faites sur la programmation annuelle des investissements par exemple. Elles permettent toutefois de suivre année par année la répartition de la masse globale des investissements à réaliser et de situer dans le temps les opérations nécessaires à la réalisation d'autres qui interviendront à la fin du second ou dans le cours du 3ème Plan.

Les divers critères permettent d'évaluer l'intérêt économique et social des projets ont été pris en considération : la valeur ajoutée, le montant des salaires versés et des effectifs employés, la formation de capital, la rentabilité de capital investi, l'incidence sur les recettes fiscales, l'influence sur le commerce extérieur, etc... Les effets directs et indirects (sur les secteurs amont et aval) appréciés.

Pour l'ensemble du secteur industriel, on s'efforcera de maintenir un équilibre raisonnable entre les industries offrant à moyen terme une rentabilité normale des capitaux investis et celles pour la bonne marche desquelles une aide publique, sous diverses formes, est nécessaire, même au delà de leur période de démarrage.

Dans le cadre des orientations générales définies précédemment un certain nombre de mesures sont envisagées.

- amélioration de l'accueil et de l'information des investisseurs par les services administratifs compétents, en liaison avec les organismes professionnels,
- création de commission spécialisées au sein du Conseil National du Plan, réunissant périodiquement les représentants du secteur public et du secteur privé dans un but de concertation et pour suivre l'exécution du Plan industriel,
- mise en oeuvre de mesures tendant à faciliter l'installation des nouveaux investisseurs, dans le cadre de la politique d'Aménagement du Territoire:

(...)

. études d'aménagement de zones industrielles, notamment à Douala, Yaoundé, Ngaoundéré, Garoua et Victoria,
. réservation ou acquisition des terrains nécessaires pour l'aménagement de ces zones,
. réalisation de premiers aménagements par l'amenée à proximité des zones choisies des réseaux de communication (routes, embranchements ferrés, téléphone), d'eau et d'électricité pour permettre les branchements ultérieurs à la demande des entreprises. Une somme de 500 millions de francs sera réservée à cet usage sur les dotations prévues dans les divers chapitres concernant l'infrastructure et l'urbanisme. Son emploi sera fixé par les soins de la Direction de l'Aménagement du Territoire.

- poursuite d'études concernant l'incitation aux réinvestissements et les mesures (fiscales, crédit, garanties diverses) susceptibles de stimuler les investissements nouveaux.

3.2. - ENERGIE ELECTRIQUE

3.21. - Généralités :

L'électrification des centres urbains secondaires et tertiaires ainsi que la distribution dans les grands centres sont examinées au chapitre "habitat - urbanisme". Le présent chapitre traite essentiellement de la production à partir de réalisations d'intérêt national ou régional et du transport par ligne à haute tension.

L'utilisation croissante de l'énergie électrique par les usagers domestiques est un élément de progrès social, sa fourniture à bas prix et en quantité suffisante aux usagers industriels est un facteur déterminant pour permettre et stimuler le développement industriel du pays.

Pour répondre à ces exigences, quatre problèmes sont à résoudre en priorité :

- Au Cameroun Oriental :
  - . faire face à la rapide progression des consommations à DOUALA et YAOUNDE (pour la période 1959 à 1964, doublement en 6 ans pour DOUALA, en 5 ans pour YAOUNDE) et assurer en même temps une alimentation satisfaisante de l'usine d'Alucam à Edéa en période d'étiage.
  - . augmenter les moyens de production dans la Région Ouest,
  - . étudier la possibilité d'aménagement de sites pour l'alimentation du Nord dans des conditions plus favorables qu'actuellement.
- Au Cameroun Occidental :
  - . augmenter les moyens de production de la Région Sud.

Pour être réalisée, à long terme, de façon satisfaisante et utiliser au mieux les importantes ressources hydrauliques du pays, l'électrification de la Fédération fait l'objet, depuis 1964, d'une étude économique générale avec prospection des sites susceptibles d'aménagement hydroélectrique sur l'ensemble du territoire fédéral. Les conclusions définitives seront présentées en 1967.

(...)

Toutefois, l'état d'avancement de l'étude a permis de dégager dès maintenant les lignes directrices des actions à mener dans le cadre du présent plan.

3.22. - Cameroun Oriental :

Depuis 1964, la Société d'Economie Mixte à majorité publique "Electricité du Cameroun (E.D.C)" est chargée de l'exploitation de l'ensemble des centrales hydroélectriques et diesel du pays ainsi que de la distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire (sauf villes électrifiées par des Régies). Par ailleurs, la centrale hydroélectrique d'Edéa est exploitée par la Société d'Economie Mixte à participation minoritaire de l'Etat "Energie Electrique du Cameroun (ENELCAM)". Elle fournit le courant à E.D.C. pour les villes de Douala et Edéa et alimente les installations d'Alucam à Edéa.

3.221. - Ensemble DOUALA-EDEA-YAOUNDE :

Les installations existantes se composent de :

- la centrale hydroélectrique d'Edéa II (9 groupes) 189 700 KVA,
- la centrale Diesel de Douala Bassa qui n'est plus utilisée que pendant les étiages, en secours ou pour des essais 6 750 KVA,
- la centrale Diesel de Koumassi à Douala (désaffectée) 520 KVA,
- la centrale Diesel de Yaoundé 10 488 KVA.

Une convention prévoit une puissance garantie par la Centrale d'Edéa au secteur public de 20 000 KW, le reste (105 000 KW) étant utilisé par Alucam.

En 1964/65 la consommation de Douala-Edéa a été de 54 millions de KWh pour une puissance de pointe au départ d'Edéa de 11 700 KW seulement pour 20 000 disponibles, la différance ayant ainsi pu être mise à la disposition d'Alucam. Pour Yaoundé, la consommation a été de 14 millions de KWh, la puissance de pointe de 3 600 KW.

Les estimations actuelles prévoient que, pour l'ensemble Douala-Edéa-Yaoundé au cours de la période 1964/65 à 1980 :

(...)

- la consommation passera de 68 millions de KWh à 423,
- la puissance appelée de 15 300 KW à 90 000.

Il faut donc trouver environ 70 à 80 000 KW par des aménagements à recherche.

Dans un premier temps, seront réalisées :

- La construction d'un barrage réservoir d'environ 1,8 milliard de m3 à Mbakaou, en amont des chutes du Djerem (affluent de la Sanaga), en vue de régulariser le cours de la Sanaga et d'assurer à Edéa une puissance moyenne de 125 000 KW, avec des étiages correspondants à ceux des 20 dernières années. La production pourra ainsi être accrue de 50 millions de KWh pendant l'étiage.
- L'installation de 2 groupes supplémentaires de chacun 20 000 KW à Edéa,
- La construction d'une ligne de transport de 90 KW, longue de 180 km reliant Edéa à Yaoundé. La centrale de Yaoundé restant toutefois en activité dans son état actuel, par sécurité.

Durant la même période, les études seront poursuivies pour permettre l'aménagement hydroélectrique d'un site pouvant fournir de 4 à 500 millions de KWh pour une puissance de 60 à 80 000 KW, avec interconnexion sur les lignes H.T. existantes.

Les possibilités nombreuses dans les régions du Centre Sud et du Littoral feront l'objet d'études comparatives :

YABASSI sur le Nkam ..... 44 000 KW, 310 millions KWh
MPOUME sur le Nyong près Makak..75 000 KW, 530 -"-
NJOCK sur le Nyong près Eséka...60 000 KW, 430 -"-
NACHTIGAL amont ou aval des chutes sur la Sanaga.
SONGLOULOU sur la Sanaga (90 km en amont d'Edéa) 120 000 KW.

(...)

Les prix moyens pratiqués en 1964/65 ont été les suivants : Douala-Edéa 11,76 F/KWh ; Yaoundé 23 F/KWh. En plus de leur objectif quantitatif, les diverses opérations projetées visent à réduire le coût de l'énergie, en permettant toutefois aux Sociétés de prendre partiellement en charge les investissements à réaliser.

3.222. - Région Ouest :

Le développement démographique et économique de cette région fait prévoir la nécessité d'aménager un site d'une puissance de 5.000 KW pour alimenter les différents centres urbains du Pays Bamiléké.

Les divers sites prospectés seront étudiés pour permettre le début des travaux d'aménagement de l'un d'entre eux dans le courant du présent Plan. Il s'agit :

- des chutes du Choumi (entre Bafoussam et Dschang) qui permettraient la régularisation du cours d'eau et l'utilisation des chutes de la Metchie situées en aval,
- des chutes de Foumbot sur le Noun (conditions géologiques défavorables).

La réalisation du barrage réservoir de Bamendjin (environ 1 milliard de m3) dans la haute vallée du Noun est également à étudier mais dans le cadre plus vaste d'une opération de mise en valeur agricole de la Région.

3.223. - Région Nord :

Dans les prochaines années, les centres urbains, éloignés les uns des autres, continueront à être alimentés par les centrales DIESEL, dont les capacités viennent d'être augmentées. En raison de la position géographique de ces centres, le carburant est onéreux et le prix du courant électrique élevé : 30 F/KWh en moyenne à Maroua en 1964/65. Cet état de fait constitue un frein au développement économique de la région. C'est pourquoi il a été retenu de reprendre et de poursuivre les études concernant l'aménagement du site de Lagdo sur la Bénoué.

(...)

Par ailleurs, l'aménagement éventuel des chutes Gouthiot, en territoire Tchadien, constitue un des aspects de l'étude général menée actuellement à propos de l'aménagement de la vallée du Logone. Les différents problèmes soulevés par l'alimentation d'une partie du Nord-Cameroun à partir de ce site seront examinés en fonction des premières conclusions de l'étude en cours.

3.23.- Cameroun Occidental :

La production et la distribution d'énergié électrique sont assurées par la Société d'Etat "West Cameroon Electricity Corporation (W.C.E.C.) qui est équipée de :

- une centrale thermique à Bota : 750 KW ;
- trois centrales hydroélectriques, NJOKE-BUEA (1.500 KW) MALALE (720 KW), LUERMANN FALL (300 KW),

interconnextées par un réseau de transport 33 KW de 80 km. En période d'étiage, les puissances de pointe sont réduites respectivement à 750, 200 et 0 KW. En outre la C.D.C. possède quelques installations lui permettant de subvenir partiellement à ses propres besoins.

La production totale de la W.C.E.C. a été de 9 millions de KWh en 1964/65, au prix moyen de 17,28 F/Kwh vendu. Les besoins pour 1980 sont estimés à 30 millions de KWh.

Il est apparu que le problème de l'augmentation des moyens de production se posait avec acuité. Aussi, a-t-il été retenu que les études concernant l'aménagement hydroélectrique d'un site (environ 5.000 kw) dans le Sud, pour l'alimentation en particulier des villes de Buéa, Victoria, Tiko, seraient poussées activement pour permettre le début des travaux dans le courant du second Plan.

Un site sur la rivière OMBE, au sud de Buéa a déjà fait l'objet d'une étude préliminaire et pourrait assurer une puissance de 7.000 KW avec trois groupes. Mais il se peut que les rivières de la région d'Idenau offrent des sites dont l'aménagement serait économiquement plus intéressant, malgré leur éloignement relatif (50 km) des centres de consommation.

(...)

Ils présenteraient en outre l'intérêt de pouvoir être aménagés en deux étapes :

SANJE (environ 3 000 KW),

SANJE + MESSIGLILI (environ 5 000 KW).

A plus long terme, l'électrification des autres régions sera étudiée :

- Pour la région Nord de Bamenda, Wum, Kumba, Nkambé, 2 sites ont déjà été prospectés (chutes d'Atonfe sur le Metchoum), comme dans la région de Mamfé, le site des gorges de Mamfé sur la Cross River.

- Dans la région de Kumba les trois sites de la Rivière Ouve, du haut Mungo, de Baï sur la MEME, nécessiteront d'être étudiés en vue de leur aménagement éventuel.

3.24. - Investissements :

Les investissements correspondants à ces réalisations se répartiraient comme suit au cours des 5 prochaines années :

Tableau n°

Investissements 1966/67 - 1970/71

(millions de F. CFA)

Nature de l'Opération	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2ème Plan	I	II	III	IV	V
Régularisation SANAGA-MBAKOUA) Equipement Ligne Edéa-Yaoundé) Etudes	4650	4650		700	1300	1300	1300
Aménagement site Centre Sud et Littoral	80	80	30	50			
Etude chutes Sougloulou	100	100			30	30	40
Développement moyens production Région Ouest		600		30		150	420
Avant projet Lagdo (Nord)	50	50				50	
Développement moyens production Sud du Cameroun Occidental		800	40		60	300	400
TOTAL		6280	70	780	1390	1830	2210

3.3 - MINES

RECHERCHES MINIERES ET PETROLIERES

-:-:-:-:-

3.31. - Généralités

La part de l'industrie extractive dans l'économie du Cameroun est pratiquement négligeable (cassitérite, or). L'exploitation du disthène, dans les prochaines années, pourrait augmenter sensiblement son importance.

A l'occasion du levé de la carte géographique au 1/500 000 ème, actuellement terminée, de la prospection générale qui l'accompagne et de recherches particulières, de nombreux indices, mais sans intérêt économique, ont été découverts,: rutile, cuivre à TIFFEL, uranium près de Poli, plomb, zinc, cuivre, argent, borytine dans la Région de Mamfé.

Par contre d'importants gisements sont bien connus mais des difficultés d'ordre technique ou économique n'ont pas encore permis d'entreprendre leur exploitation. Ce sont le Fer de Kribi et la Bauxite de Minim Martap.

Au cours des prochaines années, un effort important sera poursuivi dans le domaine de la prospection et de la recherche tant minières que pétrolières en vue de compléter et de préciser les connaissances acquises dans chacun des deux Etats fédérés.

3.32. - Extraction et possibilité :

3.32.1. - CASSITERITE :

Du gisement de Mayo Darlo, dans l'Adamaoua, découvert de 1933 à 1936, 5.500 Tonnes ont déjà été extraites. Les exportations annuelles, 45 T. en 1963/64, restent sensiblement constantes. Aucune réserve nouvelle n'ayant été découverte depuis l'origine, il est peu problable de voir augmenter la production. Toutefois la Société privée qui se charge de l'extraction compte réaliser certaines installations nouvelles pour l améliorer les conditions d'exploitation.

3.32.2. - OR :

Dans la Région Est, le ramassage de l'Or alluvionnaire se poursuit depuis 1936 et a porté depuis lors sur environ 10 T. En raison des difficultés croissantes

(...)

de ramassage, la production a tendance à diminuer, elle a été en 1964, de 27 kgs.

Devant l'intérêt que présenterait pour cette région du pays, une exploitation plus rationnelle et à une échelle plus importante, il est prévu d'entreprendre la prospection et la recherche des gîtes primaires dans la zone présumée la plus riche soit entre les parallèles de Batouri et de Meiganga. Dans une première phase, la Direction des Mines a entrepris des recherches dans la région de Bétaré-Oya, dont les résultats conditionneront la suite à donner au programme de recherches ultérieures.

3.32.3. - DISTHENE :

Un gisement de ce silicate d'alumine entrant dans la fabrication des produits refractaires est connu le long de la rivière NYIBA à 15 km à l'Est d'Edéa. L'importance des réserves (environ 100 000 T) et les caractéristiques du minerai permettent de le considérer comme exploitable. Par ailleurs, d'autres indices ont été reconnus dans la Région de NANGA EBOKO à proximité du premier tronçon du Transcamerounais et dans la Région d'OTELE.

Dès que les conditions d'exploitation et de commercialisation actuellement à l'étude seront précisées, il sera procédé à l'évaluation des réserves en vue d'une exploitation éventuelle que les prévisions actuelles estiment devoir être de 15.000 Tonnes/an.

3.32.4. - FER :

Les réserves du gisement "des MAMELLES" au Sud de Kribi sont évaluées à environ 150 millions de tonnes. La teneur en fer relativement faible du minerai (35 à 40 %) nécessite son enrichissement, opération coûteuse qui ne permet pas d'envisager l'exploitation du gisement dans un proche avenir.

3.32.5. - BAUXITE :

Les deux gisements connus se situent :

- l'une à FONGO-TONGO (Région de Dschang-Bafoussam), d'environ 40 millions de tonnes, d'un minerai à 45 % d'alumine et 2 % de silice,
- l'autre à Minim-Martap dans l'Adamaoua. Les réserves cubées sont supérieures au Milliard de tonnes d'une bauxite à 43 % d'alumine et 3,4 % de silice, avec une hauteur minéralisée de 8 à 9 mètres. Les problèmes relatifs

(...)

à une éventuelle mise en valeur de cette importante richesse potentielle pour le pays seront traités dans le chapitre consacré spécialement à l'aluminium.

3.32.6. - DIAMANT :

Quelques traces ayant été découvertes du côté de Boubara (Nord-Est de Batouri) des prospections sont poursuivies par des Sociétés privées étrangères dans cette Région.

3.33. - Recherches Minières :

Les diverses opérations suivantes ont été retenues.

3.33.1. - Roches Basiques :

Reconnaissance générale et étude des massifs de roches basiques, en premier lieu dans la Région d'Ebolowa et de Sangmélima. Cette étude s'accompagnera d'une prospection géochimique des latérites recouvrant les roches basiques et de la recherche des gisements exploitables de métaux liés à ces roches (cobalt, cuivre, chrome, nickel, platine, vanadium...).

3.33.2. - Carbonatite :

Recherches d'amas de carbonatite, sur l'axe volcanique du Cameroun et en premier lieu dans la région de Garoua, avec l'espoir de trouver du pyrochlore (minerai de niobium) ainsi que les autres minerais de terres rares, de thorium, de strontium.

3.33.3. - Calcaires :

Quelques prospections ont déjà été effectuées de 1950 à 1955.

Mais les projets d'implantation de cimenterie à Douala et d'autres industries utilisatrices de calcaire rendent urgente la reprise de l'étude des gisements de calcaire pour conclure une fois pour toutes à leur intérêt économique ou épuiser le sujet au cas où aucun gisement intéressant ne serait reconnu.

Il paraît souhaitable de procéder par étapes. La première phase ne serait qu'une étude de surface demandant peu de moyens. Ce travail devrait toutefois nécessairement conclure d'une manière définitive si les calcaires de la Région de Douala

(...)

sont sans intérêt ou s'il est souhaitable de poursuivre des études dont le programme serait alors fixé.

3.33.4. - Substances utiles non métalliques :

La réalisation de divers projets industriels (cimenterie, céramique...), est conditionnée par les approvisionnements en matière premières telles que les argiles, les produits feldspathiques susceptibles d'être utilisés comme fondants, les pouzzolanes pour ciments et bétons légers. Il est donc nécessaire d'entreprendre des recherches concernant ces substances, en priorité au voisinage des zones à forte population : Région de Yaoundé, axe Douala-Yaoundé - Nanga Eboko, pays Bamiléké, Nkongsamba, Région de Garoua - Maroua.

3.33.5. - Sables de verrerie :

La réalisation d'une verrerie étant envisagée à Douala, la recherche de sables vitrifiables est en cours dans une zone définie par des levés géologiques antérieurs, au voisinage de l'axe Douala-Edéa. Dans l'état actuel des travaux, une issue favorable pour ces recherches apparait comme probable.

3.33.6. - Carte magnétique - mesures gravimétriques - Anomalies :

Il est prévu l'établissement d'une carte magnétique à mailles 80 km sur l'ensemble du Territoire Fédéral ainsi que des mesures gravimétriques sur toutes et pistes tous les 4 km. Par ailleurs, l'étude des anomalies magnétiques sur le Mont Cameroun est en cours.

3.33.7. - Plan minéral :

Il s'agit en premier lieu, de dresser un bilan de toutes les connaissances acquises dans le pays sur les substances minérales et des conditions actuelles de recherches et d'exploitation. Un programme de recherches et d'action à mener en vue de parvenir à l'exploitation de certaines minéraies sera établi en fonction du marché mondial et de son évolution.

3.33.8. - Prospection géophysique aéroportée :

L'intérêt de cette opération prévoyant la couverture de l'ensemble du Territoire par des vols continus tous les 2 km et suivie du contrôle des anomalies au sol, a été souligné. Elle permettrait en effet de délimiter rapidement les zones d'inté-

(...)

rêt et de fixer les programmes à entreprendre dans les régions mal connues. Toutefois son coût élevé (465 millions de F. CFA) et l'incertitude qui règne actuellement sur la possibilité d'en assurer le financement n'ont pas permis de la faire figurer parmi les recherches minières chiffrées pour le second Plan. Elle n'en reste pas moins une des opérations prioritaires dont les services compétents s'attacheront à hâter la réalisation.

3.33.9. - Recherches hydrogéologiques et sources thermales :

Ces recherches, l'inventaire et l'étude des propriétés des sources thermales dans l'Adamaoua et les zones volcaniques sont évoquées au chapitre des "Etudes générales".

3.34. - Recherches pétrolières - Gaz naturel :

Une première campagne de recherches a été menée avant 1960 sur le permis terrestre de Douala (9.000 km2). Les découvertes se limitent à deux gisements de gaz naturel à proximité de Douala, à BOMONO (30 millions de m3) et à LOGBABA (400 millions de m3) ainsi qu'à des indices de pétrole brut à SOUELLABA à l'embouchure du Wouri.

Le gaz de Logbaba offre diverses possibilités d'utilisation. Dans l'attente que soient définies les conditions de son exploitation rationnelle, les forages ont été rebouchés, une réserve d'énergie se trouve ainsi constituée à 10 km de Douala.

Depuis 1964 les recherches ont repris et sont effectuées par trois sociétés pétrolières sur 5 permis qui leur ont été concédés.

- le permis de la Sanaga, sur 2990 km2, prolongement offshore du permis terrestre de Douala,
- le permis de Rio Del Rey entre la frontière nigérienne et le massif du Mont Cameroun, sur 2 650 km2 dont 1 880 off shore.
- un permis off shore sur 3 750 km2, au large des zones off shore précédentes,
- un permis terrestre de 5 000 km2 sur les territoires des deux Etats fédérés,
- le permis terrestre de Douala renouvelé.

(...)

Les sondages sur les permis off shore sont en cours, il n'est pas encore possible de prévoir à quels résultats aboutiront les recherches, bien que les découvertes effectuées dans les pays voisins du Cameroun justifient certains espoirs.

3.35. - Investissements :

Les investissements correspondants aux diverses opérations retenues figurent au tableau ci-dessous. Les investissements relatifs aux recherches pétrolières y figurent sont les investissements minima à réaliser par les sociétés, fixés par une convention intervenue entre le Gouvernement et les dites sociétés.

Une somme de 40 millions de francs a été retenue pour des recherches non encore définies parce qu'elles sont subordonnées aux résultats d'opérations en cours.

(...)

Tableau n° 3.35
Investissements 1966/67 - 1970/71
(en millions de F. CFA)

Nature de l'Opération	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2èPlan	I	II	III	IV	V
Cassiterite		80	30	30	20		
Or	275	242		62	60	60	60
Disthène	30	30	30				
RECHERCHES :							
Roches basiques	50	50	50				
Carbonatite	20	20			20		
Calcaires	5	5		5			
Substances utiles non métalliques	29	29			29		
Sables de verrerie	8						
Carte magnétique - mesures gravimétriques - Anomalies	16	15		15			
Plan Minéral	8	8			8		
Diverses non définies	40	40	40				
Recherches pétrolières	1895	1518	474	474	332	238	
TOTAL		2037	624	586	469	298	60
RENOUVELLEMENT		25	5	5	5	5	5
TOTAL INVESTISSEMENTS BRUTS		2062	629	591	474	303	65

3.4. - INDUSTRIES AGRICOLES

3.41. - Généralités

Le traitement de certains produits agricoles est nécessaire pour parvenir au stade de leur commercialisation. Si cette opération est effectuée à l'échelle industrielle il a été convenu de la considérer comme une activité relevant du secteur "INDUSTRIES AGRICOLES".

Les objectifs à moyen et long terme concernant la production rurale ont été retenus en fonction :

- des possibilités de diversification des cultures comme de l'extension et de l'amélioration de certaines d'entre elles,

- des possibilités de substitution de produits locaux aux biens de consommation actuellement importés,

- du souci de transformer au maximum, sur place, la production locale,

- de l'évolution des prix et marchés intérieurs régionaux et mondiaux,

- de l'écoulement possible de certains produits sur de nouveaux marchés si les sections nécessaires dans le domaine de la commercialisation sont menées à bien pour affronter la concurrence internationale.

Les installations industrielles à prévoir, dans ce domaine au cours des prochaines années sont donc essentiellement conditionnées par ces objectifs. Elles sont complémentaires des équipements existants, sous forme d'extensions ou de créations, pour les produits déjà obtenus localement (cafés, huile de palme, thé coton, latex, riz, cacao, quinquina). Elles s'inscrivent dans le cadre de complexes agro-industriels à créer pour les produits de substitution (sucre, concentré de tomates) et ceux destinés principalement à l'exportation (tranches et jus d'ananas...).

En outre des études ont été retenues qui pourraient aboutir à la valorisation de certains produits locaux (vins de palme, alcools, farines...).

(...)

Tableau n° 3.42. - Objectifs de production "Industries Agricoles".

Nature de la Production Nature of production				1963/1964			
				Production		Import	Export
				Quantité Quantity	VI	VI	V2
Robusta		Metric					
Café Robusta	Tonnes	Robusta Coffee	Tons	38 000	4 370	-	4 968
Café Arabica	"	Arabica Coffee	"	14 300	2 402	-	2 593
Huile de palme	"	Palm oil	"	14 040	646	-	561
Palmistes	"	Palm kernels	"	5 020	100	-	151
Thé	"	Tea	"	330	59	2	76
Coton fibre	"	Fibre cotton	"	16 500	1 766	-	2 181
Graines de coton	"	Cotton seeds	"	27 350	137	-	36
Caoutchouc crèpe	"	Rubber crepe	"	9 130	1 041	-	1 057
Riz décortiqué	"	Husked rice	"	3 000	114	194	1
Cacao - Beurre	"	Cocoa for butter	"	5 380	1 582	-	1 609
Cacao masse	"	Cocoa paste	"	6 000	120	-	144
Quinquina	"	Cinchona	"	-	-	-	-
Sucre	"	Sugar	"	-	-	604	-
Concentré tomates	"	Tomato concentrate	"	-	-	147	-
Ananas tranches	"	Pineapple - slices	"	-	-	4	-
" jus	"	" juice		-	-	5	-
TOTAUX					12 337	956	13 377

VI : prix sortie usine ou magasin importeur avant marge de gros en millions de Frs CFA

VII : prix F.O.B. en millions de Frs CFA.

(... suite...)

1970/71			
Production		Import	Export
Quantité Quantity	VI	VI	V2
64 000	7 616	-	8 673
20 000	3 800	-	4 161
29 000	1 189	-	765
7 350	176	-	250
980	186	-	233
28 600	3 060	-	3 589
45 000	225	-	135
17 000	1 938	-	1 949
12 000	456	-	5
10 000	3 200	-	3 244
12 000	250	-	277
-	-	-	-
16 000	880	-	-
1 200	270	22	104
1 700	136	-	144
1 300	78	-	81
	23 460	22	23 610

(...)

3.43. - Développement des Industries Agricoles Existantes :
Situation 1963/64 - Objectifs 1970/71.

3.43.1. - Café robusta.

Les diverses opérations de décorticage, séchage, calibrage, triage, polissage sont actuellement réalisées soit dans les plantations elles-mêmes, soit en usine. La capacité des équipements existants est plus que suffisante pour traiter la production actuelle. Dans le Mungo en particulier une quinzaine d'installations ne sont utilisées environ qu'au tiers de leur capacité (1.500 Tonnes/an).

Il a été demandé au secteur des industries agricoles de prévoir des équipements capables de traiter la totalité de la production 1970/71 se montant à 64 000 Tonnes par l'entrée en production des récentes plantations, compte tenu de l'économie favorable à cette culture des régions Est et Ouest, de la possibilité d'augmentation de rendements à l'hectare mais aussi de l'évolution du marché mondial. Il est en outre prévu 2.000 Tonnes environ pour la fabrication de café soluble. En même temps ces équipements devront pouvoir assurer l'amélioration recherchée des qualités et tendre à utiliser le procédé par voie humide plus que celui par voie sèche pour lequel sont prévues les installations existantes.

En raison de la répartition régionale des opérations agricoles projetées, il est prévu :

1 Unité de 1.800 T/an dans la Région Est
1 Unité de 2.500 T/an dans la Région Ouest
1 Unité de 2.500 T/an au Cameroun Occidental.

L'exécution des plantations prévues pour leur exploitation en culture pure doit démarrer sur une large échelle dès 1968/69 pour porter la production de 1.980 à 105.000 Tonnes. Suivant les résultats obtenus des nouvelles installations industrielles seront à réaliser au cours du 3ème Plan.

3.43.2. - Café arabica.

En 1963/64, plus de la moitié de la production a été traitée et commercialisée par l'Union des Coopératives du Café Arabica de l'Ouest, (U.C.C.A.O.) soit 7.900 tonnes sur un total de 14.300 Tonnes.

(...)

Les perspectives du marché sont assez sombres mais les résultats satisfaisants obtenus dans ce secteur par les coopératives comme les possibilités d'augmenter les rendements, d'améliorer encore la qualité de ce produit camerounais déjà très apprécié des acheteurs, ont conduit à prévoir pour 1970/71 des installations capables de traiter 20.000 T/an dont 14.000 au Cameroun Oriental et 6.000 au Cameroun Occidental. Par ailleurs une part plus importante serait transformée sur place (1.000 Tonnes) pour obtenir du café torréfié et moulu.

Les installations de l'U.C.C.A.O. et des autres producteurs sont réparties au Cameroun Occidental et dans la région Ouest à Dschang, Mbouda, Foumban, etc..., et à Bafoussam où viennent d'être mis en place d'importants équipements électroniques pour parfaire les opérations de triage et de calibrage.

Dans le cadre du présent Plan, 2 unités de 2.500 T/an chacune, sont prévues dans la Région Ouest et 3 de 2.500 T/an au Cameroun Occidental.

3.43.3. - <u>Huile de palme - Palmistes.</u>

En 1963/64, environ 30 % de la production locale provient du traitement industriel des régimes (14.040 tonnes d'huile), le reste étant du domaine de la production familiale et artisanale.

Les installations existantes sont les suivantes :

(...)

	1963/64			1970/71		
	Equipement	Capacité de traitement en T. de régimes		Equipement	Capacité de traitement en T. de régimes	
		T/H	T/an		T/H	T/an
Cameroun Occidental						
C.D.C.						
IDENAO	4 presses hydrauliques stork de 3T/H	12	36 000	d° 63/64	12	36 000
BOTA	4 " d°	12	48 000	d° 63/64	12	48 000
MPUNDU	1 presse hydrauliques de 3 T/H	3	12 000	d° 63/64	3	12 000
PAMOL						
NDIAN	4 presses hydrauliques	10	30 000	Presses continues Colin	24	72 000
	8 presses à main stork	5	15 000	"	18	54 000
Cameroun Oriental						
ETAT						
DIBOMBARI	3 presses hydrauliques stork de 3T/H	9	30 000	d° 63/64	9	30 000
EDEA	3 presses hydrauliques stork de 3T/H	9	30 000	d° 63/64	9	30 000
TOTAL FEDERATION			201 000			282 000

Le taux d'extraction moyen (T. de régimes/ T d'huile) pour ces diverses huileries est en 1963/64 de 15 %.

(...)

Dans le cadre du Plan Palmier exposé à propos de la production rurale, les investissements retenus pour le 2ème Plan concernent :

• pour la C.D.C. : - Matériel de stockage et de transport de l'huile (barge), ainsi que divers aménagements dans les huileries d'IDENAU et BOTA.

- Construction de la nouvelle huilerie de LIKOMBA qui doit fonctionner à partir de 1971.

• pour la Société PAMOL :

- à NDIAN, la capacité sera portée à 24 T. de régimes/heure par utilisation de presses continues COLIN.

- à LOBE, la nouvelle usine d'une capacité de 10 T/h est prête à fonctionner.

• Au Cameroun Oriental

- à DIBOMBARI, l'usine a été mise "sous coton" en 1965 pour éviter la détérioration du matériel en attendant sa réutilisation.

- à EDEA, p.m.

Les régimes traités en 1970/71 provenant de plantations plus jeunes et séléctionnées, le rendement moyen d'extraction huile/régimes passera de 15 à 19,3 %. A plus long terme, le programme complet d'aménagement des huileries prévoit :

• pour la C.D.C. - La fermeture en 1971 de l'huilerie de MPUNDU mal située et dont le matériel pourra servir de rechange pour les autres huileries de même type.

- L'ouverture en 1971 de l'huilerie de LIKOMBA de capacité initiale de 30.000 T. régimes/an portée en 1975 à 60.000 T/an.

- L'ouverture de 2 huileries dont 1 à EKONA en 1973 en remplacement de celle de MPUNDU de capacité initiale de 24.000 T/an portée à 48.000 T/an

• pour la Société PAMOL, l'usine de NDIAN sera équipée en 1979 pour traiter 75.000 T/de régimes par an,

• au Cameroun Oriental, en plus de l'usine d'EDEA qui continuera à fonctionner dans son état actuel mais dont la production augmentera en raison du taux d'extraction plus élevé, une autre unité sera mise en activité au cours du 3ème Plan, à proximité des nouveaux périmètres de production.

(...)

Il est également prévu de créer des plantations villageoises pour alimenter les zones ne pouvant être desservies économiquement à partir des complexes agro-industriels. Dans ces zones la mise en place d'usines coopératives, de taille appropriée, est à envisager pour le courant du 3ème Plan quand les dites plantations entreront en production. Ainsi la consommation locale s'orientera d'une huile fabriquée dans de mauvaises conditions donc de qualité douteuse et finalement coûteuse, vers une huile fabriquée industriellement dans des conditions plus satisfaisantes de prix et de qualité.

3.43.3. - THE.

La production actuelle est assurée par les plantations et les installations industrielles du Cameroun Occidental : CDC à TOLE (344 hectares) et "Estates and Agency" à NDU (400 ha).

A TOLE, l'entrée en production des récentes plantations nécessitera avant 1970 l'agrandissement des bâtiments industriels et des équipements supplémentaires.

A NDU, les installations sont suffisantes pour les prochaines années.

Pour traiter la production des nouvelles plantations projetées en 1967, il est prévu de construire en 1970 une usine à TOMBEL (C.D.C. au Cameroun Occidental). Les investissements retenus (71 millions de Frs CFA) comprennent les véhicules, les engins et la construction de logements pour le personnel.

En outre la réalisation d'une usine est prévue à ESSOSSONG (C.D.C. au Cameroun Occidental) en 1975. Pendant la durée du 2ème Plan certains investissements (véhicules, routes, logements) ont été retenus comme préliminaires à cette réalisation.

Au Cameroun Oriental, les plantations de Dschang ne sont plus exploitées. Les premières plantations nouvelles sont prévues pour 1969, qui nécessiteront des installations industrielles pour 1973/74.

Parallèlement à cette augmentation des moyens de production et au maintenu de la qualité de ce produit déjà très apprécié, un effort sera fait en vue d'améliorer sa commercialisation tant pour assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur que pour permettre des exportations plus importantes.

(...)

Il est également prévu de créer des plantations villageoises pour alimenter les zones ne pouvant être desservies économiquement à partir des complexes agro-industriels. Dans ces zones la mise en place d'usines coopératives, de taille appropriée, est à envisager pour le courant du 3ème Plan quand les dites plantations entreront en production. Ainsi la consommation locale s'orientera d'une huile fabriquée dans de mauvaises conditions donc de qualité douteuse et finalement coûteuse, vers une huile fabriquée industriellement dans des conditions plus satisfaisantes de prix et de qualité.

3.43.3. - THE.

La production actuelle est assurée par les plantations et les installations industrielles du Cameroun Occidental : CDC à TOLE (344 hectares) et "Estates and Agency" à NDU (400 ha).

A TOLE, l'entrée en production des récentes plantations nécessitera avant 1970 l'agrandissement des bâtiments industriels et des équipements supplémentaires.

A NDU, les installations sont suffisantes pour les prochaines années.

Pour traiter la production des nouvelles plantations projetées en 1967, il est prévu de construire en 1970 une usine à TOMBEL (C.D.C. au Cameroun Occidental). Les investissements retenus (71 millions de Frs CFA) comprennent les véhicules, les engins et la construction de logements pour le personnel.

En outre la réalisation d'une usine est prévue à ESSOSSONG (C.D.C. au Cameroun Occidental) en 1975. Pendant la durée du 2ème Plan certains investissements (véhicules, routes, logements) ont été retenus comme préliminaires à cette réalisation.

Au Cameroun Oriental, les plantations de Dschang ne sont plus exploitées. Les premières plantations nouvelles sont prévues pour 1969, qui nécessiteront des installations industrielles pour 1973/74.

Parallèlement à cette augmentation des moyens de production et au maintenu de la qualité de ce produit déjà très apprécié, un effort sera fait en vue d'améliorer sa commercialisation tant pour assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur que pour permettre des exportations plus importantes.

(...)

3.43.5. - COTON.

Par le fait du perfectionnement des variétés cultivées et des méthodes culturales, la production de coton graine croit rapidement. Elle passera de 45 580 T. en 1963/64 à 75.000 T. Elle a dépassé 57.500 tonnes en 1965/66.

La capacité globale des usines d'égrenage, de 55.000 T/an de coton graine en 1963/64 avec un rendement de 38 % se répartissant comme suit :

1963/64 :	KAELE	25 000 T/an
	GAROUA	4 000 T/an portée à 14 000 en 1966
	TOUBORO	3 000 T/an
	MORA	6 000 T/an
	MAROUA	portée de 15 000 à 18 000 T/an.

Avant 1970/71 : une unité supplémentaire à MAROUA, 10 000 T/an.
une unité -"- à MORA 10 000 T/an.

Au lieu d'exporter la totalité du coton fibre obtenu, une partie, soit 2 400 T en 1970/71 sur un total de 28 600 T. sera utilisé localement par le nouveau complexe textile de GAROUA.

Par ailleurs, si les conditions économiques permettent la réalisation d'une huilerie de coton supplémentaire à MAROUA, la quantité de graines transformées localement passera de 10 500 T en 1963/64 à 22 200 T. De même la tendance actuelle du marché permet de prévoir qu'une partie plus importante des graines sera exportée plutôt que d'être utilisée en combustible comme actuellement :

en 1963/64, en combustible 10 355 T. et exportées 3. 645 T.
en 1970/71, en -"- 3 000 T. et -"- 15.500 T.

3.43.6. - Traitement du latex.

Le latex est recueilli dans deux importantes plantations dont l'une au Cameroun Occidental (7 620 ha en production en 1963/64 à la C.D.C.), l'autre au Cameroun Oriental (5 380 ha à la SAFA). D'anciennes plantations dans le Centre Sud abandonnées depuis de nombreuses années ne sont plus guère exploitables économiquement.

(...)

- Les parts respectives des caoutchoucs naturels et synthétiques dans la consommation mondiale évoluent à l'avantage croissant du caoutchouc synthétique (74 % aux USA, 50 % en Europe Occidentale). Toutefois les exportations de caoutchouc naturel continuent à croitre. Si son prix parvient à se maintenir à un niveau suffisament bas, on peut penser que le caoutchouc naturel pourra continuer à rivaliser avec le caoutchouc synthétique en raison des ses caractéristiques propres.

Compte tenu de l'entrée en production des plantations récentes, la production passera de 9 130 T en 1963/64 à 17 000 T en 1970/71. L'écoulement de la production supposera de la part des productions un effort sur les prix et la possibilité de se placer sur de nouveaux marchés en raison particulièrement des difficultés auxquelles pourraient avoir à faire face dans les prochaines années les pays producteurs traditionnels du Sud Est Asiatique.

Les capacités du traitement des installations industrielles de la C.D.C. doivent être augmentées pour suivre l'augmentation de la production. Les moyens de stockage seront également aménagés et les équipements complétés pour livrer la production non plus seulement sous forme de feuilles en balles comme actuellement mais également sous forme de granulés.

Les équipements du Cameroun Oriental sont suffisants pour les prochaines années.

3.43.7. - RIZ.

Les installations de décorticage du riz sont largement suffisantes pour traiter la production actuelle. La rizerie de YAGOUA dans le Nord, d'une capacité de traitement de 3 000 T/an de paddy fonctionne à la moitié de sa capacité. Les autres rizeries réparties dans le Centre Sud (NANGA-EBOKO), avec une capacité globale de traitement d'environ 5 500 T/an de paddy sont également suréquipées. Ainsi, la quantité totale de paddy traitée en 1963/64 a été de 4 500 T donnant 3 000 T de riz décortiqué avec un rendement de 66 %.

D'importantes opérations agricoles sont prévues pour augmenter la production locale et permettre ainsi de diminuer les importations qui sont actuellement encore très importantes : 5 100 T en 1963/64 pour la Fédération dont 1 500 T de brisures pour la brasserie.

(...)

Ainsi en 1970, grâce à la mise en route d'une nouvelle rizerie dans le Nord, (YAGOUA), d'une capacité de 8.000 T/an de paddy, la production locale traitée en usine de 17.000 T de paddy, correspondant à une production de 12.000 T de riz décortiqué pouvant suffire à la totalité des consommations locales intermédiaires et des ménages. Cet objectif peut être atteint si toutefois, contrairement à ce qui se passe actuellement, le prix du riz local peut soutenir la concurrence des riz importés et si l'homogéneité de la qualité est suffisante.

3.43.8. - Cacao : Beurre, Masse, Tourteaux.

Les opérations de décabossage, séchage, triage ensachage sont encore exécutées de manière artisanale. La mise en place dans des lieux judicieusement choisis, d'entrepôts assurant le stockage du produit ont été considérés comme des opérations relevant de la commercialisation du produit.

L'activité industrielle à laquelle donne lieu le cacao au Cameroun est sa transformation en beurre et cacao masse. Les installations actuelles de Douala viennent de voir leur capacité de traitement portée de 15.000 à 20.000 T/an de fèves. Elles ne tournent pas à plein puisqu'en 1963/64, elles ont traité 13 000 T de fèves et

Une nouvelle unité, d'une capacité de traitement de 8 000 T/an de fèves est en cours de réalisation à YAOUNDE. En 1970/71, il est prévu que ces installations, fonctionnant presque à plein rendement, traiteront ensemble 26.000 T de fèves donnant 10.900 T de beurre et 12.000 T de cacao masse. La production sera écoulée sur les marchés actuels mais aussi pour une petite partie sur le marché intérieur pour l'approvisionnement de la chocolaterie locale, le reste étant destiné à de nouveaux débouchés (Japon).

Toutefois ces résultats restent subordonnés à un approvisionnement des usines en fèves convenant, en qualité, en proportions de fèves conformes et non conformes et donc en prix, aux conditions techniques de bon fonctionnement des usines.

3.43.9. - Quinquina.

L'usine de traitement des écorces de quinquina de Dschang a été formée en 1958, ses installations sont conservées en bon état. Mait Toutes les anciennes plantations

(...)

ont été récoltées et aucune replantation effectuée au cours des dernières années. Il n'est donc pas possible actuellement de vendre des nouvelles écorces ni d'envisager pour l'avenir proche le redémarrage de l'usine dont la capacité actuelle est de 13,5 Tonnes par an de chlorydrate de quinine provenant de 200 T/an d'écorces.

Le traitement des écorces provenant des nouvelles plantations à réaliser pourra intervenir en 1973. D'ici là, c'est-à-dire vers 1972, des modifications seront à apporter à l'usine en vue d'obtenir un produit conforme au Codex en vigueur dans des conditions de sécurité et de rentabilité acceptables.

2.44. - Productions nouvelles.

3.44.1. - Sucre.

La consommation pour la Fédération de sucre raffiné importé en totalité a atteint 11 000 tonnes en 1963/64 avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 5,7 % depuis 1959, laissant prévoir pour 1970/71 une demande d'au moins 16 000 T.

Une sucrerie est en cours d'installation dans le cadre d'un complexe agro-industriel situé à 100 km au Nord de YAOUNDE, sur la route NANGA-EBOKO et à proximité de passage du transcamerounais, dans une région où les conditions de la culture des cannes ont été reconnues particulièrement favorables. Elle doit entrer en production en 1967/68 avec une capacité initiale de 16 000 T/an et possibilité d'extension tant des cultures que des installations industrielles.

La conjoncture du marché mondial et les installations en cours ou réalisées ces dernières années en U.D.E.A.C., ont conduit à orienter, au départ, la production locale vers le marché intérieur seulement. Il est prévisible que le taux d'accroissement annuel de la demande locale ira en augmentant compte tenu du développement des industries consommatrices (boissons, chocolat...) et aussi de la consommation des particuliers stimulés par des modes de conditionnement appropriés aux besoins locaux.

3.44.2. - Concentré de tomates.

Plusieurs régions du Cameroun sont favorables à la culture de la tomate. Il est donc permis de penser à la réalisation d'un ensemble de cultures industrielles associé éventuellement à des plantations villageoises satellites pour alimenter une

(...)

fabrique de concentré de capacité environ 1 200 T/an à partir de 6 500 tonnes de tomates, pour lequel il existe déjà un marché intérieur non négligeable (environ 600 Tonnes par an). Les conditions de production à grande échelle de certains pays européens et d'Afrique du Nord ne permettent pas d'envisager actuellement des exportations en dehors de la zone UDEAC mais une campagne de commercialisation pour répandre l'utilisation d'un tel produit épicé éventuellement, dans la cuisine courante devrait aboutir à un élargissement rapide des marchés intérieurs et voisins.

3.44.3. - Transformation des fruits et légumes.
Tranches et jus d'ananas.

De nombreux fruits et légumes peuvent être produits dans des conditions favorables en plusieurs points du territoire fédéral. Leur transformation en conserves, confitures, jus etc... pourrait être envisagée à la suite d'études agronomiques, techniques et économiques spécifiques.

Dès maintenant les rendements très satisfaisants obtenus par la culture d'ananas (50 tonnes à l'hectare et plus), dans le Mungo permettent de prévoir la transformation des écarts de triage non exportés d'une part et de la production d'une plantation industrielle intégrée à l'usine d'autre part.

Dans un premier temps, la capacité pourrait être celle minima d'une telle usine soit 5000 T/an de fruits donnant 2 000 T/an de tranches et 1 500 T/an de jus. L'évolution rapide de certains marchés comme ceux des pays d'Europe Occidentale par exemple, (France et Hollande doublement en six ans) laisse une place pour de nouveaux producteurs.

3.44.4. Plantes à parfums - Distillerie.

La culture de plantes à parfum est commencée en pays Bamoun et donne des résultats satisfaisants. Aussi la production d'essences à parfum (Geranium Rosa, Vetiver etc...) va être entreprise par l'utilisation d'alambics à haut rendement à proximité des lieux de culture.

Certains fournisseurs habituels d'Afrique et du Sud Est Asiatique faisant actuellement défaut des marchés restent à pourvoir et la production pourrait atteindre vers 1970/71 de 4 à 5 tonnes d'essences diverses.

(...)

3.45. - Etudes.

En plus des études préliminaires à exécuter en vue de la réalisation de certains projets déterminés (Ananas - Tomates...). Trois sujets d'études ont été retenus pour préparer à plus long terme la valorisation de produits locaux.

3.45.1. - Vin de palme.

La consommation de vin de palme est très importante, les estimations actuelles sont supérieures à 2 millions d'hectolitres par an. La production en est actuellement parfaitement anarchique et malgré la réglementation en vigueur reste sans contrôle, posant de ce fait certains problèmes comme celui de l'abattage inconsidéré des palmiers ou d'autres dans le domaine de l'hygiène. Cette boisson est consommée dans les villages mais aussi dans les centres urbains. Son transport, sa conservation pour une commercialisation plus rationnelle et sa fabrication dans de meilleures conditions qu'actuellement, la rendant moins nuisible, sont autant de problèmes sur lesquels il semble intéressant de se pencher.

3.45.2. - Alcools.

Il est apparu que la substitution d'alcools locaux à ceux importés actuellement mérite d'être étudiée.

3.45.3. - Farines.

La fabrication et l'utilisation de farines obtenues à partir de produits locaux sera étudiée parallèlement, dans la mesure du possible, aux études en cours sur le même problème, menées dans d'autres pays d'Afrique.

3.46. - Investissements.- Répartition annuelle

(...)

Investissements "Industries agricoles"

en millions de Frs CFA.

OBJET	Coût		Repartition annuelle				
	Total	2e Plan	I	II	III	IV	V
Café Robusta	125	125	-	-	-	50	75
Café Arabica	175	175	50	55	-	35	35
Huile de palme- palmistes	1 343	624	6	56	7	200	355
Thé	271	166	13	11	36	10	96
Coton	150	150	-	70	-	80	-
Traitement Latex	236	130	24	29	24	24	29
Riz	110	110	-	50	60	-	-
Cacao - beurre, masse	601	501	235	161	35	35	35
Quinquina	50	p.m.	-	-	-	-	-
Créations							
Sucre (Inst. industrielles seulement)	1 360	1 360	960	400	-	-	-
Concentré tomates	40	40	-	-	-	-	40
Ananas - tranches - Jus	100	100	-	-	-	100	-
Plantes à parfum	25	25	-	15	-	10	-
Etudes	70	70	-	-	20	20	30
		3 576	1 288	847	182	564	695
Renouvellements		1 480	250	270	290	320	350
Total Investissements		5 056	1 538	1 117	472	884	1 045

3.5. - INDUSTRIES DE TRANSFORMATION :

3.50. - Généralités

Tableau n° 3.50

- Production 1963/64 et objectifs 1970/71 des "Industries de transformation" en millions de Frs CFA.

INDUSTRIES	1963/64			1970/71		
	Production VI	Importation VI	Exportation V2	Production VI	Importation VI	Exportation V2
3.51. Matériaux de construction Building materials	59	1 128	228	1 741	375	340
3.52. Alimentaires Food	1 721	840	60	4 820	77	1 520
3.53. Boissons et tabacs Beverages and tobacco	4 566	421	70	7 767	489	195
3.54. Bois Wood	1 423	46	501	3 828	-	2 371
3.55. Textiles Textile	1 949	4 133	205	8 023	2 763	700
3.56. Aluminium Aluminium	3 685	311	4 630	5 630	19	6 137
3.57. Mécaniques et électriques Mechanical and electrical	5 388	888	50	10 410	332	274
3.58. Chimiques	1 204	1 582	183	5 510	472	1 593
3.59. Diverses	350	730	-	1 980	440	80
TOTAL	20 345	10 079	5 927	49 709	4 967	13 210

VI. - au prix de vente sortie usine T.T.C. ou au prix magasin importateur T.T.C. avant marge de gros.
- at ex works selling price (inclusive of taxes) or importer's ware house price (inclusive of taxes).

V2. - Au prix FOB
- At F.O.B. price.

(...)

Sont classées sous cette rubrique les industries de transformation de produits importés ou locaux en vue d'obtenir des biens de consommation ou d'équipement, à l'exclusion de la première transformation des produits agricoles qui a fait l'objet du précédent chapitre intitulé "Industries Agricoles".

L'importance de ce secteur progresse rapidement soit par l'extension des activités des entreprises déjà existantes (60 % des investissements prévus dans ce domaine au cours de son second plan), qui augmentent leur capacité ou diversifient leurs fabrications, soit par la création d'entreprises nouvelles. Il s'agit pour la plupart d'entreprises privées et de Sociétés d'Economie Mixte à participation minoritaire de l'Etat. C'est dire, par là, le caractère indicatif des évaluations de production et d'investissements ci-dessous. Elles s'inscrivent toutefois dans le cadre des perspectives d'un développement industriel à moyen et long terme, concerté entre les divers agents économiques du pays, permettant ainsi une utilisation efficace des moyens d'incitation à la disposition des pouvoirs publics.

3.51. - Industries des matériaux de construction :

3.51.1. - Généralités :

L'extraction de pierre et de sable, étant le plus souvent une activité parmi d'autres des entreprises de construction, est traitée à propos du secteur "Bâtiments et Travaux Publics".

En 1963/64 ; en dehors de la chaux dans le Nord, des briques et parpaings fabriqués sur place de façon artisanale plutôt qu'industrielle et de revêtement de sol en carreaux agglomérés, la totalité des matériaux de construction a été importée.

Depuis lors, l'évolution du marché intérieur a permis de réaliser certaines installations industrielles (parpaings, articles en bétons manufacturés, carrelages agglomérés, briques) ; jointe à l'évolution des ententes régionales elle justifie maintenant la fabrication sur place de ciment et laisse prévoir celle de divers articles entrant dans la construction (amiante ciment, céramique, sanitaires).

3.51.2. - Production :

Tableau n° 3.51.2.

Production 1963-1964 et objectifs 1970-1971 des Investissements des "Matériaux de construction".

PRODUITS	1963 - 1964				1970 - 1971			
	Production		Imp	Exp	Production		Imp	Exp
	Qté	Val V1	Val V1	Val V2	Qté	Val V1	Val V1	Val V2
Chaux (tonnes)	525	7	12		900	11	22	33
Briques (unités en millions)					5	80		
Carreaux agglomérés (tonnes)	1300	52	36		3000	119	35	
Béton manufacturé						100		
Ciment (tonnes)			1080	228	135000	1431	318	340

Valeurs en millions de F. CFA.

V1. - Au prix de vente sortie usine T.T.C. ou prix magasin importateur avant marge de gros T.T.C.

V2. - Au prix F.O.B.-

(...)

3.51.3. - Opérations.

3.51.31. - Briques :

La fabrication industrielle commence, les installations seront utilisées à plein rendement en 1970/71 avec une production de 5.000.000 de briques. Des efforts sont prévus dans le domaine de la commercialisation pour favoriser la réalisation des constructions en dur.

3.51.32. - Carreaux agglomérés :

Les équipements existants permettent d'atteindre la production prévue pour 1970/71 de 3.000 T/an, en travaillant à 2 équipes, de toute une gamme de carreaux semblables à ceux fabriqués actuellement à partir de blocs de marbre de Bidzar de différents calibres agglomérés avec des ciments blancs ou teintés.

3.51.33. - Articles en béton manufacturé :

Les installations actuellement en production peuvent faire face à la demande croissante des prochaines années en buses, dalles, hourdis, etc...

3.51.34. - Ciment :

En 1963/64, la consommation en ciment de la Fédération a été de 90 500 tonnes auxquelles se sont ajoutées 12 000 tonnes exportées vers le Tchad à partir de Garoua.

Les estimations pour 1970/71, basées tant sur le taux de croissance moyen des consommations que sur les programmes retenus pour les constructions, routes, ouvrages, d'art et la tendance à construire en dur portent sur une demande de 165 000 tonnes dont 35 000 pour le Nord Cameroun et le Tchad et 130 000 pour le marché Sud.

La fabrication de ciment dans le Nord, avec une capacité de 45 000 T/an est prévue à proximité des gisements de calcaire de Figuil et non loin de ceux plus importants encore de Bidzar, pour alimenter Garoua et la Région située au Nord de cette ville et exporter une partie de la production dans le cadre d'accords bilatéraux ou régionaux.

L'importance du marché Sud, couvrant l'ensemble du Territoire Fédéral sauf la région au Nord de Garoua, justifie l'implantation d'une cimenterie. La recherche de gisements exploitables de calcaire au voisinage de Douala va être entreprise ...

(...)

rapidement, mais, dès maintonant il apparaît comme nécessaire de réaliser des installations nouvelles pour porter la capacité de production à plus de 100 000 T/an (au lieu do 40 000 T/an actuellement) à partir do clinker importé, dans une première phase, avec éventuellement addition de pouzzolane locale.

3.51.4. - Etudes :

Sous réserve des résultats d'études à mener à l'échelon régional, il semble possible d'envisager la fabrication de revêtements muraux en carreaux émaillés, d'appareils sanitaires et d'articles en amiante ciment.

3.51.4. - Investissements - Répartition annuelle.

Tableau n° 3.51.5.

Industries des matériaux de construction

Investissements (en millions de F. CFA).

OBJET	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	I	II	III	IV	V
Briques	80	48	48				
Ciment	1375	1375	50	250	730	300	45
Divers et Etudes	11	11	1	5		5	
		1434	99	255	730	305	45
RENOUVELLEMENT		291	7	27	52	85	120
TOTAL INVESTISSEMENTS		1725	106	282	782	390	165

3.52. - Industries alimentaires.

3.52.0. - Généralités :

Ce secteur était peu diversifié en 1963/64 puisque son chiffre de production provenait pour 90 % des boulangeries industrielles. Les 10 % restant se répartissant entre la viande abattue industriellement et transportée par avion, le café torréfié, les pâtes alimentaires et le chocolat. Depuis lors, une conserverie de viande est entrée en production.

La fabrication locale d'autres produits d'importance diverse est envisagée, à savoir : farine de blé, biscuits, aliments pour bétail, crevettes congelées, café soluble. Grâce à ces réalisations la production en 1970/71 de ce secteur sera à l'indice 280 par rapport à 100 en 1963/64.

(...)

3.52.1. - Production.

Tableau nº 3.52.1

Production 1963/64 et Objectifs 1970/71.

"des industries alimentaires"

-:-:-:-:-

PRODUIT	1963/64 Production Qté	1963/64 Production VI	1963/64 Imp VI	1963/64 Exp V2	1970/71 Production Qté	1970/71 Production V1	1970/71 Imp V1	1970/71 Exp V2
Boulangeries industrielles		1570				2160		
Viande avion - tonnes	1243	112		60	1243	112		60
Café torréfié et moulu(tonnes)	110	23	4		200	42	2	5
Pâtes alimentaires T.	120	11	12		780	72	9	26
Chocolat - confiserie T.	14	5	27		1500	525	7	592
Conserves viande			70		220	100	27	
CREATIONS								
Farine de blé T.			608		21000	840		
Issues T.					5050	40		
Aliments pour bétail T.					4000	120		
Biscuits			100		340	109	27	
Crevettes congelées					400	200		237
Café soluble			19		500	500	5	600
TOTAL		1721	840	60		4820	77	1520

Valeurs en millions de F. CFA

V1. - Au prix de vente sortie usine/ ou au prix magasin importateur T.T.C. avant marge de gros

V2. - Au prix F.O.B.

3.52.2. - Développement des productions existantes.

3.52.21. - Boulangeries industrielles :

Compte tenu d'un accroissement moyen de la demande de 4,7 % par an, les installations actuelles sont suffisantes pour satisfaire les besoins jusqu'en 1970. L'implantation de nouvelles unités sera nécessaire au cours du prochain plan, surtout dans les centres urbains qui se seront particulièrement développés.

(...)

3.52.22.- Viande Avion :

Les abattoirs industriels de Ngaoundéré et de Maroua expédient leur production par moitié environ sur le marché local et vers les pays voisins. Ces marchés étant très sensibles à des influences extérieures diverses, il est difficile d'en prévoir l'évolution. Aussi a-t-on conservé les mêmes chiffres de production pour l'année terminale du Plan que pour l'année de base.

L'activité des abattoirs urbains est traitée à propos des problèmes d'élevage et la récupération des sous produits d'abattage (graisses, suifs, os, cornes, onglons) est subordonnée à la réalisation du programme retenu pour les abattoirs.

3.52.23. - Café torréfié et moulu :

Une partie infime de la production de Café est torréfiée sur place, à Douala, Nkongsamba et au Cameroun Occidental, mais les importations se montent encore à une vingtaine de tonnes. La qualité très appréciée du café local et la taille des installations existantes permettent d'envisager la fourniture de la totalité du marché intérieur et même des exportations à condition toutefois qu'une régularité satisfaisante pour la qualité du mélange et des approvisionnements soit assurée.

3.52.24. - Pâtes alimentaires :

La production a commencé depuis plusieurs années mais de nouveaux équipements viennent d'être mis en place pour porter la capacité à 1200 T/an. Grâce à ces installations, et à l'effort poursuivi actuellement dans le domaine des prix, de la qualité, des procédés et circuits de vente, ce produit est susceptible non seulement de se substituer totalement aux importations mais aussi d'atteindre des couches de plus en plus variées et nombreuses de la population, et de se placer sur les marchés des pays voisins.

3.52.25. - Chocolat - Confiserie :

La modeste production en provenance du pays Bamoun (14 T en 1963/64) va être complétée par celle d'une importante chocolaterie en cours d'installation à Douala. La production (capacité 1500 T/an) sera, pour la plus grande partie tournée vers l'exportation de produits finis et semi finis. Elle alimentera facilement le marché national (110 T. en 1970/71) et régional en produits de chocolaterie et confiserie au sucre, adaptés par leur goût, leur présentation, leur conditionnement aux caractéristiques du marché local.

(...)

3.52.26. - Conserves de viande :

Depuis cette année une conserverie fonctionne à proximité de l'abattoir industriel de Maroua-Sa1ak. Sa capacité de 220 T/an est inférieure aux importations actuelles de la Fédération (265 T. en 1963/64), ce qui laisse prévoir mais, à moyen terme, la mise en place des moyens de production plus importants, car la croissance annuelle de la consommation reste faible (de l'ordre de 1 % par an). Toutefois, il est probable que l'apparition sur le marché d'un produit local donnera une impulsion nouvelle à la demande.

3.52.3. - Productions nouvelles :

3.52.31. - Farine de blé - Issues :

La consommation locale en 1970/71 estimée au maximum à 21 000 T. La capacité de la Minoterie qui va s'édifier en 1966/67 à Douala est de 22 000 T/an avec possibilités d'extensions.

Les issues seront utilisées pour la fabrication d'aliments du bétail.

Dans un premier temps la Minoterie fonctionnera à partir de blé importé mais des essais de culture du blé vont être poussés activement dans le Nord du Pays pour permettre dès que possible en cas de réussite son approvisionnement à partir d'une production locale.

3.52.32. - Aliments pour le bétail :

Le développement de l'élevage rationnel de la volaille et des porcs est amorcé particulièrement au voisinage des grands centres urbains, dans la région Ouest, et au Nord du Cameroun Occidental dans la région de Bamenda.

Les besoins en aliments appropriés pour le bétail vont donc croître rapidement et nécessiter l'installation d'unités de fabrication à proximité de ces zones. Le coût de ces réalisations est chiffré à propos de l'élevage. Ces préparations permettront l'utilisation des sous produits de plusieurs fabrications locales (issues de Meunerie, drèche des Brasseries) et de produits locaux, le maïs en particulier.

3.52.33. - Biscuits :

L'importance du marché intérieur, supérieur à 300 T/an, permet la fabrication locale des articles de biscuiterie courante. Elle va être entreprise en complément des fabrications de la boulangerie industrielle, avec une capacité initiale, suffisante pour les prochaines années de 360 T/an.

3.52.34. - Crevettes congelées :

S'il est prématuré de parler de la transformation des produits et sous produits de la pêche industrielle (conserves de thon et autres poissons, farine de poisson..), il est dès maintenant prévu d'expédier à l'étranger des crevettes congelées, production pour laquelle il existe des marchés justifiant la rationalisation de la pêche et les quelques installations à caractère industriel nécessaires.

Les problèmes propres à la pêche industrielle et à la conservation du poisson, sont traités, dans les chapitres spéciaux relatifs à la pêche et à l'élevage.

3.52.35. - Café soluble :

La majeure partie du café soluble est actuellement fabriqué par les grands pays consommateurs (Etats Unis, Canada, Grande Bretagne, Europe Occidentale) qui transforment eux mêmes une part plus ou moins grande du café vert qu'ils importent (60 à 75 % par exemple pour la G.B., 7 % en moyenne pour les pays de la C.E.E.). Contrairement à ce qui est constaté pour les USA il semble que la saturation du marché soit encore lointaine pour les pays d'Europe Occidentale. Il n'est donc pas exclu de penser que des accords puissent intervenir à l'échelon international ou avec les sociétés maîtresses à la fois des techniques et des débouchés, pour aboutir à la réalisation d'une unité de fabrication installée dans une région productive du pays, comme il en existe dans certains pays producteurs d'Amérique du Sud mais peu pour le continent africain qui n'en compte que deux. Les techniques nouvelles pourraient avantageusement être utilisées à l'occasion d'une telle réalisation.

3.52.4. - Etudes - Recherches :

La transformation des fruits et légumes, la fabrication de farines, à partir de produits locaux à être évoquée à partir des "Industries Agricoles".

3.52.41. - Banane.

L'importance de la production camerounaise justifie que soient étudiés dans le détail les marchés offerts aux divers produits dérivés de ce fruit et les possibilités de fabrication : farine, flocons, cossettes, bananes séchées, conserves.

3.52.42. - Poisson :

Des projets de pêche industrielle sont retenus, il importe dès maintenant de définir les conditions économiques dans lesquelles pourront se réaliser des unités

(...)

de traitement des rebuts et sous produits (conserves, farines de poisson...).

3.52.43. - Malt :

L'importante consommation de malt par les brasseries locales et éventuellement celles des pays de l'UDEAC (environ 8 000 T en 1966 permet d'envisager la réalisation d'une malterie suivant les résultats d'essais de la culture d'une orge appropriée, à entreprendre.

3.52.44. - Chimiurgie :

Dans le but de valoriser au maximum l'importante production agricole actuelle et potentielle, du pays et de rechercher :

- des modes industriels liés au secteur agricole et opérant une transformation plus ou moins poussée des produits de l'agriculture destinés à l'alimentation.
- des modes industriels nouveaux propres à transformer en produits "non alimentaires" des productions agricoles traditionnellement vouées à la satisfaction des besoins alimentaires,

Il est prévu d'associer le Cameroun aux travaux de la Commission internationale des industries agricoles et de participer aux progrès de la science nouvelle qu'est la "CHIMIURGIE".

3.52.5. - Investissements - Repartition annuelle :

Tableau n° 3.52.5

Investissements "Industries alimentaires (en millions de F.CFA)

	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	I	II	III	IV	V
CREATIONS :							
Chocolat. Confiserie	250	200	150	50			
Conserves de viande	46	5	5				
Farine de blé - issues	375	375	300	75			
Biscuits	17	17				17	
Crevettes congelées	25	25		25			
Café soluble	400	400			100	200	100
Etudes	75	75	15	15	15	15	15
		1097	470	165	115	232	115
RENOUVELLEMENT		765	110	130	150	175	200
TOTAL INVESTISSEMENTS		1862	580	295	265	407	315

(...)

3.53. - Industries des Boissons et Tabacs :

3.53.0. - Généralités :

La fabrication des boissons et de la glace est le fait d'une importante société installée depuis 1948 au Cameroun qui fournit 95 % de la production locale, le reste étant assuré, pour les boissons gazeuses par 5 entreprises modestes réparties dans les régions du Nord, du Centre Sud et du Littoral. Les installations nouvelles sont prévues dans le double souci, d'assurer l'approvisionnement dans des conditions satisfaisantes des marchés en expansion des différentes régions du Territoire Fédéral, mais aussi une répartition régionale équilibrée des nouveaux centres de production.

Les premières opérations de traitement du tabac sont évoquées à propos de la production rurale. Il n'est question ici que de la fabrication des cigarettes effectuées depuis vingt ans déjà au Cameroun.

3.53.1. - Production et objectifs :

Tableau n° 3.53.1

Production 1963/64 et objectifs 1970/71 des industries des "Boissons et Tabacs".

PRODUIT	1963/64				1970/71			
	Production		Imp	Exp	Production		Imp	Exp
	Qté	V1	V1	V2	Qté	V1	V1	V2
Bière (milliers d'hectolitres)	352	2112	360	70	700	4200	420	195
Boissons gazeuses (1000 H.L.	120	480	12		180	720	20	
Glace (tonnes)	18750	656			39000	1365		
Cigarettes (tonnes)	800	1318	49		900	1482	49	
TOTAL		4566	421	70		7767	489	195

Valeurs en millions de F. CFA.

V1. - Au prix de vente sortie usine T.T.C.
ou au prix magasin importateur T.T.C. avant marge de gros.

V2. - Au prix F.O.B.

3.53.2. - Programme d'extensions :

3.53.21. - Bières :

Les bières fabriquées à Douala sont réparties sur l'ensemble du Territoire et presque exclusivement destinées au marché local, 2,5 % seulement étant exportées.

(...)

Elles sont vendues sous 4 qualités dont la plus légère représente environ les 3/4 des ventes totales.

Compte tenu de l'évolution passée il a été retenu un taux de croissance annuel moyen jusqu'en 1970/71 de 9,2 % pour la consommation et de 10,4 % pour la production par suite d'une réduction de la proportion des produits importés que rend possible la qualité de la production locale.

La capacité des installations de Douala vont être portées de 400 000 Hl/an à 700 000 et deux brasseries nouvelles construites, l'une à Yaoundé de 150 000 Hl/an l'autre à Garoua de 30 000 Hl/an. La production passant à 700 000 Hl en 1970/71, les installations d'une capacité globale de 875 000 Hl/an seront utilisées à 82 % de leur capacité.

Si l'évolution du marché intérieur (croissance de 6 à 7 % par an de 1970 à 1980) et les possibilités d'exportation vers différents pays voisins sont conformes aux prévisions, les capacités des unités de Douala, Yaoundé, Garoua seront portées respectivement à 1 200 000 Hl/an, 250 000 et 50 000 au cours de la prochaine décade tandis qu'une nouvelle installation sera réalisée dans l'Ouest de la Fédération.

3.53.22. - Boissons Gazeuses :

La production de 120 000 Hl, pour une capacité de 170 000 Hl/an en 1963/64, est très diversifiée et constamment adaptée aux goûts de la clientèle locale. Pour satisfaire la demande intérieure, il est prévu d'augmenter la production locale de 6 % par an au cours des cinq prochaines années. :

- par l'extension des équipements de Douala, portés de 100 000 Hl/an à 150 000, et de Yaoundé, portés de 50.000 Hl/an à 75 000,
- par l'entrée en production en 1966 de l'usine de Garoua, d'une capacité de 50 000 Hl/an,
- par la construction de deux unités nouvelles, de 50 000 Hl/an chacune, l'une à Bafoussam, l'autre à OMBE au Cameroun Occidental.

Dans la prochaine décade, la capacité des installations de Douala et Yaoundé pourrait être portée à 250 000 et 100 000 Hl/an.

(...)

3.53.23. - Glaco :

Les installations existantes sont actuellement suffisantes pour satisfaire les besoins des utilisateurs particuliers et industriels. Il est prévu de porter la capacité des installations de Douala de 25 500 T/an à 40 000, celle de Yaoundé de 2 500 T/an à 4 300 tandis que la nouvelle usine de Garoua pourra fournir 3 600 T/an. Il est toutefois difficile de prévoir quels seront les besoins industriels et les installations nécessaires correspondantes dans les prochaines années puisqu'ils dépendent de la réalisation de divers projets dans les domaines de la pêche et de commercialisation de certains produits alimentaires.

3.53.24. - Cigarettes :

La consommation est restée à peu près constante depuis plusieurs années et le marché est toujours très sensible aux taxations imposées.

La production locale de 800 T en 1963/64, estimée à 900 T en 1970/71, reste encore bien inférieure à la capacité de l'usine de Yaoundé qui est de 1 500 T/an. Les tabacs utilisés sont pour 1/3 d'origine locale, le reste, les tabacs blonds et noirs supérieurs, nécessaires aux mélanges n'ayant pu encore être obtenus localement.

Par ailleurs la structure actuelle du marché des pays de l'UDEAC, ne laisse pas prévoir la possibilité d'exportations.

De nouvelles installations sont en cours à l'usine de Yaoundé pour obtenir du tabac saucé par un traitement hygroscopique et thermique approprié donnant au tabac un arôme particulièrement apprécié.

(...)

3.53.3. - Investissements - Répartition annuelle.

Tableau n° 3.53.3

Investissements "Industries des boissons et tabacs"

(en millions de F. CFA.)

OBJET	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	I	II	III	IV	V
Bières	760	600	170	215	215		
Boissons gazeuses	480	330	90	110	70	30	30
Glace	50	50	25	25			
Cigarettes - Tabacs saucés	242	242	15	77	50	50	50
		1222	300	427	335	80	80
RENOUVELLEMENT		1015	170	185	200	220	240
TOTAL INVESTISSEMENTS		2237	470	612	535	300	320

3.54. - Industries du Bois :

3.54.0. - Généralités :

Les qualités de bois susceptibles d'être transformées sur place ont été fixées à propos de la production forestière en fonction. :

- des possibilités actuelles d'exploitation ;
- des programmes d'inventaires et des prévisions d'octroi de licences d'exploitation ;
- des études projetées ou en cours pour une exploitation plus rationnelle de la forêt ;
- des nécessités imposées par la préservation et le renouvellement du potentiel forestier national, à long terme ;
- de l'évolution des différents marchés ;
- de la tendance à transformer sur place une quantité toujours plus importante de grumes et d'espèces de plus en plus variées.

Dans le cadre des industries de première et seconde transformation du bois, il reste à déterminer où, et comment ces grumes non exportées seront transformées localement et à quels usages elles sont destinées. Autant de problèmes qui devront être examinés par le détail au cours des prochaines années puisqu'il s'agit là d'un des domaines de l'économie nationale les plus riches d'avenir.

(...)

3.54.1. - Production - Objectifs :

Tableau n° 3.54.1.

Production 1963/64 et objectifs 1970/71 des industries du bois

PRODUITS	1963/64				1970/71			
	Production		Imp	Exp	Production		Imp	Exp
	Qté	V1	V1	V2	Qté	V1	V1	V2
Bois scié m3	68042	952		285	116500	1631		425
Bois déroulés	24618	221		216	45000	405		363
Déroulés-Contreplaqués								
Lattés			46		33300	1332		1565
Imprégnation						40		
Ménuiserie-Ebénisterie		250				400		
Parquets Mosaïques						20		18
TOTAL		1423	46	501		3828		2371

- Valeurs en millions de F. CFA.

1. - Au prix de vente sortie usine T.T.C. ou au prix magasin importateur T.T.C. avant marge de gros.

2. - Au prix F.O.B.

3.54.2. - Programmes d'extensions :

3.54.21. -

Tableau n° 3.54.21.

Transformation et commercialisation des bois
(en millions de m3).

(...)

	1963/64			1970/71		
	Cam.Or.	C. Occ.	Fédér.	Cam.Or.	C.Occ.	Fed.
GRUMES						
Production totale	457	44	501	620	85	
Différence de stocks et pertes	25					
Production commercialisée	432	44	476			
dont : Exportation	226	39	265	260	42	
Transformation locale	206	5	211	360	43	
SCIAGES						
Grumes utilisées	157	5	162	250	8	258
Rendement en %	41,5	58		45	60	
Production bois sciés	65	3	68	112	5	117
dont : Exportation	17		17	25		25
Transformation locale	48	3	51	87	5	92
Différences de stocks & P. pertes						
DEROULAGE						
Grumes utilisées	49		49	110	35	145
Rendement en %	50			50	67	
Prod.bois déroulés-Contrep.Lattés	25		25	55	23	78
dont : Exportations	21		21	43	22,6	
Consommation locale	2		2	12	0,4	
Différences stocks et pertes	2		2			

3.54.22. - Bois Sciés :

Au Cameroun Oriental, sur 25 scieries en activité en 1963/64, 9 d'entre elles ont assuré 85 % de la production. Ces scieries sont réparties sur le Territoire de la façon suivante

13 dans le Centre Sud assurant 45 % de la production
8 " Littoral -"- 45 % -"- -"-
3 " l'Ouest -"- 4 % -"- -"-
1 " l'Est -"- 6 % -"- -"-

Les exportations ont porté sur 26 % de la production.

Au Cameroun Occidental, il existe deux scieries et quelques petites unités de taille artisanale.

La croissance de la demande intérieure, de 8,8 % par an et l'évolution de certains marchés européens qui tendent à s'affranchir de monopoles existants jusqu'à maintenant nécessitent le développement de scieries déjà en activité dans le Centre Sud et le Littoral (capacité supplémentaire 15 000 m3/an) et l'implantation d'unités nouvelles dans les régions du Centre Sud (25 000 m3/an), de l'Est (10 000 m3/an) et au Cameroun Occidental (2 000 M3/an) l'ensemble de ces opérations représentant une capacité de 52 000 m3/an pour une augmentation de la production d'environ 48 000 m3

(...

de 1963/64 à 1970/71. En outre il est prévu la construction d'unités de capacité globale de 20 000 m3/an dans les zones forestières rendues exploitables par l'arrivée du Transcamerounais, aux alentours de Goyoum. Compte tenu de la date d'arrivée du chemin de fer dans cette région et des délais d'installation, l'entrée en production de ces nouvelles scieries est prévue pour le début du 3ème Plan.

3.54.23. - Bois déroulés - Contreplaqués - Panneaux - Lattés :

Deux unités, l'une à Douala, l'autre à Dimako dans l'Est, d'une capacité totale de 26 000 m3/an ont produit près de 25 000 m3 en 1963/64, exportés pour 84 %, en majeure partie sous forme de plaquettes minces pour caissettes d'emballage. Ce marché évoluant rapidement et des débouchés possibles pouvant résulter des nouveaux modes d'emballage des bananes exportées en mains, il est prévu de doubler la capacité des installations de l'Est comme pour les sciages. Il est prévu de nouvelles unités d'une capacité globale de 50 000 m3/an dans la région de Goyoum, devant entrer en production dès le début du 3ème Plan.

En outre afin de valoriser la production forestière il est prévu de commencer tant au Cameroun Oriental qu'au Cameroun Occidental, la fabrication de contreplaqués et de panneaux lattés destinés à l'exportation pour 95 %, en raison de l'exiguité de la demande intérieure (1 150 tonnes en 1963/64).

3.54.24. - Imprégnation :

Les équipements permettant l'imprégnation sont en place à Douala depuis 1964. Ils sont actuellement presqu'exclusivement utilisés pour le traitement des traverses du Transcamerounais (150 000 par an), mais ils permettront par la suite l'imprégnation destinée en particulier à la construction, favorisant ainsi le développement et l'utilisation de ce matériau local pour divers usages.

3.54.25. - Menuiserie - Ebénisterie :

En plus des exploitations à caractère artisanal, une dizaine d'entreprises de taille industrielle, installées à Douala et Yaoundé approvisionnent le marché intérieur de la menuiserie de bâtiment, du meuble et de l'ébénisterie.

Une certaine amélioration de la qualité peut influencer le choix de la clientèle en faveur de la production locale. Le développement du marché, estimé à 7 % par an laisse prévoir la création d'entreprises de taille moyenne dans divers centres urbains en extension sur l'ensemble du Territoire Fédéral.

(...)

3.54.26. - Parquets Mosaïques :

La consommation locale et extérieure est en augmentation. Il est possible d'envisager à côté de scieries et à partir de tombées la fabrication d'éléments de parquets mosaïques qui peuvent être expédiés collés sur papier.

3.54.3. - Etudes :

L'intérêt de la création d'un bureau du bois a été souligné à propos de la production forestière.

Par ailleurs, l'importance actuelle des industries de première et seconde transformation du bois et les possibilités qui leur sont offertes dans l'avenir rendent nécessaire dès le début du Plan une étude sectorielle faisant le point des conditions techniques et économiques de fibres ou de particules agglomérées, emballages, utilisation des déchets de sciages, jouets, etc...) ainsi que l'action possible des Pouvoirs Publics en faveur d'un développement harmonieux de ces industries du bois.

L'importante question de la pâte à papier est traitée à propos de la production forestière. Les études préliminaires à une réalisation éventuelle, comparant en particulier les possibilités de fabrication de pâtes à partir des bois locaux mais aussi de sous-produits et déchets d'industries locales comme la bagasse de canne à sucre, ont été retenues pour le début de ce Plan.

3.54.4. - Investissements - Répartition annuelle :

Tableau n° 3.54.4.
Investissements "Industries de bois" (en millions de F.CFA)

OBJET	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2e Plan	I	II	III	IV	V
Sciage	967	827	88	221	226	92	200
Déroulage-Contreplaqué Latté	1250	975	160	140	120	280	275
Monuiserie-Ebénisterie	150	150	24	24	24	37	41
Parquets mosaïques	50	50		25	25		
Etude sectoriale "Industries de transformation du bois"	15	15	15				
		2017	287	410	395	409	516
RENOUVELLEMENT		305	45	50	60	70	80
TOTAL INVESTISSEMENTS		2322	332	460	455	479	596

(...)

3.55. - INDUSTRIES TEXTILES - CHAUSSURES - HABILLEMENT

3.55.0 - Généralités :

Ce secteur est en pleine transformation puisqu'en 1963/64, la production d'environ 2 milliards de Frs CFA se répartissait ainsi : 65 % pour la confection, 24 % pour la fabrication des chaussures, le solde soit 11 % pour la bonneterie et la confection de bâches.

Pour 1970/71, la production bien davantage diversifiée est estimée à 8 milliards de Frs CFA en raison du développement des activités existantes et surtout des nouvelles fabrications lancées à partir de matières premières locales : tissus coton couvertures, sacherie, coton hydrophile, produits tannerie, articles de maroquinerie.

3.55.1. - Production - Objectifs :

Tableau n° 3.55.1.
Production 1963/64 et objectifs 1970/71 des industries textiles

PRODUIT	1963/64				1970/71			
	Production		Import	Export	Production		Import	Export
	Quantité	V1	V1	V2	Quantité	V1	V1	V2
Confection	1	1 260	866	120		2 950	1 180	180
Chaussures (milliers de paires)	2 300	460	57	55	4 250	1 381	98	100
Bonneterie tonnes	75	192	614	-	300	780	650	150
Confection de bâches	-	37		30		51		45
Créations								
Tissus - coton "	-	-	2 117	-	2 800	2 184	585	160
Couvertures "	-	-	254	-	650	175	108	-
Sacherie "	-	-	266	-	2 400	228	122	-
Coton hydrophile "	-	-	19	-	120	54	20	28
Tannerie						23		20
Articles maroquinerie						40		
Imperméables plastiques						100		
Matelas à ressort						57		17
TOTAL		1 949	4 133	205		8 023	2 763	700

Valeurs en millions de Frs CFA

V1. - Au prix de vente sortie usine T.T.C. ou au prix magasin

V2. - Au prix F.O.B.

(...)

3.55.2. - Programmes d'extensions

3.55.21. - Confection :

La production des 8 entreprises en activité dont 7 à Douala et 1 à Yaoundé a été pour 1963/64 de l'ordre de 1 600 000 pièces de confection pour hommes et femmes soit environ 500 tonnes.

En supposant que les importations se stabilisent sensiblement au niveau actuel (400 T. en 1970/71 pour 320 T. en 1963/64), l'évolution du marché laisse prévoir un accroissement de la production de 10,4 % par an en quantités, mais 12,8 % par an en valeur en raison d'une amélioration de la qualité et de la fabrication sur place d'articles de plus en plus élaborés donc coûteux.

Les entreprises actuelles travaillant à 70 % de leur capacité, quelques équipements nouveaux leur permettront de satisfaire le marché jusque vers 1970. Par la suite toutefois, de nouvelles unités seront à créer, de préférence dans les centres secondaires. Il s'agit en effet d'une petite industrie pouvant démarrer avec des équipements limités et peu de capitaux. Elle est donc facile à implanter en dehors des grands centres urbains, à proximité toutefois, de marchés régionaux suffisamment importants.

3.55.22. - Chaussures :

Deux entreprises à Douala fabriquent les chaussures en plastiques et mixtes (toile - caoutchouc) et une troisième implantée au Cameroun Occidental effectue seulement le montage. La production totale en 1963/64 a été de 2 300 000 paires dont plus de 90 % en provenance de l'entreprise la plus importante.

L'évolution du marché, stimulée par une politique de vente tendant à développer dans le pays la vente au détail directement par le fabricant (16 % en quantité en 1970/71 au lieu de 3 % en 1963/64) fait prévoir pour 1970/71 une production de 4 250 000 paires. Par ailleurs, la demande s'orientant des articles simples en plastiques vers les chaussures mixtes élaborées et vers les chaussures en cuir, son taux de croissance moyen annuel, en valeur, prévu (18 %) est beaucoup plus élevé que celui en quantité (11 %).

La capacité de production sera portée à 4 500 000 paires par an en 1970/71 par l'extension des installations de l'usine, la plus importante déjà, de Douala.

(...)

Cette usine possèdera ainsi une marge suffisante pour permettre éventuellement l'augmentation du volume des exportations, vers les pays voisins en particulier.

3.55.23. - Bonneterie :

Depuis 1964, une entreprise installée à Douala fournit une part de plus en plus importante du marché local (24 % en 1963/64, 60 % en 1970/71). Sa capacité initiale de 100 T/an va être portée à 300 T/an d'ici 1970/71 en même temps que sont mis en place les équipements permettant le tricotage des files importés teints au liue de la simple confection des étoffes de bonneterie. Ces installations sont toutefois subordonnées aux possibilités d'exportations vers les pays de l'UDEAC dans le cadre d'accords à intervenir.

3.55.24. - Confection de bâches :

Les équipements sont largement suffisants pour approvisionner les marchés intérieur et régionaux.

3.55.3. - Créations.

3.55.31. - Tissus - Coton écrus et finis :

L'entrée en production en 1966 du nouveau complexe textile traitant le coton du Nord permettra dans un premier temps :

- à Garoua, la fabrication de 8 millions de mètres de tissus écrus dont 70 % seront dirigés vers l'usine de Douala et 30 % destinés à la consommation finale.

- à Douala, le blanchiment, la teinture et l'impression de 8.300.000 mètres de tissus dont 67 % en provenance de Garoua et 33 % importés.

Au terme du second Plan, les installations initiales complétées, tournant à pleine capacité produiront 18 500 000 mètres de tissus finis, dont 13 % seulement importés. Les ventes du complexe se répartiront ainsi 8 % aux entreprises locales, 85 % à la consommation finale intérieure, 7 % à l'exportation.

Il est prévu de doubler la capacité et la production de 1970 à 1980, qui se trouveraient ainsi portées à 32 millions de mètres. L'aménagement des installations de Garoua pourrait alors permettre le blanchiment et la teinture sur place des tissus destinés au marché du Nord. Par ailleurs la proportion des tissus traités à Douala et exportés augmentera (13 % en 1980 au lieu de 8 % en 1970).

3.55.32. - Couvertures - Coton.

Bien que progressant lentement (1,7 % par an), la taille du marché intérieur (940 T importées en 1963/64) justifie la création d'une fabrique au Cameroun à partir de matières premières locales et des sous-produits du complexe textile.

3.55.33. - Sacherie :

Dès 1963/64 le marché des sacs neufs et des toiles pour l'expédition des grands produits d'exportation a atteint 2 800 T., tonnage supérieur au seuil technique d'une éventuelle fabrique à partir de fibres locales. Compte tenu des objectifs d'exportation de ces mêmes produits la demande passera à 3 700 T. Il est donc prévu de réaliser une sacherie à partir de fibres locales à déterminer dont certaines (troncs de bananiers) sont en cours d'expérimentation, d'autres pouvant faire l'objet d'essais agri-culturaux complémentaires et de transformation industrielle (uréna lobata, hibiscus cannabinus ou dah).

3.55.34. - Divers : Coton hydrophile - Compresses :

Une unité de fabrication (100 à 120 T/an) peut être envisagée dans les prochaines années sous réserve de s'assurer des débouchés offerts par les pays de l'UDEAC.

Tannerie

Suivant la réalisation des projets d'élevage et d'abattoirs, deux ou trois petites tanneries pourraient être installées dans la Fédération.

Articles de maroquinerie

La fabrication en est commencée à partir de cuirs importés qui pourront progressivement être remplacés par les cuirs locaux quand leur qualité sera satisfaisante.

3.55.4. - Etudes

Les études suivantes ont été retenues :

Marchés et possibilités de fabrication :

- de fils et filets pour la pêche, de cables et ficelles
- de sacoches en feuille plastiques épaisses ou en raphia
- dans un avenir plus lointain, de tissage à partir de fibres synthétiques importées, compte tenu toutefois des résultats d'efforts à faire, dans un premier temps, pour orienter le goût des consommateurs locaux vers les articles en coton utilisant la production du complexe textile.

(...)

3.55.5. - Investissements - Répartition annuelle

Tableau n° 3.55.5.

Investissements des "Industries Textiles en millions de F.CFA"

	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	I	II	III	IV	V
Confection		150	-	-	-	50	100
Chaussures	320	320	-	150	100	70	-
Bonneterie	125	60	-	-	10	40	10
Tissus coton écrus et finis	2 370	920	-	-	250	420	250
Couvertures	173	173	-	50	100	23	-
Sacherie	400	400	-	-	100	250	50
Divers	158	125	-	-	-	-	125
Etudes		8	6	2	-	-	-
		2 156	6	202	560	853	535
RENOUVELLEMENT		895	125	150	175	205	240
TOTAL INVESTISSEMENTS		3 051	131	352	735	1 058	775

3.56. - INDUSTRIES DE L'"ALUMINIUM".

3.56.0. - Généralités

Depuis 1956, les installations d'Alucam à Edéa sont les plus importantes du Cameroun dans le domaine industriel. Bien que jusqu'à maintenant l'Aluminium produit à Edéa ait dû être exporté en barres et lingots, deux unités de transformation de tôles importées, pour la fabrication d'ustensiles ménagers et d'éléments de couverture se sont montées en 1958 et 1962. Un nouveau pas vient d'être franchi par la construction à partir de 1966 d'un laminoir devant livrer des tôles au marché intérieur ainsi qu'à d'autres pays d'Afrique.

3.56.1. - Production - Objectifs

Tableau n° 3.56.1.

Production 1963/64 et Objectifs 1970/71
des industries de l'Aluminium

(...)

PRODUIT	1963/64				1970/71			
	Production		Import	Export	Production		Import	Export
	Quantité	V1	V1	V2	Quantité	V1	V1	V2
Aluminium	50 000	3 250	-	4 515	58 000	3 770	-	5 460
Articles ménagers Alu.	320	154	17	40	400	192	19	50
Tôles ondulées. Bacs Alu	1 340	281	-	75	3 000	630	-	177
Ebauchos laminées	-	-	294	-	6 000	1 038	-	450
TOTAL		3 685	311	4 630		5 630	19	6 137

Quantités on tonnos
Valeurs en millions de Frs CFA
V1. - Valeur de transformation
V2. - Prix F.O.B.

3.56.11. - Aluminium :

Les installations fonctionnent à environ 80 % de leur capacité qui est de 60 000 T/an puisque depuis le début, la production annuelle oscille autour de 50 000 Tonnes. Cettes production se trouve limitée par la fourniture d'énergie électrique pendant l'étiage.

Les importants travaux prévus pour régulariser le cours de la SANAGA et augmenter la puissance des installations de la centrale hydroélectrique d'Edéa permettront d'assurer une utilisation plus régulière des installations et de porter la production à 58 000 T. en 1970 sans aménagements importants des équipements de l'usine elle-même.

3.56.12. - Articles ménagers en Aluminium :

L'usine de Douala a fabriqué 320 T. d'ustensiles ménagers en 1963/64 pour une capacité de 500 t/an. Cette production est destinée pour 75 % au marché intérieur et pour 25 % aux pays de l'UDEAC.

Le taux de croissance annuel retenu pour la consommation est faible (3,1 % de 1963 à 1970 et 2,3 % de 1970 à 1980), il permettrait aux installations actuelles de tourner au plein de leur capacité peu avant 1980. Il est en effet possible que l'évolution du marché ne soit pas plus rapide en raison de certains articles concurrents (plastiques et émaillés) dont la fabrication locale est commencée ou envisagée. Une fonderie d'aluminium permettant la fabrication de divers articles de quincaillerie et autres vient d'être adjointe aux installations précédentes.

(...)

3.56.13. - Tôles ondulées et bacs en Aluminium :

L'ondulation des tôles a porté sur 1 340 T. en 1963/64 dans les installations d'Edéa voisines d'Alucam. L'équipement actuel, avec une capacité de 5 000 T/an est considéré comme suffisant pour satisfaire la demande jusqu'en 1980, il permet également le gaufrage des tôles et le façonnage de bacs couverture autoportants. La production de 1970/71 est estimée à 3 000 T. dont 2 200 T. pour le marché intérieur et 800 T. exportées.

3.56.14. - Ebauches laminées :

La construction d'une ligne de laminage pour produire des bandes d'alliages légers d'épaisseur variable à partir de plaques coulées à l'usine d'Alucam est en cours à Edéa. La capacité prévue est de 10 000 T/an jugée suffisante pour satisfaire les besoins jusqu'en 1980. En 1970 il est prévu de produire 6 000 T. dont 3 400 destinées au marché intérieur, 200 exportées sur les Pays de l'UDEAC et 2 400 vers d'autres pays africains.

3.56.2. - Etudes

En raison des délais qui seront nécessaires pour leur exécution, il serait intéressant pendant la durée du second Plan, de pousser les études techniques et économiques relatives aux possibilités d'évolution de la fabrication d'aluminium au Cameroun, en fonction de la conjoncture mondiale et en vue de l'exploitation des importants gisements de bauxite de Minim Martap. Diverses hypothèses peuvent être envisagées à partir des facteurs favorables dont il peut dès maintenant être tenu compte : passage du Transcamerounais à proximité des gisements de bauxite, possibilités d'aménagement de sites hydroélectriques sur le Djerem et sur la moyenne Sanaga, régularisation du débit de la Sanaga par le barrage de retenue de Mbakaou,

1°) alimentation d'Edéa à partir d'alumine préparée soit à proximité des mines en transportant la soude en solution diluée, soit dans la région du Littoral en y transportant la bauxite à demi enrichie,

2°) fabrication d'aluminium à proximité du gisement par l'intermédiaire de l'Alumine (utilisée également pour alimenter Edéa), ou par le procédé de la réduction directe de la bauxite, à la mise au point duquel travaillent plusieurs producteurs mondiaux. L'aménagement d'un site hydroélectrique sur le Djerem serait alors lié à l'opération,

3°) doublement de la capacité d'Edéa sur alumine importée ou locale. Des accroissements inférieurs à 50 000 T/an, ordre de grandeur du minimum de capacité technique, ne peuvent guère être envisagés. L'aménagement d'un second site sur la Sanaga serait à associer à cette opération.

(...)

3.56.3. - Investissements - Répartition annuelle

Tableau n° 3.56.3.

Investissements des "Industries de l'Aluminium"

en millions de Frs C FA.

	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2ème Plan	I	II	III	IV	V
Aluminium		500	60	110	110	110	110
Ustensiles ménagers Alu.	20	20	-	-	-	-	20
Tôles ondulées-Bacs Alu.		p.m.	-	-	-	-	-
Ebauches laminées	940	940	600	300	40	-	-
Etudes		35	-	5	10	10	10
Renouvellement		1 495 1 310	660 230	415 240	160 260	120 280	140 300
Total Investissements		2 805	890	655	420	400	440

3.57. - INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES

3.57.0. - Généralités

Il s'agit d'un secteur important, le chiffre de production dépassant 5 milliards de Frs CFA, et très diversifié puisqu'il intéresse plus de cinquante entreprises.

La plus grande part du chiffre de production, soit 74 %, revient aux réparations de machines et véhicules automobiles, le reste (26 %) représentant de multiples activités (constructions métalliques diverses (serrurerie, charpente, chaudronnerie...), fabrication des pointes, clous, grillages, meubles, et cantines métalliques, bicyclettes, installation et réparation de matériel électrique.

De nombreuses activités se sont ajoutées depuis 1963/64 aux précédentes fabricationsd'engins de manutention et de transports, cyclomoteurs, remorques outillage et matériel agricole, montage de récepteurs à transistors et matériel radio électrique.

L'évolution du marché de certains produits permet dans les prochaines années d'en envisager le montage (véhicules auto, climatiseurs, réfrigérateurs), la fabrication ou le traitement (bouchons couronne, formage, émaillage et galvanisation de tôles).

Si les entreprises destinées essentiellement au montage nécessitent des sacrifices importants sur le plan des recettes douanières et fiscales, elle peuvent par ailleurs être un facteur d'entraînement pour l'économie dans la mesure où elles forment une main d'oeuvre qualifiée, où elle permettent de créer et développer certaines activités annexes, où elles amélioreront les conditions d'approvisionnement du marché et d'entretien du matériel vendu. L'importance respective de ces facteurs négatifs et positifs est à considérer avant d'encourager de telles initiatives.

(...)

3.57.1. - Production - Objectifs

Tableau n° 3.57.1.

Production 1963/64 et Objectifs 1970/71 des "Industries mécaniques et électriques"

PRODUIT	1963/64				1970/71			
	Production		Import	Export	Production		Import	Export
	Quantité	V1	V1	V2	Quantité	V1	V1	V2
Réparation machines et véhicules auto		4 000	-	-		6 220	-	-
Construction métallique (serrurerie charpente chaudronnerie)	2 200	462		-	3 500	735	-	50
Pointes, clous, grillages, roncos	786	960	97	3	1 500	118	82	6
Meubles métalliques	405	97	59	3	700	168	53	6
Cantines métalliques	264	30	-	-	300	39	-	-
Bicyclettes en unités	22 138	239	23	44	28 000	302	22	32
Vélomoteurs -"-	-	-	77	-	7 000	172	25	25
Remorques a main -"-	-	-	-	-	3 000	17	-	-
Engins manutentions et transports machines outil	-	-	-	-		120	-	-
Outillage - matériel agricole	-	-	170	-	1 500	330	44	86
Installation - réparation matériel électrique	-	500	-	-		800	-	-
Récepteurs à transistors - matériel radio électrique		-	236	-		350	500	60
Créations								
Bouchons couronne	-	-	90	-	600	189	31	69
Montage véhicules tous terrains	-	-		-		325	-	-
Montage climatiseurs réfrigératour	-	-		-		300	-	-
Articles Mén. émaillés	-	-	136	-	1 000	125	25	-
Galvanisation, formage tôles	-	-	-	-		100		
TOTAL		5 388	888	50		10410	332	274

(...)

Quantités en tonnes, sauf indication contraire
Valeurs en millions de Frs CFA

V1. - Au prix de vente sortie usine T.T.C. ou au prix magasin importateur avant marge de gros.

V2. - Au prix F.O.B.

3.57.2. - Evolution des productions actuelles

3.57.2.1. - Réparations de machines et véhicules automobiles :

Six importantes Sociétés, avec les succursales réparties sur l'ensemble du territoire fédéral assurent 90 % des réparations, le reste étant effectué par 27 autres Sociétés ou Entreprises individuelles. La croissance de cette activité suit celle du parc automobile (6 % par an) et dans une proportion moindre celle des machines utilisées dans l'industrie (taux de croissance annuel des importations de biens d'équipement de 1960 à 1964 : 15 %).

3.57.2.2. - Constructions métalliques :

En plus des ateliers de la Régiferoam, neuf entreprises dont 8 à Douala et 1 à Yaoundé sont équipées pour effectuer une gamme très étendue de fabrication relevant de cette activité ; charpentes grosses et légères, pylones, wagons, appareils de levage et de manutention, serrurerie de bâtiments et industrielle, murs rideaux, menuiserie métallique, grosse et moyenne chaudronnerie, silos, trémies, réparations navales.

Les importations peuvent donc se limiter à quelques gros éléments de charpente très spéciaux.

Des ateliers nouveaux peuvent se monter dans différents centres urbains en expansion (Yaoundé en particulier), évitant ainsi les détériorations en cours de transport, les difficultés de montage et d'entretien. La capacité globale des ateliers sera portée de 3 000 à 5000 T/an.

3.57.2.3. - Pointes, clous à tôles, rondelles, grillages, roncos.

Les deux installations de Douala, produisant actuellement les pointes de Paris, les clous à tôles, rondelles et du grillage simple torsion, sont utilisées à 50 % de leur capacité. Elles seront toutefois complétées pour obtenir une capacité totale supérieure à 2 000 T/an.

(...)

La fabrication d'une gamme plus étendue de grillage (triple torsion) et de roncos artificiellos à partir de fils galvanisés importés est envisagée, sous réserve toutefois d'une étude des marchés actuels et potentiels, prenant en considération l'évolution des méthodes d'élevage ainsi que les possibilités d'exportation vers les pays de l'UDEAC et d'autres pays voisins.

3.57.2.4. - Meubles métalliques :

Les lits, les meubles de bureau et jusqu'au mobilier d'hôpital (tables roulantes, tables d'examens etc...) sont fabriqués localement. Ils représentent une production de 405 T. en 1963/64 qui doit passer à 700 T. en 1970/71 si les importations sont maintenues à leur niveau actuel d'environ 230 tonnes, en donnant la préférence aux articles de fabrication locale pour les marchés administratifs par exemple.

La capacité des installations sera portée de 600 à 800 T/an.

3.57.2.5. - Cantines métalliques :

La production industrielle des cantines métalliques a atteint 264 T. en 1963 pour une capacité de 300 T/an. Elle semble stationnaire du fait de la concurrence d'artisans étrangers travaillant en dehors des circuits de production et commercialisation normaux et sans se soucier des lois sociales ni des mesures fiscales en vigueur. Il est par contre envisagé de fabriquer des valises en Aluminium à partir de tôles locales.

3.57.2.6. - Bicyclettes - cyclomoteurs - remorques à main :

La production de bicyclettes a été de 22 138 unités en 1963/64 pour une capacité 35 000, elle doit passer à 28 000 en 1970/71 sans que la capacité des installations soit à augmenter. Toutefois il est prévu de fabriquer sur place un nombre toujours plus important de pièces (garde boues, guidons) et de compléter les équipements pour les traitements de surface (peinture, chromage, nickelage). Ces installations pouvant d'ailleurs être utilisées pour le traitement de petites pièces destinées à divers autres usages (quincaillerie par exemple).

Le montage des cyclomoteurs est commencé, il est prévu qu'en 1970, les installations seront utilisées à pleine capacité, produisant 7 000 unités/an dont 6 000 destinées au marché intérieur et 1 000 exportées (900 vers les pays de l'UDEAC). Ces prévisions d'exportation restent toutefois subordonnées aux dispositions qui seront prises dans le cadre de l'harmonisation industrielle à intervenir entre pays de l'UDEAC.

(...)

La production de remorques de charge utile 200 kg, progresse rapidement et atteint actuellement 250 par mois. Il est possible que la demande se stabilise à ce niveau au cours des prochaines années.

Les perspectives de productions pour 1980 sont de 35 000 bicyclettes et 15 000 cyclomoteurs après avoir porté les capacités respectivement à 40 000 et 15 000 unités.

3.57.2.7. - Engins de manutention et de transport - machines outils - pièces mécaniques :

Des ateliers existants à Douala vont être aménagés pour les fabrications suivantes :

- bennes pour camions (80 par an) avec montage sur cassis importés.
- remorques forestières (25 par an) et remorques de manutention.
- engins de manutention et chariots (1 000 par an).
- diables et brouettes métalliques (6 000 par an).
- trains de roulement complets pour tracteurs à chenilles (galets barbotteurs).
- machines outils, en particulier pour les industries du bois : déligneuses, scies circulaires.
- pièces mécaniques diverses y compris usinage et réparation.

3.57.2.8. - Outillage et matériel agricoles :

La capacité initiale des installations qui viennent d'entrer en production à Douala est de 2 000 T/an d'outillage agricole à main (matchettes, pelles, haches...) de charrues (4 000/an), charrettes (2 000/an), pulvérisateurs (5 000/an), lances à boucles. La diversité des équipements est telle qu'elle permet la fabrication d'autres articles comme certains de quincaillerie (gonds, paumelles, fléaux...). Ces installations ont été conçues pour permettre d'approvisionner dans des conditions satisfaisantes le marché de l'ensemble des pays de l'UDEAC.

3.57.2.9. - Installation - réparation de matériel électrique :

La réalisation d'installations électriques domestiques et industrielles ainsi que l'entretien et la réparation des appareils électriques, la réfection des bobinages etc... sont exécutés par cinq entreprises de taille industrielle qui devront compléter leurs équipements pour satisfaire la demande en 1970.

(...)

3.57.2.10. - Récepteurs à transistors - matériel radio électrique.

Depuis fin 1964, le montage des récepteurs à transistors a été entrepris à Douala, la production de départ prévue est de 14 000 unités an, et la capacité pour 1970, de 30 000 appareils/an permettant des exportations vers les pays de l'UDEAC et éventuellement d'autres pays voisins.

L'atelier de construction de matériels professionnels radio électriques est largement équipé pour satisfaire la demande.

Il est prévu dans la prochaine décade des équipements permettant l'installation d'un réseau de télévision et d'une chaine de montage de téléviseurs.

3.57.3. - Créations :

3.57.31. - Bouchons couronne.

Le marché du Cameroun est de 285 T/an et celui des autres pays de l'UDEAC de 200 T/an. Le seuil technique d'une unité de fabrication est de 300 à 320 T/an soit 100 millions d'unités. Compte tenu de l'évolution prévue de la production des bières et boissons gazeuses, il est possible de prévoir l'installation d'une chaîne de fabrication classique à condition que l'article fabriqué soit du type courant avec fond en liège aggloméré et spot de protection en feuilles d'aluminium (ou vinyliqué). Des installations de ce genre n'existant pas dans les pays voisins, une partie de la production pourrait être destinée à l'exportation.

3.57.32. - Montage de véhicules automobiles.

Une chaine d'assemblage de 400 véhicules tous terrains par an est en cours d'installation. L'importance du parc des voitures particulières commerciales camionnettes, petits cars, et son évolution justifient l'étude, dans les prochaines années, de la réalisation éventuelle d'une unité de montage de certains types de véhicules. Il convient toutefois de n'envisager cette activité que dans la mesure où portant sur un nombre suffisant de véhicules, elle favorisera l'homogénéité du parc automobile et entraînera des effets indirects intéressant sur les secteurs amont (pièces détachées fabriquées par sous traitants) et aval (amélioration du réseau de réparation).

(...)

3.57.33. - Montage de climatiseurs et réfrigérateurs.

En 1963, les importations du Cameroun ont porté sur 1 520 climatiseurs. Le seul marché Camerounais est donc prêt d'atteindre le niveau de 2 000 à 2 500 appareils qui permet la création d'une industrie locale de montage à partir de groupes hermétiques et de ventilateurs importés, avec fabrication sur place des carcasses et des habillages en tôlerie.

Pour les réfrigérateurs le seuil technique est de 3 000 unités/an. Les importations en 1963 ont été de 1 320 pour le Cameroun et de 2 000 pour les autres pays de l'UDEAC. Une unité de montage peut donc être envisagée, surtout si une diminution sensible des prix (20 % semble possible) accompagne le lancement de cette activité.

Pour les réfrigérateurs à pétrole en particulier, le prix de revient prévisible permettrait une baisse du prix de vente particulièrement sensible, rendant par là même, cet article accessible à une clientèle beaucoup plus large. Les carcasses, la tôlerie et divers accessoires pourraient être réalisés localement.

3.57.34. - Articles ménagers émaillés.

Les importations du Cameroun et de l'UDEAC ont cru de 20 % par an de 1960 à 1963 où elles sont atteint 1 250 T. pour le Cameroun et 1 150 pour ses quatre partenaires. Elles sont pour la plus grande partie en provenance de Hong-Kong à des prix très bas. Il est peu probable que les besoins continueront à croître au rythme actuel car certains articles seront probablement remplacés par l'Aluminium, d'autres par le plastique. Cependant les cuvettes de dimensions moyennes ainsi que les bols et assiettes décorés, qui sont à la fois des ustensiles de ménage et des articles d'ornement ne semblent pas pouvoir être remplacés prochainement.

La réalisation d'une émaillerie d'une capacité initiale de 1 000 T/an équipée de presses pour travailler à partir de tôles importées en rouleaux, est en cours à Douala.

3.57.35. - Galvanisation et formage des tôles d'acier.

Malgré le développement rapide de vente de tôles de couverture en Aluminium fabriquées localement, et qu'il ne faudrait naturellement pas ralentir il apparait que les importations de tôles d'acier ondulées restent sensiblement constantes (11 000 T/an au total pour l'UDEAC dont 6 000 T/an pour le Cameroun). On peut penser que la demande se maintiendra à son niveau actuel qui parait suffisant pour permettre l'implantation d'une unité de formage et de galvanisation de tôles d'acier importées.

(...)

La galvanisation d'autres articles en tôle pourrait de ce fait être également envisagée.

3.57.4. - Etudes :

Les marchés intérieurs ou régionaux de certains produits semblent, à priori, justifier l'implantation d'unités industrielles pour leur fabrication. Mais ils sont mal connus à partir des statistiques du commerce extérieur et doivent faire l'objet d'études spécifiques définissant leur volume et les possibilités de fabrication locale. Les suivantes ont été retenues :

3.57.41. - Boulangerie et visserie - En particulier vis à bois ordinaires et boulons décolletés à partir de barres hexagonales.

3.57.42. - Articles divers en tôle mince ; serrures, ferrures diverses, boîtiers de piles électriques, habillages de climatiseurs et de réfrigérateurs, glacières portatives, etc...

3.57.43. - Articles de fonderie : marmites, regards, et plaques d'égoûts, patins de frein pour véhicules ferroviaires, etc...

3.57.44. - Refusion de ferrailles, laminage de fers à béton et laminés marchands de faible section.

3.57.45. - Accessoires véhicules automobiles (radiateurs, sièges...)

3.57.46. - Constructions navales en fonction de la réalisation des programmes de développement de la pêche industrielle.

3.57.47. - Lames de scies à partir de rubans d'acier importés.

3.57.48. - Fils électriques d'appartement enrobés de chlorure de polyvinyle.

3.57.5. - Investissements - Répartition annuelle.

Tableau n° 3.57.5.

Investissements des industries mécaniques et électriques

(en millions de F. CFA)

(...)

	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	I	II	III	IV	V
Répartition machines et véhicules auto	120	120	15	20	25	30	30
Constructions métalliques (charpentes, serrurerie, chaudronnerie....)	100	100	20	25	15	20	20
Pointes, clous, grillages ronces	55	55	-	-	35	-	20
Meubles métalliques, cantines valises Alu.	45	45	-	9	10	10	16
Bicyclettes Cyclomoteurs Remorques à main	40	40	-	5	10	10	15
Engins manutention et transport	65	65	6	44	5	5	5
Outillage - matériel agricole	250	20	20				
Installation - réparation matériel électrique	70	70	10	10	15	15	20
Récepteurs à transistors, matériel radio électrique	251	117	20	22	22	25	28
CREATIONS							
Bouchons - couronne	30	30	-	-	30	-	-
Montage véhicules auto	400	123	73	-	-	10	10
Montage, entretien climatiseurs réfrigérateurs	60	60	-	30	30	-	
Articles ménagers émaillés	94	72	45	27	-	-	-
Divers suite Etudes	80	80	-	-	20	30	30
Etudes	25	25	10	10	5	-	-
		1 022	219	202	222	155	224
Renouvellement		1 040	180	185	210	225	240
Total Investissements		2 062	399	387	432	380	464

(...)

3.58. - Industries chimiques :

3.58.0. - Généralités :

Ce secteur comprend de nombreuses activités en 1963/64, appelées à se développer :

- huileries (palmistes, coton, arachide)
- fabrication de divers produits (savons, eau de javel, lessives, diluants bougies, insecticides, désinfectants,
- parfumerie,
- rechappage de pneumatiques,
- gaz comprimés.

ainsi que des fabrications nouvelles (allumettes, peintures, et des projets (traitement des ordures ménagères, engrais).

L'ensemble représentera une production supérieure à 5 milliards de Frs CFA en 1970/71, de beaucoup supérieure à celle de 1963/64, 1,2 milliards de Frs CFA) par suite, en particulier, des substitutions d'importations de produits finis par des productions locales à partir de produits importés bruts ou semi finis (allumettes, peintures, engrais).

Par ailleurs des études devront être menées au cours de ce Plan pour permettre d'envisager à plus long terme les possibilités de diverses autres productions.

3.58.1. - Productions - objectifs :

Tableau n° 3.58.1.

Productions 1963/64 - Objectifs 1970/71

des "Industries Chimiques"

(...)

PRODUIT	1963/64				1970/71			
	Production		Import	Export	Production		Import	Export
	Qté	V1	V1	V2	Qté	V1	V1	V2
Palmistes Huile (Br.& Raf)	2570	168		42	7600	485		300
Tourteaux	3000	33		32	8500	94		93
Coton huile (Br. et Raf.)	1600	128		57	2650	213		104
Tourteaux	3370	12		12	5600	20		14
Arach. huile (Br. et Raf.)	62	8	26		3600	373		350
Tourteaux	87	1			5100	77		75
Savons	6330	443	119		12600	832	13	56
Eau de javel en Litres	150000	9	1		240000	14	1	
Lessives	36	5			70	11		
Diluants en litres	60000	7	4	1	110000	12	2	1
Bougies	30	4	7		90	13	3	
Détergents					1000	142		15
Insecticides-Désinfectants produits antiparasitaires	22	15	340		500	300	200	
Parfumerie		140	210	33		590	90	260
Articles en matière plastiques	580	107	59		800	148	65	
Rechappage de pneumatiques	30					110		
Gaz comprimés en m3	200000	94		6	275000	130		
Allumettes en millions de boîtes			130		60	212	18	55
Peintures			174		1350	216	80	60
PROJETS								
Traitement ordures ménagères					81000	66		
Engrais			512		66000	1452		210
TOTAL		1204	1582	183		5510	472	1593

Quantites en tonnes - sauf indication contraire

Valeurs en millions de Frs. CFA.

V1 : au prix de vente sortie Usine T.T.C. ou au prix magasin importateur T.T.C. avant marge de gros.

V2 : au prix F.O.B.-

(...)

3.58.2. - Evolution des productions actuelles :

3.58.21. - Huile de Palmistes :

Une entreprise installée à Douala depuis 1952 assure la totalité de la production de la Fédération. La capacité de traitement est de 6 000 T/an de palmistes. Elle tourne à pleine capacité, produisent en 1963/64 2 570 T. d'huile brute et 3 000 T. de tourteaux. L'huile brute produite est utilisée : 62 % par la savonnerie, 13 % raffinée et livrée sur le marché intérieur sous le nom de FINOLINE, 25 % exportée. Les tourteaux sont exportés pour 92 %.

Par l'extension des installations existantes et l'implantation d'une nouvelle huilerie à Eséka, la capacité de traitement en 1970/71 sera de 20 000 T/an de palmistes et la production de 7 600 T. dont 32 % saponifiée, 7 % raffinée et 61 % exportée.

Pour 1980, il est prévu de porter la production à 16 600 T. d'huile.

3.58.22. - Huile Coton :

En 1963/64, les installations de l'huilerie de Kaélé, utilisées à pleine capacité ont produit 1 600 T. d'huile demie raffinée dont 350 T. raffinées à Pitoa.

Si la conjoncture est favorable il est prévu de construire une nouvelle huilerie à Maroua avec raffinerie, d'une capacité de traitement de 10 500 T. de graines donneront 1 800 T. d'huile raffinée. Deux mille tonnes des 5 600 T de tourteaux obtenus seront utilisés sur place comme engrais.

Une autre huilerie avec raffinerie pourrait être installée dans la prochaine décade pour porter la production à 5 000 T/an.

3.58.23. - Huile d'arachide et diverses :

Les 62 tonnes d'huile raffinée en 1963/64 proviennent de l'huilerie de Pitoa. Les installations de Bertoua viennent d'être remises en marche.

En 1970/71, la production d'huile sera probablement encore limitée par les quantités de coques produites et leur prix à la production. Les installations existantes et prévues pourront alors traiter : à Pitoa 350 T. d'arachides-coque, à Bertoua 1 400 T. à Douala 7 600 T. à Eséka 4.500 T. et produire ensemble 4 200 T/an d'huile.

(....)

La production d'huile de sésame restera marginale, comme celle, éventuelle d'avocats dont le marché est très limité.

Les plantations de cocotiers prévues ne produiront que 300 T. de coprah en 1980, la production d'huile n'est donc pas à envisager avant cette période.

Le marché offert à l'huile d'aleurite pour la préparation des peintures serait de 50 T/an vers 1980. Il pourrait être intéressant de créer des plantations ou de développer celles existantes en pays Bamiléké à condition toutefois de rechercher des débouchés extérieurs, car cette huile ne pouvant être utilisée seule pour la fabrication des peintures, le marché local restera limité.

Un effort sera fait pour accéder aux marchés des huiles raffinées en augmentant les installations de raffinage, ce qui permet en même temps d'obtenir des quantités non négligeables de savon brut.

3.58.24. - Savons :

La capacité des 4 savonneries actuellement en production à Douala, Yaoundé, Eséka, Pitoa est de 7.500 T/an, qui sera portée à 19 000 T/an en 1970 par l'extension (de 4 000 à 12 000 T/an) des installations de Douala et la création d'une nouvelle unité. La production passera alors de 6v 330 T. en 1963/64 à 12 600 T. en 1970/71, la consommation locale passant, elle, compte tenu des importations nettes de 8.030 T. à 12 000 T. avec un taux de croissance annuel modéré de 6 %.

La savonnerie de Yaoundé est équipée pour récupérer la glycérine (50 T/an) celle de Douala doit s'équiper pour en obtenir 300 T/an destinée à l'exportation.

3.58.25. - Produits divers :

Les installations produisant actuellement, l'eau de javel, les lessives, les diluants et les bougies peuvent être aménagées à peu de frais pour satisfaire la demande croissante.

Les importations de détergents augmentant rapidement, leur fabrication est prévue dans le cadre de la savonnerie de Douala : capacité 2.000 T/an pour une production de 1.000 T. en 1970/71.

Le silicate de soude utilisé dans la savonnerie et la fabrication des détergents peut être importé à l'Etat au lieu du liquide puis transformé et liquifié localement (1000 T/an) pour son utilisation dans les fabrications locales.

3.58.26. - Insecticides - Désinfectants - Produits antiparasitaires :

La préparation, la formulation et le conditionnement des produits antiparasitaires liquides et en poudres sont prévus à Douala mais restent toutefois subordonnés à des protections tarifaires à définir.

3.58.27. - Parfumerie :

Tout une gamme de produits de parfumerie (alcoolisés et non alcoolisés) est fabriquée localement par trois entreprises dont une à Ngaoundéré et 2 à Douala. Ces deux dernières porteront leurs capacités respectives de 600 et 1200 T/an à 800 et 1800 T/an pour approvisionner le marché intérieur et faire passer les exportations de 30 % de leur production à près de 50 %.

3.58.28. - Articles en matières plastiques (Sauf chaussures) :

Une entreprise à Douala produit la totalité des gaines d'expédition des régimes de bananes et certains ustensiles ménagers (seaux, bassines, filets à provision). Sa capacité en 1963/64 était de 800 T/an et sa production de 580 T.

Une certaine réconversion est nécessaire et commencée du fait de la tendance des marchés internationaux à imposer l'expédition des bananes en mains. Par ailleurs de nouveaux débouchés s'offrent aux feuilles plastiques de grandes dimensions pour la lutte contre l'érosion et le paillage des sols, tandis que croissent les besoins en sacs et sachets plastiques de plus en plus élaborés, pour l'emballage des produits fabriqués localement, et les marchés d'ustensiles ménagers.

Par ailleurs d'autres fabrications sont envisagées : feuilles épaisses, tuyaux, plaques ondulées et nervurées pour toitures, plastiques expansés pour isolants (bâtiments, industries, glacières portatives), coussins et matelas, flacons et bidons.

(....)

3.58.29. - Rechappage de pneumatiques :

Deux ateliers de rechappage fonctionnent actuellement (Douala et Yaounde). En raison de l'évolution du parc, la création d'ateliers nouveaux en quelques noeuds routiers importants du territoire fédéral peut être envisagée malgré la difficulté d'exploitation de tels ateliers due à la variété excessive des moules nécessaires. Les procédés modernes peuvent pallier toutefois partiellement cet inconvénient.

3.58.30. - Gaz comprimés :

En 1963/64 les installations de Douala avian avaient une capacité de 300.000 m3 de gaz comprimés dont 80 % d'oxygène et 20 % d'acétylène. La production 1963/64 a été de 200 000 m3, elle est prévue de 235 000 m3 en 1970/71, la capacité des installations étant portée à 400 000 M3/an. La totalité de la production serait alors destinée au marché intérieur, en raison des installations nouvelles réalisées au Tchad et en R.C.A.

3.58.31. - Allumettes :

La Capacité de l'usine qui vient d'entrer en production à Douala, et qui présente l'intérêt d'utiliser des bois locaux pour les tiges et les boîtes, est de 10 000 caisses de 7 200 boîtes. Sur la production de 6 000 caisses prévues en 1970/71, 75 % sont destinées au marché intérieur et 25 % à l'exportation vers les partenaires du Cameroun au sein de l'UDEAC.

3.58.32. - Peintures :

La fabrication de peintures à partir de matières premières totalement importées est commencée à Douala. La production de 1 350 T. en 1970, correspondra sensiblement à la capacité des installations (1 500 T/an à condition toutefois que 25 % de la production puisse être exportée vers les pays voisins.

3.58.4. - Projets :

3.58.41. - Traitement des ordures ménagères :

Bien qu'il ne s'agisse pas là, d'une industrie chimique proprement dite mimon par les propriétés des produits obtenus pouvant être utilisés comme engrais pour les cultures maraichères au voisinage des grandes villes, le pro-

(...)

jet d'installation d'unités de traitement des ordures ménagères dans les 2 principaux centres urbains de Douala et Yaoundé a été retenu principalement en raison du caractère d'utilité publique de ces réalisations, ce qui n'exclut nullement la possibilité d'une gestion bénéficiaire de l'entreprise.

La capacité de traitement des unités prévues, respectivement de 55 000 et 33 000 T/an de compost, pouvant être doublée en travaillant à 2 équipes, est suffisante jusqu'en 1980.

3.58.42. - Engrais :

Les importations d'engrais de la Fédération en 1964 ont été les suivantes:

- Engrais azotés	34 265	tonnes
- -"- phosphates	2 547	-"-
- -"- potassiques	5 195	-"-
- -"- autres	198	
soit	42 205	tonnes pour une

valeur de 530 millions de Francs CFA.

Ces chiffres appellent les commentaires suivants :

- augmentation brusque et importante des importations d'engrais azotés (14 000 T en 1963) due au régime des subventions institué en 1964, en faveur de la culture du café, et également à des phénomènes de stockage,
- la faible quantité d'engrais phosphatés, en majorité dicalciques, ne peut que justifier leur importation en vrac et leur ensachage sur place,
- de même pour les engrais potassiques (chlorure de potassium) pourlesquels les potasses du Congo pourraient être importées en vrac,
- la presque totalité des engrais azotés utilisés est constituée de sulfate d'ammoniaque à 20,5% d'azote, le reste de l'urée.

Il ne peut être question, pour tenter d'appréhender les consommations futures d'extrapoler la tendance, anormalement élevée, des années passées mais les considérations suivantes ont permis de parvenir à une estimation des besoins pour les pays de l'UDEAC en 1970. (...)

- l'expérience montre que l'utilisation d'engrais est un phénomène irréversible, le niveau actuel du marché peut dont être considéré comme un minimum pour les prochaines années, en ce qui concerne les surfaces actuellement traitées,
- devant les résultats obtenus par les utilisateurs actuels d'engrais, un certain effet d'entraînement continuera à se faire sentir vis à vis des exploitants voisins n'en ayant pas encore utilisé,
- les projets connus d'importantes opérations agricoles ont permis de chiffrer les quantités d'engrais nécessaires à leur réalisation : Plan Palmier, Reconversion de la bananeraie, Canne à sucre, CtonCoton, Hévéa, Thé, Tabacs, Cultures vivrières....
- certains projets agricoles des autres pays de l'UDEAC sont également connus et les effets d'une politique de subvention peuvent être estimés.

De tout ceci, il résulte que la production en 1970/71 d'une éventuelle fabrique locale d'engrais peut être chiffrée approximativement à 66 000 T. dont 50 000 T. de sulfate d'ammoniaque, 3 000 T. d'engrais phosphatés décalciques, 11 500 T. d'engrais potassiques (CLK) et 1 500 T. de divers.

Le seul marché camerounais représentant environ 85 % de l'ensemble permet d'envisager la fabrication du sulfate d'ammoniaque à partir d'acide sulfurique produit localement, sur soufre importé. L'ammoniac nécessaire serait importé dans un premier temps avec possibilité par la suite d'en réaliser la synthèse à partir de gaz naturel, celui de Logbaba par exemple, qui est seule réserve actuellement connue au Cameroun.

Les autres engrais donneraient lieu seulement à des activités de mélange et de conditionnement.

3.58.5. - <u>Etudes</u> :

Les études ci-dessous seront à mener en vue d'examiner les possibilités de fabrications locales dans le conterte national et régional.

(....)

3.58.51. - Pneus et chambres à air de vélos.

3.58.52. - Formulation et conditionnement de certains produits pharmaceutiques.

3.58.53. - Etude systématique de la pharmescopée africaine, complétant certaines observations encourageantes déjà effectuées au Cameroun.

3.58.54. - Celles industrielles.

3.58.55. - Margarine.

3.58.56. - Soude caustique pour extraction alumine, pâte à papier, raffinage d'huiles, savonnerie, hypochlorites, lessives.

3.58.57. - Carbonate de soude.

3.58.58. - Distillation du bois à partir de déchets de scieries ou d'essence d'arbre à rendement préférentiel.

3.58.59. - Produits pétroliers - Implantation de la seconde raffinerie de l'UDEAC dans le cadre du complexe portuaire Douala-Tiko, Victoria (Voir chapitre Infrastructure).

3.58.59. Bis. - Piles électriques et accumateurs de voitures.

(...)

3.58.6. - Investissements - Répartition annuelle

Tableau n° 3.58.6.

Investissements des "Industries chimiques"

(en millions de F. CFA)

OBJET	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	I	II	III	IV	V
Palmistes huile	100	100		20	60	20	
Coton huile	280	280	45	25		40	170
Arachide huile	150	150				50	100
Raffinage huiles alimentaires	368	368	68	250	50		
Savons	125	125			25	75	25
Divers (eau javel, lessives,etc	82	82	15	2		20	45
Insecticides, désinfectants							
Produits anti-parasitaires	232	70				70	
Parfumerie	15	15	5	5	5		
Articles en matières plastiques	122	122	10	76		20	16
Rechappage de pneumatiques	13	13			6		7
Gaz comprimés	10	10				10	
Allumettes	300	50	10	10	10	10	10
Peintures	52	5	5				
PROJETS							
Traitement ordures ménagères	170	170				30	140
Engrais	1200	1200		50	450	600	100
Divers	230	80					80
Etudes	107	107	7	10	25	35	30
		2947	165	448	631	980	723
RENOUVELLEMENT		520	65	80	100	125	150
TOTAL INVESTISSEMENTS		3467	230	528	731	1105	813

(...)

3.59. - Industries Diverses :

3.59.1. - Productions - Objectifs :

Tableau n° 3.59.1.

Production 1963/64 - Objectifs 1970/71 des "Industries Diverses"

PRODUIT	1963/64				1970/71			
	Production		Import	Export	Production		Import	Export
	Qté	VI	VI	V2	Qté	VI	VI	V2
Imprimerie		350				500		
Cahiers registres Fournitures Bureaux			250			150	200	
Emballages			300			960	240	
Verrerie-Gobeletterie			180			370		80
TOTAL		350	730			1980	440	80

Valeurs en millions de F. CFA

VI. - Au prix de vente sortie usine T.T.C.
ou prix magasin importateur T.T.C. avant marge de gros.

V2. - Au prix F.O.B.

3.59.2. - Evolution des activités actuelles - Créations :

3.59.21. - Imprimerie :

Cette activité est représentée par 13 établissements publics et privés dont : 5 à Douala, 6 à Yaoundé, 1 à Nkongsamba, 1 à Ndoungué (Mungo).

Des investissements nouveaux sont prévus pour l'extension des entreprises existantes qui seront ainsi équipées pour satisfaire les besoins en 1970.

3.59.23. - Emballages :

Les emballages utilisés sont d'ores et déjà importants et certains pourront sous peu être fabriqués localement.

Mais ils sont très variés tant du point de vue des matières utilisées

(...)

que des propriétés requises. Pour permettre d'entreprendre à bon escient la fabrication d'un certain nombre de types d'entre eux, il est nécessaire de procéder à :

- l'évaluation des besoins actuels (Cameroun et UDEAC),
- l'examen des tendances (en quantités, matières et qualités),
- l'estimation des besoins futurs,
- l'inventaire des matières premières locales pouvant être utilisées,
- l'étude des possibilités de fabrications locales dans différentes sortes d'emballage : plastiques, flaconnage, emballages bois, caisses de manutention, emballages en carton, en fer blanc, en aluminium,etc.)

Dès maintenant le façonnage de cartons à partir de feuilles de carton ondulé est commencé, l'ondulation du carton est envisagée comme la fabrication de caissettes en bois déroulé pour l'exportation de bananes en mains.

3.59.24. - Verrerie :

Les résultats provisoires de la recherche de sables vitrifiables au voisinage de Douala sont favorables. La réalisation prochaine d'une verrerie de verre creux peut donc être envisagée dans les prochaines années, puisque le seuil technique d'une telle unité est de 6 000 T/an alors que le seul marché camerounais en 1962 à été de 4 700 Tonnes.

3.59.3. - Etudes :

En plus de l'étude générale sur les emballages mentionnées précédemment, l'étude des besoins actuels et futurs en brosserie et balais à usage domestique et industriel, en vue d'une fabrication locale éventuelle est à effectuer.

(...)

3.59.4. - Investissements - Répartition annuelle

Tableau n° 3.59.4.

Investissements des "Industries diverses"

(millions de F. CFA.)

OBJET	Coût		Répartition annuelle				
	Total	2è Plan	I	II	III	IV	T
Imprimeries	30	30		7	7	7	9
Cahiers registres - fournitures de Bureau	70	70		35	35		
Emballages carton	112	100		20	70	10	
Verrerie - Gobeletterie	200	200		20	60	120	
Etudes	10	10	10				
		410	10	82	172	137	9
RENOUVELLEMENT		165	20	25	30	40	50
TOTAL INVESTISSEMENTS		575	30	107	202	177	59

Tableau n°
Table n° 3.5.C

- Investissements des "Industries de transformation"

		Répartition annuelle - Annual Distribution				
		I	II	III	IV	V
3.51. Matériaux de construction Building materials	1 725	106	282	782	390	165
3.52. Alimentaires Food	1 862	580	295	265	407	165
3.53. Boissons et tabacs Beverages and tobacco	2 237	470	612	535	300	320
3.54. Bois Wood	2 322	332	460	455	479	596
3.55. Textiles Textile	3 051	131	352	735	1 058	775
3.56. Aluminium Aluminium	2 805	890	655	420	400	440
3.57. Mécaniques et électriques Mechanical and electrical	2 062	399	387	432	380	464
3.58. Chimiques Chemical	3 467	230	528	731	1 105	873
3.59. Diverses Miscellaneous	575	30	107	202	177	59
TOTAL	20 106	3 168	3 678	4 557	4 696	4 007

Tableau n° 3.5.B
Table n°

Investissements des "Industries de transformation"
Répartition régionale en millions de F.CFA.

INDUSTRIES	Régions							
	Nord North	Est East	C.S.	Littoral	Ouest West	Cam.Occ West.Ca	Indéterminée	FEDERATION
3.51. Matériaux de construction Building materials	1 060	-	110	545	-	-	10	1 725
3.52. Alimentaires Food	45	25	60	1 037	520	100	75	1 862
3.53. Boissons et tabacs Beverages and tobacco	120	-	642	1 315	80	80	-	2 237
3.54. Bois Wood	25	905	662	295	55	365	15	2 322
3.55. Textiles Textile	750	-	115	1 778	-	400	8	3 051
3.56. Aluminium Aluminium	-	-	-	2 770	-	-	35	2 805
3.57. Mécaniques et électriques Mecanical and elestrical	15	10	85	1 862	45	45	-	2 062
3.58. Chimiques Chemical	335	10	200	2 815	-	-	107	3 467
3.59. Diverses Miscellaneous	-	-	30	535	-	-	10	575
T O T A L	2 350	950	1 904	12 952	700	990	260	20 106

Tableau n° 3.5.D
Table n°

Industries de transformation
Financement des Investissements
en millions de Frs CFA.

.../...

(1)	Financemant public définitif / Definitive public financing					
	Ressources locales / Local Resources			Aide extérieure / External Aid		
	Etat / State (2)	Communes et SAP Local Authorities (3)	Org. pub. et semi Publi and sponsered Bodies (4)	Subvention / Subsidies (5)	Prêts / Loans (6)	TOTAL (7)
3.51. Matériaux deconstruction / Building Materials	10	-	139	-	-	149
3.52. Alimentaires / Food	40	-	78	25	-	143
3.53. Boissons et tabacs / Beverages and tobacco	-	-	-	-	-	-
3.54. Bois / Wood	5	-	130	10	-	145
3.55. Textiles / Textile	8	-	168	-	-	177
3.56. Aluminium / Aluminium	30	-	-	-	-	30
3.57. Mécaniques et électriques / Mechanical and electrical	25	-	35	40	-	70
3.58. Chimiques / Chemical	27	-	151	40	-	218
3.59. Diverses / Miscellaneous	10	-	20	-	-	30
T O T A L	155	-	722	85	-	962

.../...

Financement privé Private financing				
En monnaie - In money				TOTAL GENERAL
Fonds Privés Private Funds (8)	Crédit Public Local Public and Local credit (9)	Aide extérieure Publique Public external Aid (10)	en travail in labour (11)	GRAND TOTAL (12)
1 096	-	480	-	1 725
1 429	40	250	-	1 862
2 237	-	-	-	2 237
2 047	130	-	-	2 322
2 344	90	440	-	3 051
2 475	-	330	-	2 805
1 922	70	-	-	2 062
2 444	195	610	-	3 467
460	35	50	-	575
16 454	560	2 130	-	20 106

3.6. - INDUSTRIES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.

3.61. - Production

Ce secteur comprend les activités des entreprises de bâtiment et de travaux publics.

La production pour 1970/71 (21 miiliards de Frs CFA) a été estimée compte tenu de celle de l'année de base (10,8 milliards en 1963/64), de l'évolution passée, et des programmes de constructions de bâtiments industriels et d'habitation ainsi que des programmes d'infrastructure retenus.

3.62.- Investissements

Les investissements neufs réalisés par ces entreprises sont

.../...

difficiles à chiffrer et sont à titre tout à fait indicatif. Ils concernent en effet en grande partie des équipements mis en place à l'occasion d'un chantier déterminé, qui peuvent être expédiés dans des pays voisins à la terminaison du dit chantier s'ils ne trouvent à être utilisés à nouveau dans le pays. Il y a alors désinvestissement.

Les investissements de renouvellement ont été estimés à partir d'un capital en matériel calculé en fonction du montant de la production et du taux d'amortissement donné par les résultats provisoires du recensement industriel.

Tableau n° 3.6.2.
Investissements des "Industries du bâtiment et des T.P."
Répartition annuelle
en millions de frs CFA.

	Coût	Répartition annuelle				
	2eme Plan	I	II	III	IV	V
Investissements neufs	1 800	300	350	350	400	400
Renouvellement	3 700	600	670	730	800	900
TOTAL	5 500	900	1 020	1 080	1 200	1 300

3.7.- ARTISANAT

3.71.- Situation actuelle :

Etant donné l'insuffisance des recensements, il est difficile d'évaluer avec précision ce qui représente l'artisanat utilitaire des villes et l'artisanat d'art dans l'économie du Cameroun, d'après les dernières estimations environ 18 000 maître-artisans et 76 000 compagnons faisant vivre 400 000 personnes et ayant un chiffre d'affaires de l'ordre de 4 à 5 millions CFA.

Mais il existe plusieurs goulots d'étranglement pour le développement de ce secteur :

- connaissance insuffisante de la part des pouvoirs publics,

.../...

- insuffisance de formation professionnelle et ignorance des méthodes de gestion chez les artisans en exercice,
- difficultés d'installation des nouveaux artisans,
- absence de structures propres aux corps de métier et à l'artisanat en général.

3.72.- Recensement :

Pour engager une action dans un secteur économique, il faut commencer par le bien connaître, d'où la nécessité d'un recensement complet des artisans du Cameroun. Seuls jusqu'à ce jour les recensements des artisans de Douala et du Cameroun Occidental ont été effectués à l'occasion d'enquêtes démographiques. Afin d'éviter des frais supplémentaires, il a été décidé qu'à l'avenir le recensement des artisans se ferait en même temps que les recensements démographiques des grandes villes. Le travail sera confié au personnel du service de l'artisanat, encadré et conseillé par le personnel du service statistique.

Mais ce recensement doit être guidé par une définition de l'artisan qui exige l'adoption par la voie législative d'un code de l'artisanat, les résultats des recensements seront transcrits dans le répertoire artisanal, tenu par le service de l'artisanat. L'immatriculation au répertoire artisanal entraînera la délivrance d'une carte d'artisan.

3.73. - Formation :

Il existe trois étapes dans la formation des artisans :

- l'apprentissage du métier,
- le perfectionnement professionnel,
- la formation des chefs de petites entreprises.

3.73.11- Pour l'apprentissage, il est actuellement fait sur le tas dans les grandes entreprises ou chez les artisans déjà installés.

.../...

En effet les jeunes titulaires du C.A.P. ou du Brevet Technique s'engagent en général dans les grandes entreprises, mais ne s'installent pas à leur compte. L'orientation nouvelle donnée à l'enseignement primaire et post-primaire permettra d'initier un plus grand nombre de jeunes à l'usage des outils simples, comme cela se fait au Cameroun Occidental.

- D'une part il est prévu de faire effectuer aux enfants des écoles primaires urbaines de petits travaux manuels de caractère artisanal. D'autres part les élèves des centres d'éducation rurale qui se montreront doués d'une certaine habilité manuelle seront dirigés vers les sections artisanales rurales, puis vers les centres pilotes de formation d'artisans.

3.73.2.- Pour le perfectionnement professionnel :

Une expérience a été tentée avec le Centre de Perfectionnement de Douala. Ce Centre en principe réservé aux artisans déjà installés accueille surtout des jeunes gens ayant échoué au C.A.P.

La formule semble donc inadaptée, car les cours ont lieu à des heures peu commodes pour les gens qui travaillent et ne comportent pas d'initiation à la gestion d'une entreprise.

Pour le perfectionnement technique, il est préférable d'avoir recours à la formule des cours du soir dans les différents collèges techniques existant afin d'éviter de créer de nouvelles installations qui coûtent fort cher.

Pour l'initiation à la gestion d'une entreprise, la formule de l'Association pour la Formation de cadres de l'industrie et de l'administration en langue française (AFCA) semble la bonne : quelques cours théoriques complétés par une assistance technique au siège même de l'entreprise. Cette expérience pratiquée avec succès à Douala devrait être étendue aux autres grandes villes du pays.

3.73.3.- Pour la formation de dirigeants d'entreprises artisanales, il a été décidé la création de Centres-Pilotes de formation.

.../...

Ces Centres-Pilotes donneront un double enseignement :

- Complément de connaissances techniques dans les métiers non enseignés dans les collèges techniques : travail des textiles, du cuir, tolerie, carrosserie, électricité, moteurs diessel, céramique, etc...
- Cours de comptabilité et de gestion d'entreprises. Ces cours seront d'ailleurs prolongés par une assistance technique directe en matière de gestion aux coopératives artisanales qu'ils auront suscitées.

Ces centres s'adresseront à la fois aux artisans déjà installés ayant le minimum de connaissances générales nécessaires et aux jeunes gens titulaires du C.A.P. La durée des études doit être de deux ans. La deuxième année, ces centres effectueront des productions commercialisables qui leur permettront de s'autofinancer, notamment pour les bourses des élèves.

L'assistance technique du B.I.T. peut être demandée pour le personnel d'encadrement de ces centres pendant les deux premières années de fonctionnement.

Le coût moyen d'installation d'un centre est estimé à 15 millions CFA ; comme il est prévu un centre par région administrative, les dépenses d'investissement pour l'ensemble du Cameroun seront de 90 millions. En outre il a été retenu pour le Nord la création d'un centre-pilote de tissage à Maroua dont le coût est estimé à 20 millions CFA.

3.73.4.- <u>Centre de Formation des Chefs et des cadres des petites entreprises industrielles</u> :

Si l'on veut franchir un échelon supplémentaire, il faut penser à la formation des chefs et des cadres des petites entreprises industrielles qui pourront être créées à partir des coopératives artisanales ayant le mieux fonctionné.

.../...

Ce centre de formation s'adressera aux artisans ayant déjà une certaine expérience et aux éléments les plus brillants issus des centres pilotes.

L'enseignement comportera à la fois une partie technique (perfectionnement des techniques acquises) et une partie de formation approfondie en matière de gestion (législation commerciale et fiscale du travail, comptabilité).

L'assistance technique de la B.I.T. peut être demandée pour le personnel d'encadrement de ce centre. A défaut de la construction de bâtiments neufs, on pourra installer le centre dans un bâtiment administratif existant à Douala et actuellement inutilisé (coût de la remise en état : 50 millions environ).

Etant donné que ce centre est l'aboutissement des centres-pilotes, son installation ne pourra être envisagée qu'à la fin du deuxième Plan.

3.74.- Installation :

Les enquêtes effectuées auprès des artisans révèlent qu'ils éprouvent des difficultés pour l'installation de leurs ateliers.

3.74.1.- La première facilité qui peut leur être accordée consiste dans la réservation par les municipalités de lotissements à leur usage, cédés à des conditions particulières.

3.74.2.- Pour leur équipement en matériel et en outillage, les prêts ne seront octroyés qu'aux coopératives artisanales qui seules offrent certaines garanties. En outre ces prêts consentis par les organismes de crédit habituel seront cautionnés par un Fonds de Garantie, alimenté par l'Etat et les Unions coopératives, ce qui permettra d'accorder aux coopératives artisanales des taux d'intérêt réduits. En raison de cette intervention de l'Etat, les prêts seront attribués par le Comité de crédit artisanal, présidé par le Ministère des Affaires Economiques et du Plan et composé des représentants du Ministère des Finances, des Banques et des Coopératives.

.../...

3/74.3.- Le système des blocs d'atelier, construits par les pouvoirs publics et rétrocédés ensuite aux artisans en location-vente peut être retenu dans le domaine de l'artisanat d'art où les artisans ont l'habitude de se regrouper dans un même quartier.

Ces blocs d'ateliers seront financés sur la masse des crédits bancaires prévus pour l'artisanat, évaluée à 300 millions en 5 ans.

3.75.- Structures

3.75.1.- Réorganisation de l'artisanat à la base et à l'échelon régional :

Les artisans individuels représentent trop peu de surface économique, pour obtenir un approvisionnement en matières premières à des conditions intéressantes ainsi que du crédit. Par suite il convient de le regrouper en coopératives de production dans tous les métiers où cela est possible, sinon en coopératives de commercialisation.

Ces coopératives se regroupent ensuite en Unions régionales par corps de métier qui pourront intervenir dans l'achat des matières d'oeuvre ou la création de stands d'exposition.

Mais il est indispensable de compléter la législation sur les coopératives, par des dispositions spéciales aux coopératives artisanales, car la législation sur les coopératives agricoles ne leur convient pas. Dans cette législation des dispositions devront être prises pour leur réserver une partie des marchés de l'Etat et des collectivités publiques.

A l'échelon de la région administrative doivent être institués des Conseils Régionaux de l'artisanat présidés par le Préfet, Inspecteur Fédéral et composés des représentant des services techniques intéressés et des coopératives.

En attendant la désignation d'un délégué du service de l'artisanat par région, l'Agent régional de développement du Chef-lieu de région pourra centraliser les questions de l'artisanat à cet échelon.

.../...

3.75.2.- Réorganisation de l'artisanat à l'échelon national :

Plusieurs mesures sont envisagées :

- la création d'Unions Nationales de coopératives artisanales,
- la création d'un organisme national de développement de l'artisanat.

Cet organisme, placé sous la présidence du Ministère des Affaires Economiques et du Plan, doit être composé des représentants des divers Ministères intéressés au développement de l'artisanat et des représentants des artisans.

Un secrétariat général en constituera l'organe permanent.

Ce conseil aura pour but d'étudier les différents textes législatifs ou règlementaires devant permettre le développement de l'artisanat et l'organisation de ce secteur, d'assurer une coordination entre les différents services s'occupant de formation professionnelle et de l'activité des entreprises artisanales.

3.75.3.- Dispositions fiscales :

Deux catégories de dispositions sont envisagées dans ce domaine :

- dispositions concernant la fiscalité sur les revenus des coopératives artisanales de production. Car si des mesures sont déjà prises pour les artisans individuels, des coopératives artisanales de production paient actuellement autant d'impôts que les sociétés industrielles et parfois plus (cas de la taxe sur le chiffre d'affaires),
- dispositions concernant la fiscalité à l'importation du matériel d'équipement. Ces dispositions sont à prendre dans le cadre du régime des petites et moyennes entreprises, prévu par le code fédéral des investissements.

.../...

3.76. - CONCLUSION :

Le but de l'ensemble de ces mesures est de moderniser l'artisanat afin qu'il soit capable de travailler en symbiose avec les autres activités camerounaises, et notamment avec le secteur industriel par la méthode de la sous-traitance. Car malgré l'évolution technique, l'artisanat demeure irremplaçable dans certains domaines (réparations fabrications à façon ou de luxe). Enfin un artisanat vivace est la pépinière idéale pour la formation de chefs de petites et moyennes entreprises qui constituent l'ossature d'une nation.

Tableau n° 3.7.-
Répartition annuelle des investissements
"artisanat"

-◆◆◆◆◆◆-

Nature des opérations	Coût		Répartition annuelle					Charg. récur 70/71
	Total	2è Plan	I	II	III	IV	V	
Centre-pilote de tissage de Maroua	20	20	15	5				
Centres-pilotes régionaux	90	90		30	30	15	15	
Centres de formation des chefs de petites entreprises	50	PM						
Equipement des coopératives artisanales	300	300	60	60	60	60	60	
Total		410	75	95	90	75	75	42

.../...

3.8. - Récapitulation générale du secteur

Energie - Mines - Industries - Artisanat

Tableau n° 3.81.-
Production 1963/64 - 1970/71
en millions de frs CFA

Nature de la production / Nature of production		1963/64 Production (V1)	1963/64 Import V1	1963/64 Export (V2)	1970/71 Production VI	1970/71 Import VI	1970/71 Export V2
Energie - Eau	- Power Water	2 600			5 500		
Mines	- Mines	26		26	26		26
Industries agricoles	- Agricultural indus.	12 337	956	13 377	23 460	22	23 610
Industries de transformation	- Processing Indus.	20 345	10 079	5 927	49 709	4 967	13 210
Industries bâtiment et T.P.	- Building and Public Works	10 800		-	21 000		-
Artisanat (estimation)	- Artisanal activities (estimate)	4 000		10	5 000		100
T O T A L		50 108	11 035	19 340	104 695	4 989	36 946

V1 : Au prix de vente sortie usine TTC ou au prix magasin importateur TTC avant marge degros

V2 : Au prix F.O.B.

V1 : At ex works selling price inclusive of taxes or at importer's warehouse price, inclusive of [illegible] taxes before wholesale margin

V2 : At F.O.B. price.

.../...

Tableau n° 3.82.
Investissement du secteur
ENERGIE - MINES - INDUSTRIES - ARTISANAT
Répartition annuelle
en millions de frs CFA

Sous Secteur Sud - Sector	Coût 2ème Plan Cost 2nd Plan		Répartition annuelle - Annual distributio				
			I	II	III	IV	V
3.2.Energie-Eau - Power - Water	16	6 280	70	780	1 390	1 830	2 210
3.3.Mines et recherches -Mines ans resear	5	2 062	629	591	474	303	65
3.4.Industries agricoles-Agricultural Ind	13	5 056	1 538	1 117	472	884	1 045
3.5.Industries de trans formation -Processing industries	51	20 106	3 168	3 678	4 557	4 696	4 007
3.6.Industries bâtiment et T.P. -Building ans public works	14	5 500	900	1 020	1 080	1 200	1 300
3.7.Artisanat -Artisanal activities	1	410	75	95	90	75	75
T O T A L	100	39 414	6 380 16 %	7 281 18 %	8 063 21 %	8 988 23 %	8 702 22 %

.../...

Tableau n° 3.83.
Investissements du secteur
"ENERGIE - MINES - INDUSTRIES - ARTISANAT
Répartition régionale
(en millions de frs CFA)

Sous-Secteur Sud-Sector	Régions							FEDERATION
	Nord North	Est East	Centre Sud Centre South	Littoral	Ouest West	Cam.Oc West Came-roon	Indéterminée Undetermined	
3.2. Energie - Eau Power - Water	50	-	60	120	600	800	4 650	6 280
3.3. Mines recherches Mines and research	125	242	65	860	-	125	645	2 062
3.4. Industries agricoles Agricultural industries	560	20	1 686	475	550	1 695	70	5 056
3.5. Industries de transformation Processing industries	2 350	950	1 904	12 952	700	990	260	20 106
3.6. Industries du bâtiment et T.P. Building and public works	-	-	-	-	-	-	5 500	5 500
3.7. Artisanat Artisanal activities	80	30	45	105	75	75	-	410
T O T A L	3 165 8 %	1 242 3 %	3 760 10 %	14 512 37 %	1 925 5 %	3 685 9 %	11 125 28 %	39 414 100 %

.../...

Tableau n° 3.84

Secteur : ENERGIE - MINES - INDUSTRIES - BATIMENTS T.P. - ARTISANAT

Sous/Secteurs Sud/Sectors	Financement public définitif - Définitive public financing					
	Ressources locales Local resources			Aide extérieure External Aid		
	Etat State (*) (2)	Communes et SAP Local Councils (*) (3)	Org. pub et semi pub Public and semi public bodies (4)	Subventions Subsudies (5)	Prêts Loans (6)	TOTAL (7)
(1)						
3.2. Energie - Eau Power - Water	372	-	-	108	1 050	1 530
3.3. Mines - Recherches Mines - Research	12	-	-	248	-	260
3.4. Industries agricoles Agricultural industries	145	-	191	-	647	983
3.5. Industries de transformation Processing industries	155	-	722	85	-	962
3.6. Industries du bâtiment T.P. Building and Public Works	-	-	-	-	-	-
3.7. Artisanat Artisanal activities	40	-	-	60	-	100
T O T A L	724	-	913	501	1 697	3 835

.../...

(Tableau n° 3.84. suite)

Financement privé - Private financing				TOTAL GENERAL
En monnaie - In cash				
Fonds Privé: Private Funds (8)	Crédit public local: Local public credit (9)	Aide extérieure publique: Public external Aid. (10)	en Travail: In labour (11)	GRAND TOTAL (12)
2 750	-	2 000	-	6 280
1 643	10	149	-	2 062
2 608	250	1 215	-	5 056
16 454	560	2 130	-	20 106
5 500	-	-	-	5 500
75	235			410
29 030	1 055	5 494	-	39 414

3.85.- Emploi :

Les problèmes d'emploi et de formation sont traités dans leur ensemble dans le chapitre qui leur est spécialement consacré.

Toutefois le nombre d'emplois créés dans le secteur secondaire de 1966/67 à 1970/71, correspondant à la réalisation des opérations retenues pour le Second Plan, figure dans le tableau ci-dessus.

Tableau n° 3.85.
Table n° 3.85.

Secteur : ENERGIE - MINES - INDUSTRIES - BATIMENTS T.P. - ARTISANAT

Emplois créés de 1966/67 à 1970/71

Sector : POWER - MINES - INDUSTRIES - BUILDING, PUBLICS WORKS - ARTISANAL ACTIVITIES

Jobs to be creadet from 1966/67 to 1970/71.

..../...

Sous/Secteurs Sub/Sector	Qualification					TOTAL
	Cadre (1) Senior Staff	Techniciens Technicians	Maîtrise Intermediate level staff (foremen etc	Qualifiée et hautement qualifiée Qualified and highly qualified.	Main d'Oeuvre balance et spécialisée Ordinary and shilled Labour	
3.2. Energie - Eau Power - Water	5	6	8	74	35	128
3.3. Mines Mines	5	5	7	41	160	218
3.4. Industries agricoles Agricultural industries	20	50	100	920	610	1 700
3.5. Industries de transformation Processing industries	60	230	530	2 230	4 550	7 600
3.6. Industries du bâtiment et T.P. Building and public Works	35	145	460	2 000	3 860	6 500
3.7. Artisanat (2) Artisanal activities	-	(3) 33	5	6	10	54
T O T A L	125	469	1 110	5 277	9 225	16 200
%	0,8	3	7	32,2	57	100

(1) Y compris les chefs d'entreprises moyennes devant une formation technique mais aussi commerciale et administrative.

(2) Il s'agit uniquement ici du personnel employé dans les centres de formation des artisans.

(3) Techniciens devant avoir une formation pédagogique.-

Ainsi le nombre des salariés du secteur secondaire moderne passera approximativement de 24 600 en 1965/66 à 40 800 en 1970/71, soit un taux de croissance moyen annuel de 8,6 %.

Ce taux est relativement élevé mais il s'applique sur des quantités encore faibles et si le nombre des 16 200 emplois créés n'est pas négligeable, il ressort de la comparaison avec l'augmentation prévue pour la population urbaine pendant la même période (environ 230.000) que le développement industriel ne peut être considéré comme l'unique remède aux problèmes posés par le sous emploi et le phénomène d'urbanisation croissante.

Le nombre d'emplois à pourvoir nécessitant une formation technique, aux différents niveaux est d'environ 7.000. Ce nombre met en évidence la nécessité qu'il y a à se pencher tout spécialement sur les problèmes de l'enseignement technique et de la formation professionnelle./-